

n° 436
ÉTÉ
2015
4,60 €

silence

ALTERNATIVES À LA RÉUNION

NANOPARTICULES : TOUS COBAYES

DU BLUES CONTRE LES GUERRES



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À... Migreurop

Qui sont les réfugiés actuels et pourquoi sont-ils si nombreux ?

Selon António Guterres (Haut Commissaire des Nations unies pour les Réfugiés HCR) dans une interview au *Temps* (Genève, 6 janvier 2015), "Il n'y a jamais eu autant de personnes déplacées de force [dans le monde] que depuis la Deuxième Guerre mondiale, avec plus de 51 millions en 2013. Ce chiffre de 51 millions est dramatique. L'accélération des conflits a eu des conséquences effroyables: en 2011, il y avait 14 000 déplacés de force par jour, donc des réfugiés ou des personnes qui doivent fuir des régions dans leur propre pays. Ce chiffre est monté à 23 000 en 2012 et à 32 000 en 2013".

La plupart des personnes qui arrivent sur les côtes Méditerranéennes sont en provenance de la Corne de l'Afrique (Somalie, Érythrée), de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak... Ces personnes sont évidemment en droit de demander et d'obtenir une protection internationale. Les responsables politiques européens se refusent à accueillir des personnes en quête de protection (95 % des 3,8 millions de réfugiés

syriens se situent en Irak, Jordanie, Égypte, Liban et Turquie). Par exemple la France n'en a accueillies que 1000 cette année (et 320 dans le cadre d'une procédure de réinstallations depuis 3 ans). On pourrait faire ces mêmes démonstrations pour d'autres pays de l'Union européenne... Et rappeler par ailleurs que l'aide du PAM (programme alimentaire mondial) pour les réfugiés syriens est en très nette diminution (quand elle n'est pas arrêtée). Seule une infime partie des exilés réussissent à atteindre l'Union européenne (UE) : depuis le début du conflit en Syrie en mars 2011, moins de 166 000 Syriens ont pu trouver asile en Europe.

Une des premières difficultés pour les exilés est d'obtenir un visa. Les États membres de l'UE refusent de faciliter leur délivrance, et des dispositifs tels que le visa de transit aéroportuaire (VTA) empêchent des Syriens de pouvoir déposer des demandes d'asile dans les aéroports européens.

Que penser des décisions de l'Union européenne (comme par exemple une intervention militaire pour couler les bateaux des passeurs) ?

Il s'agit sans doute avant tout de communication politique. Pour rassurer les citoyens européens d'une part, et pour envoyer un message de fermeté aux candidats à l'immigration d'autre part.

Dans tous les cas, ces déclarations manquent singulièrement de cohérence. D'une part, les pays de l'Union européenne n'ont cessé depuis 15 ans de construire et d'appliquer une politique migratoire sécuritaire et répressive, uniquement axée sur la mise à distance des "indésirables", et non pas sur l'accueil.

D'autre part, comment des États étrangers pourraient juridiquement aller couler des bateaux sur un autre territoire, et à quel titre en auraient-ils la légitimité ? Comment par ailleurs distinguer les bateaux de pêcheurs des bateaux de migrants ? Comment distinguer les "passeurs" ? Bref, de nombreuses questions se posent quant à cette idée d'intervention, qui se propose là encore de déployer des techniques et moyens militaires de guerre à l'encontre de simples civils qui

fuiant la violence, qu'il s'agisse de la violence de la famine ou d'un conflit.

Par ailleurs, ne nous leurrons pas quant à la supposée efficacité d'une telle mesure extrême. Les passeurs n'existent que parce que les frontières sont fermées. Ce n'est pas en coulant les "bateaux des passeurs" que les mouvements migratoires se tariront. Tant que les migrants ne pourront emprunter des voies légales pour entrer en Europe, ils seront contraints d'utiliser des voies terrestres ou maritimes dangereuses. Plus on renforce entraves et contrôles, plus les migrants prennent des risques pour franchir les frontières.

Depuis les années 90, la guerre de l'Europe contre les migrants a tué près de 30 000 personnes en Méditerranée.

Et pourtant, l'Europe n'est pas menacée d'invasion : la part des migrations internationales est restée stable ces 60 dernières années, et la majorité des migrations se fait entre les pays du Sud.

Puisque de toute manière (et au péril de leur vie) ces personnes veulent se réfugier en Europe, que pourrait-être une véritable politique d'accueil ?

Une véritable politique d'accueil ne peut que s'initier par l'accès au territoire européen. Le réseau Migreurop a pris position en décembre 2013 en faveur de la liberté de circulation pour tous au nom du principe d'égalité. En attendant, des outils politiques existent déjà : l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH). Il existe également des outils juridiques, comme la directive européenne sur la protection temporaire, pour les afflux massifs

de personnes qui fuient des pays en conflit, comme c'est le cas de la majorité des ressortissants qui débarquent sur nos côtes.

Le HCR invite depuis quatre ans les 28 membres de l'UE à faire preuve de solidarité en accueillant des réfugiés. Or, leur manque de solidarité est tel qu'on parle dorénavant d'imposer des quotas de migrants aux pays européens. La question est alors : comment cela pourrait-il être mis en œuvre ?

• **Migreurop**, observatoire des frontières, est un réseau européen et africain de militants et chercheurs dont l'objectif est de dénoncer la généralisation de l'enfermement des étrangers et la multiplication des camps, dispositif au cœur de la politique d'externalisation de l'Union européenne. Migreurop compte 45 associations membres.

Migreurop, CICP, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 53 27 87 81, www.migreurop.org

LES ÉTATS-UNIS AUTORISENT
DES FORAGES AU PÔLE NORD

ÇA Y EST, L'OURS BLANC A DISPARU !



UNE ÉPIDÉMIE D'OBÉSITÉ
MENACE L'EUROPE



MIGRANTS : L'EUROPE WHITE
CONTRE LES PASSEURS



LA VOITURE SANS CONDUCTEUR DE
GOOGLE, AUTORISÉE À ROUER



■ DOSSIER

5 La Réunion, une île monde

Gaëlle Ronsin et Monique Douillet

9 Peut-on parler d'alternatives à La Réunion ?

Gaëlle Ronsin

10 Les Salazes, la vie lointan d'aujourd'hui

Rémi Da Silva

13 Une île en circuit court ?

Mathilde Vuléon et Gaëlle Ronsin

14 Kaz Maron : du kabar au jardin

Gaëlle Ronsin

16 ArTerre, former à l'écologie pratique

Gaëlle Ronsin

18 APLAMEDOM Les Zerbarz qui soignent

Gaëlle Ronsin

21 MOV_A, fér danser tout do moun !

Gaëlle Ronsin

■ CHRONIQUES

24 Écologie pratique : Camping écolo

25 À Bordeaux, des étudiantes éveillent les consciences des consom'acteurs

26 Le Monde en construction(s) : Saraya, un éco-lodge à Goa

28 Fukushima : Dites-nous comment survivre à notre folie ?

32 Crimes ordinaires de l'armée française en Afrique

33 Féminisme et paix : Occupation de Greenham Common

35 Nucléaire : Les Allemands contre les bombes

■ ARTICLES

40 La Belle Verte, un futur habitable ?

Tiphaine et Marco, Cyclolenti

42 Vers la fin des centres commerciaux ?

Photographies de Steph Lawless

44 Du Blues contre les guerres !

Pascal Martin

46 Nanoparticules : tous cobayes !

Entretien avec Roger Lenglet par Guillaume Gamblin

56 Pour la vie, contre la guerre

Freddy Tsimba



■ BRÈVES

22 Alternatives à La Réunion • 24 Alternatives

28 Nucléaire • 29 Climat • 30 Énergies

31 Environnement • 32 Nord/Sud • 32 OGM

35 Paix • 36 Politique • 37 Société • 37 Annonces

49 Courrier • 50 Livres

QUOI DE NEUF ?

■ VENEZ NOUS VOIR LES 20 ET 21 AOÛT !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 17 et 18 septembre, 15 et 16 octobre, 12 et 13 novembre...**

■ NUMÉROS RÉGIONAUX

Nous avons déjà publié 32 numéros régionaux.

Numéros épuisés en libre accès sur notre site internet :

• Alsace (n°218) • Bretagne (259-260) • Limousin (265-266) • Rhône (272-273) • Normandie (278-279) • Isère (285-286) • Aquitaine (291-292) • Franche-Comté (298-299) • Bouches-du-Rhône -Vaucluse (305-306) • Poitou-Charentes (312-313) • Drôme-Ardèche (318-319) • Nord-

Prochain dossier : Energies renouvelables, un virage à prendre



Pas-de-Calais (325-326) • Ariège-Hautes-Pyrénées (331) • Paris (337) • Var-Alpes-Maritimes (342) • Centre (348) • Haute-Garonne et Gers (353) • Seine-Saint-Denis (359) • Savoies (364) • Nièvre et Saône-et-Loire (370) • Lozère et Gard (375) • Val-de-Marne et Essonne (381) • Vendée et Maine-et-Loire (386) • Auvergne (392) • Sarthe et Mayenne (425) **Numéros disponibles :** • Lorraine (397) • Hauts-de-Seine - Yvelines (403) • Nord Midi-Pyrénées (408) • Ain (414) • Picardie (419) • Corse (430) • Réunion (436)

Les prochains devraient être consacrés à : • Aude, Pyrénées-Orientales, (janv. 2016) • Seine-et-Marne et Val d'Oise (été 2016) • Champagne-Ardenne (janv. 2017)

■ SEMIS DE PRINTEMPS OBJECTIF 200 NOUVEAUX ABONNÉS

Si vous avez collecté de nouveaux abonnements, merci de nous les envoyer rapidement. Voir sur www.revuesilence.net.



La Réunion

ÉDITORIAL

“La Réunion in ti péï, li lé dan la mer, Si son kèr, lé plein flèr”*

Des paysages grandioses, une nature sauvage, des hautes montagnes aux lagons azur de l’océan Indien, un volcan qui pète le feu, de multiples métissages... "l’île intense". Pas trop dur de vendre La Réunion sur la plaquette touristique ! Enclavée mais si ouverte, la vie à La Réunion n’est pourtant que paradoxe : on y vient en avion pour découvrir sa nature ; on y vit en insulaire, mais très peu avec la mer...

Une année ne m’a pas suffi pour tenter de comprendre les complexités de ce petit pays, mais l’émerveillement, lui, demeure.

L’histoire débute pourtant mal, il y a trois cent cinquante ans, par l’impérialisme, l’acculturation, l’esclavage et la domination des peuples. En dépit de ce lourd fardeau, un ensemble d’appropriations, d’échanges et de mélanges culturels construisent la société créole, que l’on appellerait ailleurs multiculturelle. "Tous les visages du monde sont à La Réunion" déclame le poète Danyèl Waro.

En quoi La Réunion est-elle alternative ?

Plus qu’ailleurs, sur ce territoire à la biodiversité exceptionnelle, patrimoines culturel et naturel sont étroitement entrelacés. C’est sur ce terreau fertile que s’appuient les initiatives que nous avons rencontrées : jardins collectifs, maloya, plantes qui soignent, kabars poussière, la vie dans les îlets au son du reggae... les "alternatives" à La Réunion se construisent chacune à leur façon. Mais comme ailleurs, le modèle capitaliste et les doctrines du monde occidental grignotent du terrain à ces expériences de vie. Les Réunionnais aussi ont des choix à faire pour se tourner vers une société plus écologique et solidaire.

Gaëlle Ronsin

* chanson La Montagne, Baster : "La Réunion est un petit pays, une île dans la mer, et son cœur est plein de fleurs"



Graff des cultures réunionnaises



Atelier alimentation avec Esther - ArTerre



Le "Fleur jaune" inscrit à la pharmacopée française

Couverture : Pont effondré sur la rivière Saint-Etienne, entre les communes de Saint-Louis et Saint-Pierre. Construit en 1993, il s’effondre lors du passage d’un cyclone en 2007. Graff par Jace, graffeur réunionnais avec son célèbre personnage jaune, le Gouzou (voir <http://bestofjace.blogspot.fr/>) - © D.R.


Les contours de La Réunion en 2015 :

- 2 512 km²
- Ville principale : Saint-Denis
- 336 habitants au km² (114,8 pour la moyenne nationale)
- 24 communes
- 840 974 habitants

La Réunion, une île monde

Bout de rocher perdu dans l'océan Indien avec un drapeau tricolore planté dessus, La Réunion doit son histoire à celle des colonialismes occidentaux, et son peuplement est le fruit des esclavages et des migrations de travail. Métissée, la société créole est née de cette histoire et on la célèbre aujourd'hui pour sa capacité de dialogue entre les cultures. Néanmoins, le contexte postcolonial et une "modernisation" trop rapide du territoire restent centraux pour comprendre les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre, notamment dans le champ des "alternatives".

L'HISTOIRE RÉUNIONNAISE EST MARQUÉE par une diversité des origines, des langues, des pratiques culturelles et religieuses de ceux qui sont venus sur cette île vierge depuis 1663 (1). Pendant un siècle, l'île Bourbon fut la propriété de la Compagnie des Indes orientales, qui défricha et cultiva le territoire au profit de la France afin de lui fournir des denrées exotiques, essentiellement du café et des épices, puis de la canne à sucre au 19^e siècle. Les propriétaires terriens font venir des esclaves de la côte est africaine et de Madagascar. Avec le retour de la République, l'abolition de l'esclavage est décrétée le 20 décembre 1848. L'île compte alors 60 000 esclaves, soit 60 % de sa population totale. Les propriétaires terriens font appel à "l'engagisme", autre mode d'asservissement des hommes, pour faire venir des travailleurs d'Inde, de Madagascar et d'Afrique.

LE PEUPEMENT DE LA RÉUNION : DE LA COLONISATION À UNE "ALCHIMIE DES CULTURES" ?

Six mondes se rencontrent et se mélangent aujourd'hui dans de nombreuses communautés (2) : les îles de l'océan Indien (Madagascar, Comores), l'Afrique australe (en particulier les peuples originaires du Mozambique), la France et l'Europe, l'Inde musulmane (Gujarat), l'Inde dravidiennne et la Chine. Comme le dit à *Silence* le poète et universitaire Carpanin Marimoutou, "personne à La Réunion ne peut prétendre être autochtone : tout le monde est venu d'ailleurs, de même que la flore, les épices, les idées, les religions, les savoir-faire". Là où le modèle colonial tente de construire une société maîtrisée basée sur les stéréotypes, la complexité des situations anthropologiques fonde véritablement la société créole.

(1) L'île fut découverte au Moyen Âge par les Arabes et au 16^e siècle par les Portugais, mais l'histoire de La Réunion est récente, car c'est seulement en 1642 que des navigateurs français décidèrent de coloniser l'archipel des Mascareignes.

(2) Voir lexique page 8



Remi Da Silva

« Le premier choc quand on descend de l'avion et qu'on a un peu voyagé, passé l'éblouissement de la diversité humaine, c'est l'absence de choc : qu'à 10 000 km de la métropole, l'infrastructure routière soit semblable, les voitures de la poste jaunes, les poubelles de même facture, l'enseigne des supermarchés, la disposition des rayons, les denrées et les articles à l'identique : La Réunion est un département français. »

Champion B., 1999, "Vingt ans après", in Cherubini B., (Ed.), La recherche anthropologique à La Réunion : vingt années de recherche et de coopération régionale, Paris, L'Harmattan, p.154.

Petit récapitulatif des différentes communautés réunionnaises

- Les **Créoles** sont l'ensemble des Réunionnais.
- Les **Zoreils** sont les métropolitains installés à La Réunion.
- Les **Malbars** : originaires à la base de la côte Malbar, en Inde, ils forment la communauté indienne de La Réunion.
- Les **Sinois** : c'est la communauté chinoise de La Réunion.
- Les **Kaf'** (féminin : Kafrine) : ce sont les Réunionnais d'origine majoritairement africaine.
- Les **Zarabes** : avec un z ! Loin de venir du Moyen-Orient ou même du Maghreb, ce sont les musulmans de La Réunion, dont les familles sont le plus souvent originaires d'Inde ou du Pakistan.
- Les **Yab** : descendants d'anciens petits blancs (propriétaires terriens pauvres) venant des "hauts" car repoussés par les "gros blancs", les riches, après l'abolition de l'esclavage.
- Les **Mahorais** et les **Comoriens** : venant de Mayotte et des Comores.
- Les **Malgaches** venant de Madagascar.

Tout étranger arrivant à La Réunion est surpris par cette harmonie et ce mélange qui semblent prévaloir entre les peuples sur un espace culturel commun et partagé. Comment s'est produit ici ce miracle, alors que, dans une grande partie du monde, nous connaissons exclusions, conflits et mépris...? On peut penser que la créolisation provient de cette histoire particulière du peuplement avec une répétition d'un même processus. "Des femmes et des hommes, aux langues, cultures et croyances différentes, vivent depuis toujours dans la société selon une hiérarchie de couleur, de genre et de richesse, mais ils y créent un terrain commun de compréhension et élaborent, au cœur de l'océan Indien, un vivre-ensemble singulier, fondé sur l'invention d'une culture commune élaborée à partir d'abandons réciproques, de dialogues (parfois conflictuels) et de partage" écrit Carpanin Marimoutou (3).

Mais ce beau tableau ne saurait cacher que la société réunionnaise n'est pas exempte de violences ou de mépris. Longtemps, les savoirs, pratiques, religions, cultures, langues, littératures autres que ceux qui venaient de France ont été ostracisées, marginalisés, voire tout simplement interdits.

La société réunionnaise coloniale et aujourd'hui postcoloniale demeure profondément inégalitaire.

DE LA DÉPARTEMENTALISATION AU 19^E SIÈCLE : UN CADRE COLONIAL PERSISTANT MAIS LARGEMENT TRANSFORMÉ

En 1945, toute l'économie de l'île, fondée sur la monoculture sucrière, est désorganisée. Les rapports sociaux restent marqués par le clientélisme, et une majorité de la population dépend des grands propriétaires terriens (4). L'état sanitaire est catastrophique : 38 % des décès sont dus au paludisme et le taux de mortalité infantile est de 164 %.

Les Hauts de La Réunion

Urbanisation de la côte et vue du lagon



Comme la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, La Réunion connaît la départementalisation en 1946, présentée par l'État comme une politique de "développement, de rattrapage et d'égalité avec la métropole". Mais les conséquences de ce programme ne deviennent effectives sur la condition sociale, sanitaire et économique des populations qu'à partir des années soixante à La Réunion.

En à peine un tiers de siècle, grâce aux mesures d'assistance sociale, la société réunionnaise passe d'une société de plantation coloniale à une société post-industrielle, moderne et segmentée, en détruisant l'organisation traditionnelle. Les institutions se renforcent au travers de la massification scolaire. L'école est calquée sur le modèle français : on enseigne aux marmailles l'histoire des Gaulois.

Des transformations spectaculaires sont à l'œuvre avec l'aménagement du territoire : sur l'ensemble de l'île, la construction massive de logements entraîne un réaménagement spatial : l'habitat se densifie, la ville s'empare du territoire, l'urbain progresse et le littoral (les "bas"), préalablement peu exploité, est approprié par le tourisme et devient le centre spatial urbain. A l'inverse, dans les "hauts" (5), l'espace rural connaît des dynamiques de périurbanisation qui se renforcent de plus en plus aujourd'hui. Ces transformations orientent La Réunion comme la France vers une société néolibérale.

LE SCANDALE DU BUMIDOM

Mais, tout au long de cette seconde moitié du 20^e siècle, l'emprise de la France et le cadre colonial restent bien vivaces. Fondé en 1963, le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer (BUMIDOM) est l'un des bras exécutifs du ministère des DOM-TOM, chargé d'accompagner l'émigration des habitants

Témoignage recueilli à L'Agence nationale pour l'insertion et la protection des travailleurs (ANT), recevant des ressortissants des DOM-TOM en France en 1985.

Un "formateur", qui a travaillé dans un centre d'accueil du Bumidom jusqu'en 1982, explique avec une grande colère le principe de ce programme :

"Les jeunes réunionnais étaient acheminés par avion. Nous allions les chercher en car à Marseille-Marignane et ils étaient placés dans notre centre pendant trois mois, logés et nourris, pour suivre un stage dit 'd'adaptation à la vie métropolitaine'. Cette pseudo-formation avait pour objet de leur apprendre à ingérer notre nourriture fade, à se préparer à vivre à Paris et, accessoirement, à participer à des épreuves d'orientation vers des formations de l'AFPA. Comme nous sommes ici en pleine campagne (au milieu des vignes), nous exposions des plans du métro dans les salles de cours pour les familiariser avec leur future vie. Nous savions que ces jeunes, qui avaient été abusés après de belles promesses, n'allaient pas tarder à découvrir la réalité dès qu'ils se retrouveraient en région parisienne, sans emploi ni qualification ni possibilité de retourner chez eux, car on leur avait gracieusement offert le billet aller, mais ils n'avaient pas droit à un billet retour."

Monique Douillet

des départements d'outre-mer, principalement de La Réunion vers la France.

Pour contribuer au repeuplement de départements ruraux en voie de désertification, Michel Debré met en place un programme de "déportation" d'enfants réunionnais, en échange de promesses d'avenir faites aux parents dans la misère (6).

Cette affaire, connue sous le nom d'affaire des "enfants de la Creuse", perdure jusqu'au début des années quatre-vingt ! A partir de 1963, 1 630 enfants réunionnais sont arrachés à leur île natale et envoyés dans la Creuse, en Lozère et dans d'autres départements ruraux. La plupart de ces enfants sont placés dans des fermes où ils sont souvent traités comme des esclaves. Certains d'entre eux ne sont même pas inscrits à l'école communale ! Et les assistantes sociales ferment les yeux...

(3) C. Marimoutou, "La Réunion, 'ile-laboratoire' : L'alchimie des cultures", mars 2010

(4) 2,1 % des propriétaires occupent 60% du sol.

(5) Surtout de l'ouest et du sud de l'île. Les cirques, la zone du volcan et le sud sauvage sont préservés, ainsi que les hauts de l'est, moins urbanisés.

(6) La Réunion est encore marquée ces années-là par une pauvreté massive : pas d'électricité ni d'eau courante, peu d'habitat en dur et une situation alimentaire et sanitaire alarmante. Pour se faire une idée de cette époque, on peut lire *Souvenirs particuliers d'une enfance particulière* : à La Réunion de Marie Morel.



A La Réunion, le terme "métropole" est seulement employé pour désigner l'espace géographique en France. Au contraire, lorsqu'on parle du pays, de la nation, et de toutes les activités (politiques, culturelles...), c'est bien le terme "France" qui est utilisé. Nous reprenons cette différenciation dans le dossier.

Pour aller plus loin et comprendre la société réunionnaise, nous vous conseillons les vidéos du Letchi amer sur internet.

Ce scandale a systématiquement été dénoncé à La Réunion, sans écho en France, à compter du milieu des années 1970 à travers la littérature et la musique. On trouve ainsi une critique du Bumidom dans l'ouvrage *Zistoire Kristian*, roman collectif paru en 1977. On en trouve d'autres dans les chansons de Danyel Waro, chanteur qui fut lui-même emprisonné à la suite de son refus du service militaire. Il aura fallu que certains de ces enfants, parvenus à l'âge adulte, lèvent le voile pour que le scandale soit publiquement dénoncé : le 30 janvier 2002, Jean-Jacques Martial, Réunionnais exilé en 1966, dépose plainte pour "enlèvement et séquestration de mineur, rafle et déportation". Des déplacements plus ou moins forcés se sont encore poursuivis de 1983 à 1987 avec le soutien d'un certain nombre d'élus de droite, quelques années après que le gouvernement avait mis fin à cette politique sous Mitterrand (7).

UNE SOCIÉTÉ NÉOCOLONIALE ?

Au-delà du constat de la forte emprise institutionnelle française, peut-on parler d'une société réunionnaise néocoloniale aujourd'hui ?

Depuis les années soixante, les aides françaises ont permis de sortir l'île de la misère en y améliorant les conditions sociales, sanitaires et alimentaires. Une forte croissance démographique a débuté : l'île est passée de 500 000 à 800 000 habitants entre 1980 et 2000 ! Mais il est aussi évident que les mesures de départementalisation ont contribué à la reproduction partielle des inégalités issues de l'organisation sociale coloniale. Il existe aujourd'hui des inégalités socio-économiques criantes à La Réunion : les groupes sociaux et culturels qui occupent les

positions inférieures de l'échelle sociale sont les descendants des laissés-pour-compte du passé. A l'autre bout, les positions socioprofessionnelles supérieures sont occupées principalement par les zoreils (8). Enfin, la société est marquée par un nombre extrêmement important de chômeurs et de personnes en sous-emploi (au total environ un actif sur deux).

Comme ailleurs, il reste à La Réunion de nombreux défis à surmonter pour construire une société égalitaire.

Gaëlle Ronsin et Monique Douillet ■

Petit lexique créole réunionnais pour la suite...

Kaz : maison

Gramoun : vieille personne

Péi : pays, local

Zerbaz : plantes

Lontan : ancien, traditionnel, longtemps

Zabitans : habitants

Zot : vous

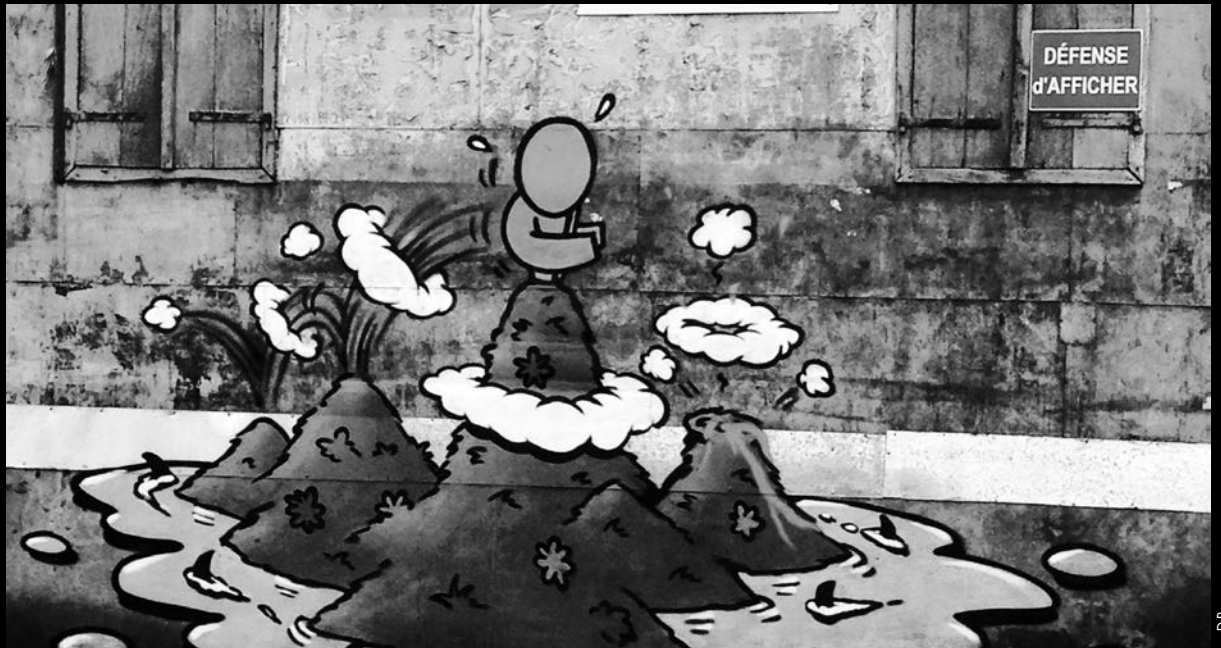
Kour : la cour, le jardin

Marmailles : enfants

Kabar : une fête populaire, initialement religieuse, qui rassemble concerts, chants, danses...

(7) Remplacé par l'Agence nationale pour l'insertion et la protection des travailleurs d'outre-mer (ANT), renommée en 1992 Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM). Le 18 février 2014, l'Assemblée nationale vote une résolution mémorielle sur le placement des enfants réunionnais en métropole.

(8) Les métropolitains installés à La Réunion (voir lexique).



D.R.

◀ Reprise de la végétation sur une coulée de lave

▶ La Réunion vu par Jace, graffeur

Peut-on parler d'alternatives à La Réunion?

Comme ailleurs, les luttes des années 1960 ont fait émerger à La Réunion un bouillonnement culturel, politique, militant et associatif. Les victoires des décolonisations connectent les Réunionnais aux rêves du monde entier, une histoire alternative (1) et un projet d'autonomie sont revendiqués. Mais ce modèle de développement local original, pensé par les militants (2) est aujourd'hui en panne...

A PARTIR DES ANNÉES 1990, L'ABANDON de la revendication autonomiste par les politiques et le changement des réalités culturelles et sociales assèchent les dynamiques alternatives. "Les luttes et les rêves ont été récupérés, diffusés et cristallisés; le projet global de transformation n'existe plus. Au contraire, les institutions, les médias, les institutions scolaires diffusent une culture française formatée. L'identité et la société créole sont figées alors qu'elles sont au contraire, de par leur nature, en constante transformation", explique Carpanin Marimoutou.

UNE ÎLE EN MANQUE D'UTOPIE ?

Le modèle de société actuel accentue cette déprise des alternatives : "Les hypermarchés quadrillent le territoire, et le modèle consumériste métropolitain s'est imposé, avec la prime au tout voiture. L'université n'a jamais été, depuis, le foyer d'aucune pensée autre que celle de l'obéissance aux dogmes managériaux et de l'économie capitaliste. Même le milieu culturel est devenu très plan-plan..." me raconte Igor Babou, professeur à l'université.

Mafate, le fameux cirque accessible uniquement à pied (3) peut apparaître de prime abord comme un lieu typiquement alternatif, puisque la vie quotidienne y est très proche de la nature. Mais peu de Mafatais y adjoignent une dimension politique : ils n'ont pas particulièrement choisi ce mode de vie et cherchent seulement à vivre comme ils l'entendent. De même, La Réunion est souvent présentée comme un laboratoire

d'expérimentation de nouvelles pratiques écologiques (4). Mais ce discours est surtout une façon de "vendre" La Réunion, plutôt qu'un principe fécond d'initiatives.

UN MONDE ASSOCIATIF FRAGMENTÉ

Les associations à La Réunion sont pourtant nombreuses (5). Dépendantes des subventions françaises, elles représentent un gisement d'emplois (6) qui compte.

Il existe deux sphères distinctes :

- des associations de quartiers, liées à la communauté et à la municipalité qui effectuent un travail social indispensable ;
- et des associations moins territorialisées, qui ont vocation à agir sur toute l'île dans les domaines culturel, agricole ou environnemental.

Néanmoins, ces projets apparaissent en majorité particularisés, fonctionnant dans leur coin, sans porter une vision politique globale.

Malgré ce constat un peu sombre, même si le mot "alternative" n'est peut-être pas entendu à La Réunion, il y existe de belles initiatives à découvrir, comme nous le faisons dans ce dossier. Mais sûrement aussi des marges, où s'inventent de nouveaux projets de société, qui restent à explorer...

Gaëlle Ronsin ■

(1) Dans la lignée des *subaltern studies*: un courant intellectuel né en Asie visant à réécrire l'histoire des sociétés postcoloniales du point de vue des "subalternes", c'est-à-dire des dominés et du plus grand nombre.

(2) Notamment du Parti communiste réunionnais, fondé par Paul Vergès en 1959.

(3) 700 personnes vivent à Mafate.

(4) La Réunion regroupe les principaux problèmes mondiaux sur seulement 2512 km²: de multiples microclimats, des phénomènes climatiques violents (cyclones), des problèmes de transport et d'énergie, une surpopulation...

(5) Il existe entre 12 000 et 14 000 associations à La Réunion.

(6) Le monde associatif représentait 12,8 % de l'emploi privé à La Réunion en 2013.



Rémi Da Silva

Les Salazes, la vie lointan d'aujourd'hui

Océan, savane, forêt tropicale, haute montagne : lorsqu'on se rend à l'île de La Réunion, on est vite frappé par la variété et la densité des paysages. On ne dénombre pas moins de 400 microclimats et, surtout, autant de modes de vie différents. A l'occasion de l'une des nombreuses randonnées possibles, arrêtons-nous sur l'îlet des Salazes, lieu de vie à la fois traditionnel et alternatif.

L'ÎLE DE LA RÉUNION A VU LE JOUR APRÈS l'éruption du piton des Neiges, il y a seulement 100 000 ans. Avec le temps, les flancs de cette montagne se sont érodés pour faire apparaître trois grandes cuvettes, d'environ 80 km² chacune : les cirques de Cilaos, Mafate et Salazie. Les "îlets" sont les petits plateaux habités des cirques, entourés partiellement de falaises laissées par l'érosion. Dans le cirque de Cilaos, que l'on rejoint depuis la route de Saint-Pierre, encore deux îlets vivent au rythme de la vie *lointan* : l'îlet à Chicot et l'îlet des Salazes.

L'ARRIVÉE DANS LES ÎLETS

Nous sommes sur le versant sud du piton des Neiges, dans les hauts du cirque de Cilaos, en zone tropicale humide, à quelques minutes de marche du col du Taibit. Trois blocs rocheux, les trois Salazes ("les trois pieux", en malgache), nous font face.

Nous entrons dans le parc national de La Réunion, créé en 2007 sur plus de 42 % du territoire pour préserver et gérer "les pitons, cirques et remparts" de l'île.

Les premiers habitants des cirques furent les esclaves s'échappant des propriétés agricoles des côtes de l'île, à partir de la fin du 17^e siècle. On les appelait

les marrons. Ils entraient alors en marronnage en s'installant dans les cirques, encore non habités et non explorés par les Blancs, pour y vivre librement. Mafate ("qui tue", en malgache) est originellement le nom d'un chef d'une communauté de marrons.

L'histoire des marrons à La Réunion est encore mal connue, mais ils auraient été "plus de 500" en 1741, soit près de 6 % de la population de l'île. Entre 1730 et 1770, le marronnage s'est intensifié et des chasseurs de marrons furent employés par les colons pour mener une véritable traque contre ces hommes et femmes installés dans les cirques.

Les lieux sont sillonnés désormais chaque année par plus de 80 000 trekkers qui courent sur les anciens sentiers des marrons en oubliant peu à peu cette histoire.

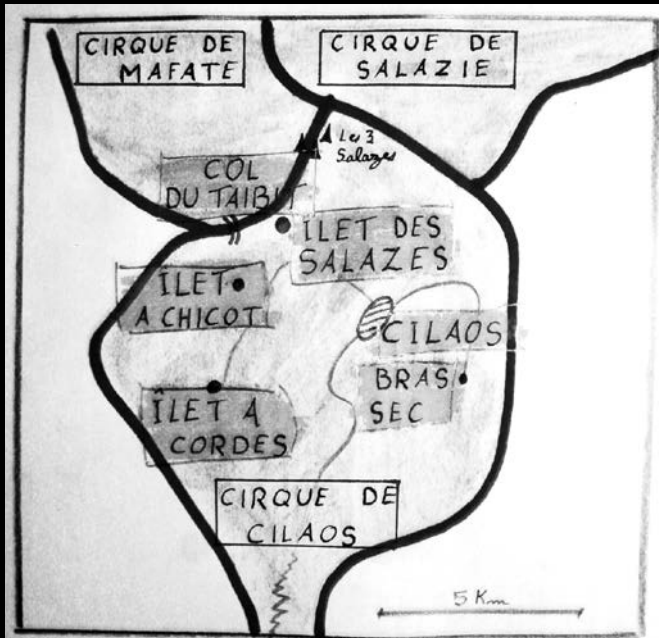
Après le marronnage, au début du 19^e siècle, les cirques devinrent un lieu de refuge pour les "petits Blancs" ruinés par la canne à sucre, fuyant la misère et le regard des bourgeois de la côte.

Aujourd'hui, les habitants des îlets les plus retirés vivent de l'agriculture et du tourisme, en mettant des gîtes à disposition des randonneurs. Ils peuvent aussi être employés par l'Office national des forêts pour assurer l'entretien des sentiers.

◀ Cirque de Cilaos

▶ Carte schématique des cirques de Mafate, Salazie et Cilaos

▶ Ruche longue sur l'îlet



Rémi Da Silva

MONTÉE AUX TROIS SALAZES EN ASCENSEUR

L'accès à l'îlet des Salazes se faisant exclusivement à pied, le marcheur émérite découvre en pleine forêt un charmant petit kiosque fait de bwa (2) et de "feuilles de toit" (3). C'est la tisane, point d'accueil du site des Trois Salazes.

Nous faisons la connaissance de Nathalie et de Matthieu, deux habitants de l'îlet, pour la dégustation désaltérante de l'une des deux tisanes : l'"ascenseur", revigorante pour ceux qui montent le sentier, ou la "descente", apaisante pour ceux qui repartent dans le fond du cirque. Ils nous emmènent découvrir l'ensemble de leurs activités.

De mémoire de "gramoun" (4) tout a commencé il y a quatre générations. La recherche des terres cultivables et disponibles a poussé les hommes de la famille à s'éloigner de la ville de Cilaos pour travailler la terre ici, sur l'îlet des Salazes, à 1560 m d'altitude.

Aujourd'hui, une dizaine de personnes habitent le site à l'année : une famille et leurs amis. Les marmailles passent la semaine à l'école de Cilaos et remontent le week-end dans l'îlet.

Afin de légitimer leur présence sur ce site à la biodiversité aussi exceptionnelle que sensible, l'îlet a dû se doter d'un statut associatif en 1998. En effet, la famille ne possède pas de titre de propriété, et l'association "Les Trois Salazes" permet d'assurer les échanges avec les institutions comme l'ONF et le Conseil général (5). Ces dernières viennent parfois contrôler le lieu et s'assurer de sa préservation et de sa valorisation par ses habitants.

LA VIE "LONTAN"

Nous traversons un petit ruisseau et de multiples bosquets de plantes remarquables, pour

la plupart endémiques. L'un des habitants, spécialiste en horticulture, veille en permanence à la gestion de la biodiversité et à l'entretien des sentiers, tout en s'attachant à conserver l'aspect sauvage du site.

En quelques instants et sans trop nous en apercevoir, nous arrivons au cœur même du petit hameau : une clairière camouflée par la végétation luxuriante des fougères arborescentes et des tamarins. Là sont organisées quatre ou cinq kaz en roche et "bois sous tôle", autour de l'espace collectif qu'est la cuisine. Une très grande cheminée, de grandes marmites pour faire cuire le riz, les grains, les brèdes, les caris et les rougails... le traditionnel repas créole, grâce aux légumes cultivés sur place en biodynamie et permaculture. Le riz, le sel, l'essence (6) et d'autres produits de base sont amenés à dos d'homme depuis la ville. Pas d'électricité, à part un petit panneau solaire pour l'éclairage de la pièce principale. L'eau courante arrive directement d'une source au creux de la roche, passe par le potager puis la cuisine, et retourne naturellement à la rivière.

LES KAZ, LA PHARMACIE ET LES RUCHES

Matthieu nous invite à observer les différents aménagements et habitations qu'il entretient lui-même en s'attachant à l'utilisation de techniques de menuiserie traditionnelles. Le chantier du moment porte sur la construction d'une deuxième kaz collective pour s'abriter pendant la saison des pluies et des cyclones.

Ici, à l'écart de la civilisation et sans moyen de transport, chaque ressource a de la valeur. La pharmacie (le jardin des plantes aromatiques et médicinales) est entretenue comme un véritable trésor. Chacun se prête au jeu de deviner le nom des herbes et les vertus associées comme la citronnelle, différentes menthes, fleurs jaunes,

(1) Le mot vient de l'espagnol *cimarron* et signifie "échappé, fugitif".

(2) bois.

(3) En branches de cryptomerias et tôle ondulée.

(4) "Grand-père", en créole.

(5) Dans les hauts de La Réunion, les titres de propriété foncière sont encore peu répandus.

(6) Utilisée surtout pour faire fonctionner la tronçonneuse, nécessaire aux constructions prévues.



➤ Gîte de Marla, cirque de Mafate

Rémi Da Silva

■ **Association Trois Salazes**

Cirque de Cilaos, chemin vers le col du Taïbit.
iletsalazes@gmail.com

sauges et autres qui serviront à soigner mais aussi à concocter les tisanes disponibles au kiosque d'entrée.

Afin de rompre avec les pratiques agricoles traditionnelles, notamment le *gratté-brûlé*, responsable d'un appauvrissement du sol, les Trois Salazes ont choisi d'opter pour des techniques d'enrichissement naturel de la terre par l'apport de matières organiques, ainsi que par la polyculture. La reconstitution de la biodiversité du sol de l'îlet est en bonne voie.

D'étranges boîtes sur pilotis sont disséminées un peu partout : ce sont les "ruches longues" de l'apiculteur Thierry. Elles mesurent un mètre de long pour à peine trente centimètres de haut et soixante centimètres de profondeur. L'association cherche à développer ce modèle de ruche provenant d'Afrique, qui s'inspire de l'architecture observée en pleine nature et est donc particulièrement adapté au climat tropical.

ENCLAVÉ MAIS OUVERT À L'AUTRE

Malgré le choix assumé de vivre de manière isolée, l'îlet ne se ferme pas à l'extérieur. Ses habitants développent un peu d'écotourisme ; les visiteurs de passage peuvent manger avec l'habitant et dormir au camping attenant, lui aussi géré par l'association. Quelques personnes restent parfois plusieurs jours pour aider aux travaux de l'îlet, mais la famille veille à préserver sa tranquillité. Le partage et la bienveillance font partie du quotidien pour les acteurs de cette petite communauté à l'équilibre subtil, dont l'un des moteurs spirituels est la fusion avec la nature. Ainsi, l'accueil de nouveaux habitants n'est pas envisagé à la légère.

Plusieurs fois dans l'année sont organisées des rencontres autour de la biodynamie sous toutes ses formes, que ce soit pour la gestion de la terre, celle des plantes ou encore des abeilles.

Les discussions les plus récurrentes ici tournent autour de l'environnement et du partage des connaissances.

Les résidents des Salazes descendent dans les "bas" (sur les côtes) seulement quelques week-ends dans l'année, pour voir des membres de leur famille et profiter des événements culturels.

Nous recroisons le gramoun, fier de nous présenter une chèvre naine et un pigeon apprivoisé qui le suivent partout.

Depuis quelques mois, un âne a élu domicile sur l'îlet. Il fournit de l'engrais pour le potager et peut-être bientôt une aide physique pour les manutentions. Il a été échangé contre des services rendus à une famille d'éleveurs du cirque de Mafate, le deuxième cirque, de l'autre côté du col.

Mafate, à une heure de marche, est constitué d'une dizaine d'îlets accessibles eux aussi uniquement à pied. Ce cirque constitue le cœur du Parc national. Grâce à ce statut, les 750 habitants des îlets reçoivent des aides financières de l'Etat, comme des panneaux photovoltaïques et un système de gestion et d'évacuation des déchets (7)... essentiellement par hélicoptère ! Des rotations en hélico sont organisées par les "giteurs" pour acheminer des marchandises.

Le cirque de Cilaos, où se trouve l'îlet des Salazes, est beaucoup plus riche que Mafate. Pourtant, les habitants des îlets de Cilaos les plus reculés sont finalement moins soutenus (8) pour subvenir à leurs besoins et faire vivre leurs patrimoines culturels et naturels.

Rémi Da Silva ■

(7) L'évacuation des déchets hors du cirque à dos d'ânes a été tentée mais finalement abandonnée.

(8) En termes de logistiques et de moyens.



Remi Da Silva

D.R.

▲
Une boutique
à Cilaos

Une île en circuit court ?

Une petite île tropicale apparaît comme un territoire rêvé pour mettre en place des filières courtes et favoriser la vente directe du producteur au consommateur des produits alimentaires. Mais qu'en est-il à La Réunion ?

A LA RÉUNION, LES PRODUITS FRAIS SONT omniprésents au quotidien et surtout, 75 % des fruits et légumes consommés sont issus de la production agricole de l'île. Alors, comment se développent les circuits courts sur un territoire si petit ?

PLUSIEURS TYPES DE CIRCUIT-COURTS EXISTENT

La vente à la ferme est bien ancrée dans les mœurs. Du fait de l'insularité, les régions agricoles sont proches des zones fortement urbanisées et le contact avec les agriculteurs est facilité. D'autres initiatives de commercialisation en circuit court existent sur l'île sous des formes diverses et variées. La coopérative de producteurs Vivéa, dans le sud, distribue chaque semaine à domicile des paniers de fruits et de légumes selon les saisons.

Dans un autre registre, l'AREC distribue des paniers bios hebdomadaires et organise des marchés "Solidari-Terre" lors desquels les paniers peuvent également être récupérés par les adhérents. Le marché constitue un espace dédié où interviennent producteurs, artisans, exposants et intervenants autour des thèmes de l'agriculture, de l'alimentation, du bien-être et de l'écologie. En revanche, les AMAP sont peu présentes sur l'île.

Mais la majorité de la commercialisation des fruits et légumes à La Réunion se fait d'abord dans des "tites boutiques", auprès des stands saisonniers de bords de route et sur les marchés forains. Cette proximité d'accès aux produits frais à des coûts souvent faibles crée une

concurrence rude pour les exploitations choisissant les circuits courts. Il semble aussi que les circuits courts intéressent une clientèle bien spécifique, constituée majoritairement de métropolitains et de professions libérales. Les enjeux sont de sensibiliser d'autres publics et de structurer la filière. Par exemple, la plateforme internet Agri-Peî, créée par l'entreprise Ekoal, conçoit actuellement un portail recensant les circuits courts dans l'île.

MAIS POUR QUELLE AUTONOMIE ALIMENTAIRE ?

Des légumes souffrent de la concurrence des produits importés qui prennent de plus en plus de place sur le marché réunionnais. Par exemple, les producteurs réunionnais d'oignons ont vu leur part de marché fondre en 10 ans : en 1995, 5 000 tonnes d'oignons étaient produites localement tandis que 2 000 tonnes étaient importées. En 2005, la donne s'est inversée : 2 000 tonnes d'oignons étaient produites à La Réunion alors que 7 000 tonnes étaient importées d'Inde et de Madagascar ! L'aliment de la base de La Réunion, le riz, est déjà exclusivement importé. En effet, seuls 20 % du territoire de La Réunion sont occupés par des surfaces agricoles. Or, l'agriculture à La Réunion est essentiellement organisée autour de la production de canne à sucre, qui occupe 57 % des parcelles !

Si rien ne change, l'autonomie de La Réunion en fruits et légumes risque donc aussi d'être mise à mal !

Mathilde Vauléon et Gaëlle Ronsin ■

Et le reste ?

L'économie insulaire est classiquement marquée par un très fort taux d'importation. Celles-ci importations concernent tous types de biens à La Réunion : pétrole, agro-alimentaire, produits industriels, produits d'équipement, etc. L'île se fournit essentiellement auprès de la France métropolitaine, puis auprès des pays de l'Asie du Sud-Est.

- **Coopérative Vivéa**, Stéphane Avril, directeur, 02 62 38 43 06, <http://paniers-fraicheur.com/>
- **AREC**, rue du verger Hemery, Petite-Île. www.asso-arec.fr
- **Ekoal**, 7 chemin de l'Irat, 97410 Saint-Pierre +262 692 69 75 97 www.ekoal.re



◀
Kabar à Kaz
Maron

▶
Jardin Eucalyptus

Kaz Maron

Kaz Maron : du kabar au jardin

Depuis 2014, les habitants de la Saline entretiennent avec enthousiasme leur premier jardin partagé. Avec ce nouveau projet, l'association Kaz Maron continue de valoriser la culture des Hauts et s'inscrit dans la dynamique des alternatives sociales de l'île.

EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, LES PREMIERS jardins collectifs sont nés à l'heure de la révolution industrielle. A cette époque, à La Réunion, la société est fondée sur l'agriculture vivrière. La kaz traditionnelle est construite sur une parcelle, la kour, avec, à l'avant, un jardin d'agrément complété d'arbres fruitiers et, à l'arrière, un espace consacré à l'élevage (volailles, cabris..) et au potager.

Mais ce mode de vie s'effiloche dans les Bas puis dans les Hauts tout au long du 20^e siècle puisque "la loi de 1946, instituant La Réunion en département français, entraîne un projet de développement économique et social essentiellement inspiré par l'idéologie d'un retard à rattrapper", écrit l'ethnologue Eliane Wolff (1). A la Saline aujourd'hui, la majorité des habitants n'ont plus de potager dans leur kour.

UN DES PREMIERS JARDINS COLLECTIF DE L'ÎLE

Pour y remédier, l'association culturelle Kaz Maron crée le premier jardin familial de l'Ouest, "le jardin Eucalyptus". Dana Virama a en effet entendu parler de ce nouveau concept initié en 2010 dans la commune du Tampon (2) et voit tout de suite l'intérêt de l'expérimenter à la Saline des Hauts. Il sait en effet que la commune

va subir une opération immobilière de grande ampleur, puisque 1300 logements doivent sortir de terre dans les prochaines années, sans que le projet prévoie des jardins ou d'autres espaces pour renouer avec le mode de vie "la kour".

Commence en 2011 une série de rencontres entre l'association, la mairie de Saint-Paul et le bailleur social (3). Un terrain de 330 m² est alors trouvé et découpé en onze parcelles. Neuf sont proposées à des habitants du quartier et les deux restantes servent aux marmailles de l'école primaire d'en face, à l'association Kaz Maron et à une structure accueillant des personnes handicapées. Une cotisation de 7 euros par mois, pour payer l'eau, est demandée aux familles.

Dana, plutôt pessimiste au lancement du projet, se posait de nombreuses questions sur sa viabilité dans un quartier où les liens sociaux sont fragilisés : "Au début, badna té dit : na poin le temps planter, mi reste mon kaz, mi sorte pas mwinn... komé là : Dana kwa fé? Na poin un ti parcelle la?" (4). Au fil des mois, l'engouement a pris et maintenant, la superficie accordée à chacun est jugée trop restreinte. De nouvelles demandes affluent aussi, que Dana relaiera auprès de la municipalité.

Dana invite régulièrement au jardin des spécialistes qui exposent des pratiques naturelles de jardinage. Il nous explique que l'accompagnement doit

(1) Wolff E. et Watin M. 2010, *La Réunion, une société en mutation*, Univers créoles 7, Paris, Economica-Anthropos

(2) Aujourd'hui, suivant l'engouement métropolitain, huit jardins familiaux ou partagés ont vu le jour sur l'île.

(3) Société immobilière du département de La Réunion

(4) "Au début ils me disaient : 'J'ai pas le temps de planter, je reste chez moi, je sors pas moi.' Maintenant, ils me disent : 'Dana! Qu'est-ce que tu fais là? Il n'y a pas une parcelle de libre pour moi, là?'"



Gaëlle Ronsin

provenir d'un intervenant extérieur puisque la proximité qui le lie maintenant aux jardiniers ne lui permet plus d'avoir un impact similaire. Dans un futur proche, il est également prévu de mettre en place des ateliers ouverts afin de répondre aux demandes des autres riverains.

POUR LA CULTURE DES HAUTS

Le jardin Eucalyptus est en quelque sorte l'aboutissement des projets de l'association Kaz Maron, créée il y a sept ans. Dana baignait dans le milieu culturel réunionnais et souhaitait expérimenter une programmation artistique alternative dans les Hauts. "Lorsque nous avons lancé ce projet, nous le voulions en marge et conforme à l'esprit du 'marronnage'", d'où son nom. "Nous avons demandé à la mairie l'autorisation de nous installer dans un champ inoccupé du quartier Eucalyptus, et le projet est né." En 2008, la Kaz Maron n'est qu'une scène en bambous.

Dana fédère autour de lui des bénévoles de la Saline et des militants d'association des Hauts qui se retrouvent tous autour d'un projet artistique ambitieux et pour "préserver les traditions, la nature et le lien social". Des kabars sont alors organisés tous les mois, où se retrouvent des artistes bien connus dans l'île et des petits groupes des hauts. Le réseau d'artistes et la solidarité locale permettent à l'association de se lancer sans subvention. Aujourd'hui, celle-ci se finance en partie grâce aux recettes du bar et bénéficie de partenariats avec quelques entreprises.

Deux personnes sont embauchées ponctuellement avec de petits contrats, "pour rétribuer tous les coups de main donnés".

UNE SCÈNE À LA SALINE !

Pour tenir le rythme des manifestations et leur ampleur croissant (concerts, soirées reggae,

théâtre...), Kaz Maron s'équipe en adoptant une démarche écologique et solidaire. "La scène mesure aujourd'hui 5 mètres sur 6; elle a été montée avec des matériaux de récupération et couverte de coco tressée. Nous installons des toilettes sèches pour chaque événement," précise Dana. Un vrai village associatif intermittent est né à la Saline !

Les événements festifs traduisent toujours un fort ancrage culturel. "Bat pou nou lang, nou kiltir, nou tradision!" (5) scande Dana. Des ateliers de sensibilisation sont régulièrement organisés l'après-midi, avant les kabars. La moringue et le maloya (6), le tressage et les tisanes sont mis à l'honneur pour les marmailles de l'école et le public.

En 2013, Kaz Maron a fait fort en organisant, pour la première fois depuis 50 ans, un défilé Jako Malbar avec les deux seuls danseurs restant à La Réunion. Cette danse, autrefois très populaire, était pratiquée par les engagés indiens travaillant dans les usines sucrières. Cet événement très rare a fait du bruit dans l'île et attiré un large public à la Saline.

Aujourd'hui, l'association, en proie à quelques difficultés financières et à un surcroît d'activité avec le jardin, a réduit un peu le rythme de ses actions culturelles. En 2014, Kaz Maron s'est concentrée sur le mois de décembre avec l'organisation de deux jours "Somin la liberté" (7). "Lo ban z'esclav l'a pas attend le 20 décembre (8) pou prendr zot liberté. C'est dans cet esprit que nou l'a souhait mettre en place cet événement en amont des manifestations prévues pour le 20 décembre," conclut Dana.

Gaëlle Ronsin ■

■ **Kaz Maron**, 38 rue Andy, 97422 La Saline (Grand Contour) – Dana Virama : 06 92 61 81 02

■ Facebook : **Kaz Maron Mouvman Kiltirel**

(5) "Il faut se battre pour notre langue, notre culture, notre tradition !"

(6) La moringue est un art martial pratiqué dans les régions de l'océan Indien. Le maloya, héritier du chant des esclaves, est la musique traditionnelle de La Réunion.

(7) Chemin la liberté

(8) Le 20 décembre est férié à La Réunion : on célèbre l'abolition de l'esclavage partout dans l'île avec de nombreuses fêtes.



◀ Atelier alimentation
avec Esther

▶ Atelier agroécologie
avec Lucas

▶ Atelier compostage

ArTerre, former à l'écologie pratique

Lors d'un voyage au Laddakh, Esther Lobet Bedjedi découvre que la problématique himalayenne ressemble à celle de La Réunion : isolement géographique, croissance démographique en explosion, contraintes environnementales très fortes... Elle est surtout frappée par le fait que, pour y répondre, les Indiens ont façonné un mode de vie quotidien autour de l'écologie. Depuis, elle travaille pour transmettre les actions et valeurs de l'écologie pratique à La Réunion.

EN RENTRANT À LA RÉUNION, EN 2006, Esther décide de fonder l'association ArTerre pour développer l'écologie pratique sur son île, en proie à de multiples mutations.

"Dans les espaces confinés, les évolutions sont allées trop vite, en une génération. Je rencontre aujourd'hui des gramoums complètement désœuvrés. Une partie de leur tête se dit : "C'est pas comme ça qu'on vivait avant", et en même temps, ils se sont heurtés de plein fouet à la société du 21^e siècle. Ailleurs, ces évolutions ont pris plus de temps. Je considère que La Réunion doit être vraiment un lieu d'expérimentation car nous avons encore une visibilité sur 'comment c'était avant'. En effet, les personnes ressources, les gramoums, sont encore là et l'on peut aussi s'appuyer sur la jeunesse qui peut être une force de proposition et d'innovations. Ici, l'intergénérationnel prend vraiment tout son sens."

ANCER L'ÉCOLOGIE SUR L'EXISTANT

L'association se concentre, de 2009 à 2011, sur l'organisation d'un écofestival dans l'Est et s'appuie sur de nombreux bénévoles pour mettre en place des

ateliers d'écologie pratique. "Pratique" car il faut sortir, selon ArTerre, de la vision scientifique et élitiste de l'écologie, très présente à La Réunion. "Les associations naturalistes agissent sans créer de relations avec le grand public, en ne traitant qu'entre elles ou avec les pouvoirs publics. Selon nous, le changement doit provenir directement des gens et, pour cela, l'écologie doit d'abord toucher leur quotidien."

Les actions d'ArTerre cherchent donc à se fonder sur l'existant : "Notre agroécologie s'appuie sur les pratiques agricoles traditionnelles, lontan : c'est un point d'ancrage qui amène ensuite vers la découverte d'autres pratiques. On avait mis en place une exposition vivante sur la biodiversité cultivée avec une grande table pleine de fruits et légumes lontan. Elle interpellait tout le monde : les jeunes qui voulaient commencer un jardin, et les gramoums qui reconnaissaient des légumes qu'ils avaient avant, dans la kour !" De même, l'installation de sanitaires dans toutes les kaz n'est pas si ancienne et le trou au fond du jardin a disparu il y a peu. Pour ArTerre, l'installation de toilettes sèches doit se fonder sur cette ancienne pratique tout en y apportant un "plus" telle que la litière biomaitrisée.



FORMER À L'AGROÉCOLOGIE, À L'ALIMENTATION VÉGÉTALE ET À DES PRATIQUES VERTES...

Avec les premières embauches, une équipe d'environ six personnes se met en place et les forces bénévoles se relâchent. L'association doit alors se structurer ; ses membres choisissent d'adopter les principes de la sociocratie. Les actions d'ArTerre prennent alors de l'ampleur, surtout dans le sud de l'île, où elle est installée. Elles sont structurées en quatre volets d'activités :

- l'agroécologie, avec Lucas, grâce à la mise en place de deux jardins pédagogiques au Tampon et à Manapany. ArTerre s'attache à développer la biodiversité cultivée, à l'inverse du Parc national qui préserve une vitrine de biodiversité naturelle ;
- l'écologie pratique, fondée surtout sur la sensibilisation, l'autoconstruction et l'installation de toilettes sèches et de fours solaires ;
- l'alimentation, avec Esther qui intervient en milieu scolaire. Elle a également créé un restaurant itinérant, le Végétal Vital, pour proposer, lors des événements culturels, une alimentation végétarienne à base de produits frais locaux ;
- l'accompagnement des dynamiques locales et citoyennes, avec Marie. Des outils pédagogiques fondés sur la sociocratie sont conçus afin d'animer autrement les collectifs. ArTerre cherche à s'engager sur ces questions avec les associations de quartiers, comme la mission locale de Saint-Joseph.

Ces diverses missions sont surtout accomplies par l'organisation d'ateliers, de stages et de formations, en milieu scolaire ou avec le public pendant les vacances et le week-end. Les ateliers sont payants et les sommes collectées permettent de pérenniser les postes salariés. ArTerre s'interroge tout de même sur la mise en place d'une politique

tarifaire différenciée, afin de toucher un public ayant peu de moyens et de favoriser la possibilité de venir en famille.

MAIS POUR QUELLE ENVERGURE ?

Avec ces activités, l'association s'apparente de plus en plus à un organisme de formation. A terme, Esther aimerait également développer des formations pour les professionnels, comme les services des espaces verts des collectivités. Quelle pertinence garderait alors le statut associatif d'ArTerre ? On peut également regretter que le projet, qui se concentre sur une écologie du quotidien, semble oublier d'y intégrer une dimension politique, pourtant inséparable.

En outre, ses relations avec d'autres associations œuvrant dans le même domaine sont assez limitées. Il est regrettable que des projets communs ne puissent être mis en place sur un territoire si petit. Esther en est consciente : "Il n'y a pas assez d'espaces de rencontre pour les associations, à l'échelle de l'île. Du coup, on reste tous dans notre truc et les tensions qui existent entre structures ne baissent pas. Finalement, tu ne sais pas ce que l'autre fait et les ego collectifs prévalent ! C'est assez terrible car ce n'est pas en cohérence avec le message que l'on fait passer."

Gaëlle Ronsin ■

■ **ArTerre,**
46, rue Leconte-de-Lisle, 97480
Saint-Joseph, tél : 06 92 40 67 40,
asso@arterre.re www.arterre.re



Rémi Da Silva

APLAMEDOM

Les Zerbarz qui soignent

La Réunion est une île à la biodiversité renommée qui accueille de nombreux végétaux endémiques (1). Cette biodiversité constitue un vrai patrimoine auquel les Réunionnais sont très attachés. Patrimoine naturel mais également culturel, puisque les habitants de l'île utilisent depuis très longtemps les plantes dans leur vie quotidienne, en particulier pour se soigner. Une association tente de restaurer ces pratiques anciennes.

(1) Parmi les 1708 espèces végétales recensées en 2007 par le Conservatoire Botanique National des Mascariens, 835 sont des espèces indigènes c'est-à-dire que ces plantes étaient présentes sur l'île de La Réunion avant l'arrivée de l'humain avec 234 plantes endémiques : c'est-à-dire qu'on ne les trouve que sur cette île ! 826 plantes sont exotiques, ce sont des espèces qui ont été introduites par l'homme.

(2) Les tisaneurs, les dépositaires de la connaissance locale, apparaissent au 19^e siècle. Ils s'occupent des préparations de tisanes à base de plantes (ou zerbages) et soignent bénévolement les maladies du quotidien.

(3) Deux employées à l'Aplamedom sont chargées de recenser les plantes médicinales et de mettre en place des expériences culturelles pour tester leurs propriétés.

(4) et donc endémiques...

PENDANT LES DEUX GUERRES MONDIALES, La Réunion se trouve totalement coupée du monde. La médecine est alors fondée sur l'utilisation des plantes, et la transmission de ces savoirs médicaux passe uniquement par l'oral : peu d'écrits existent.

DES PLANTES À L'IMAGE DE LEUR SOCIÉTÉ

L'association pour les plantes aromatiques et médicinales de La Réunion (Aplamedom) travaille depuis 1999 pour approfondir la connaissance, faire reconnaître et valoriser les plantes médicinales utilisées à La Réunion. Elle regroupe des pharmaciens, des chercheurs, des étudiants et des transformateurs.

Isabelle Duriez, chargée de communication et d'animation, nous raconte l'histoire de ces plantes si précieuses : "Dans les années 1950, la France reprend la main sur La Réunion et entend la faire bénéficier de 'développement', au même titre que la métropole. A cette période, la médecine métropolitaine et l'offre de soins calquée sur le même modèle débarquent et s'imposent sur l'île. Mais les

Réunionnais restent très attachés à la pratique de la tisane et cultivent encore tous aujourd'hui dans leur kour des plantes pour l'infusion. Les plantes médicinales constituent un patrimoine bien vivace sur l'île, notamment par le biais des tisaneurs (2)."

L'association développe donc des actions pour valoriser ces savoirs traditionnels, tout en veillant à ce qu'ils soient validés scientifiquement (3). Le concours Zerbaz Péi est organisé depuis neuf ans avec une quinzaine de classes de toutes les écoles de l'île : les enfants doivent faire compléter chez eux des questionnaires portant sur les pratiques phytothérapeutiques de leur famille. Ils réalisent ensuite un herbier avec la plante qu'ils utilisent le plus. Pour la peau, la digestion, le sommeil ou encore la grippe, l'Aplamedom a identifié 148 plantes utilisées régulièrement par les Réunionnais ! Parmi celles-ci, 25 espèces sont consommées par tous. "Nous nous sommes rendu compte que les remèdes sont rarement concoctés à partir de plantes de forêt (4) mais plutôt de plantes exotiques venant d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Inde, de Chine. La pharmacopée créole ressemble à la société créole ! Elle provient du monde entier. Par exemple, l'ayaparna, une plante du Brésil, est utilisée à La Réunion pour ses vertus

◀ Les bureaux d'Aplamedom

▶ Sortie terrain pour le Diplôme Universitaire d'ethnomédecine avec Kakouk, tisanier de forêt



digestives, alors que les Brésiliens s'en servent contre les morsures de serpent ! On a adapté les usages à La Réunion, et un vocabulaire propre à notre pharmacopée est né. Néanmoins, il y a bel et bien eu une cassure dans la transmission orale des connaissances sur les plantes médicinales."

DES PLANTES MAGIQUES MAIS DANGEREUSES

En 2006, l'épidémie de chikungunya, amplifiée par l'échec de la médecine allopathique, a poussé les gens à se retourner vers la pharmacopée réunionnaise. Or, il existe maintenant des erreurs dans la reconnaissance et l'utilisation des plantes médicinales, comme nous l'explique Isabelle : *"Les Réunionnais ont de plus en plus de mal, par exemple, à identifier l'ayaparna parmi trois espèces de plantes proches. De même, en accumulant de la connaissance sur des plantes et leurs principes actifs, nous essayons maintenant d'orienter les gens vers des plantes connues et peu dangereuses, pour qu'ils ne prennent pas trop de risques s'ils ne connaissent pas les bons dosages. Ainsi, nous conseillons que la sensitive, utilisée comme calmant, soit maintenant réservée aux tisaneurs, en raison de sa toxicité. On continue notre travail de récolte des savoirs oraux, par exemple dans les maisons de retraite, tout en sensibilisant les personnes lors d'événements comme la Fête de la science. Nous travaillons également pour former les professionnels de santé afin qu'ils puissent reconnaître les plantes mais également les maux causés par les intoxications aux plantes."*

Actuellement, un effet de mode du "retour au naturel" renforce ces problématiques : *"Nous nous faisons aussi du souci pour la gestion de la ressource, si fragile sur cette île. Car cette mode incite tout un chacun à ramasser des plantes à tous les endroits de l'île, sans réfléchir aux conséquences sur la plante, sur l'espèce et sur leur santé. Nous sensibilisons aux méfaits des prélèvements des écorces et des racines car*

Portrait : Franswa Tibère, tisanier des hauts de Saint-Paul



Franswa Tibère est planteur dans les Hauts de La Réunion depuis 25 ans, installé sur une dizaine d'hectares de terrain où *"zot y cultive des fruits, des légumes et bien sûr des tisanes"*. Sur son terrain, il a introduit plus de 200 espèces de plantes et arbustes, endémiques et indigènes. Bois d'arnette, cannelle, rouroute, géranium, ambaville, benjoin, pomme de terre marronèr — la première pomme de terre cultivée sur l'île, disparue puis retrouvée par François — fleurs jaunes, eucalyptus, vétiver, anis péi... *"C'est notre patrimoine, notre tradition, notre mémoire!"*

L'épidémie de chikungunya survenue en 2006 marque un tournant dans la vie du tisanier. Il concocte un remède pour la famille, qui souffre de cette maladie, et très vite le succès de sa tisane se confirme. Deux médecins du Guillaume travaillent en collaboration avec lui, et des études sont menées. La médecine allopathique est en effet dépassée par l'épidémie. François développe sa recette pour la population malade en forte demande. Il continue maintenant à travailler avec l'Aplamedom pour connaître et valoriser la pharmacopée réunionnaise. Sa ferme est un lieu d'échanges où sa femme et lui organisent des chantiers, des journées de rencontre, de formation et de kozman où l'on s'informe sur les alternatives en cours à La Réunion. On peut aussi trouver François chaque dimanche au marché des producteurs de Saint-Gilles, et lui acheter son "zerbaz" qui soigne.

Branle banc



Camomille z'oiseau



Mourongue



► Planches d'herbier du concours Zerbaz Péi

- **Franswa Tibère**, Cheming Feoga II, sur la route du Maïdo, Saint-Paul.
- **Aplamedom Réunion**, Cyroi- Parc Technor, 2, rue Maxime-Rivière, 97490 Sainte-Clotilde, tél : 02 62 93 88 18 ; contact@aplamedom.org ; http://aplamedom.org/

Infos supplémentaires

Une première en France: l'université de La Réunion a créé en 2012 un diplôme universitaire d'ethnomédecine, branche de l'anthropologie qui étudie la santé, notamment la maladie et le soin chez l'homme. Il s'adresse à des étudiants et des professionnels de santé pour qu'ils se forment à l'ensemble des médecines traditionnelles présentes sur l'île : ils vont pouvoir ainsi pratiquer une médecine différente de celle des cabinets classiques.

nous constatons régulièrement des actes de pillage sur des espèces endémiques comme le benjoin."

Enfin, cette mode du naturel amène de plus en plus de commerçants à vendre sur les marchés forains des plantes à tisane, sans réelle traçabilité ni de leur cueillette ni du mode de séchage et de conservation, et avec une connaissance parfois lacunaire de la pharmacopée et des pratiques qu'ils conseillent pourtant aux acheteurs, selon l'Aplamedom. L'association cherche donc à combler ce manque en proposant un annuaire de producteurs dont les compétences sont reconnues, comme Kakouk, un tiseur de forêt à l'Entre-Deux qui, grâce aux savoirs transmis par son père, collecte des plantes dans les forêts des Hauts, tout en sachant préserver la ressource.

UNE RECONNAISSANCE À DOUBLE TRANCHANT

Seize plantes médicinales endémiques de La Réunion sont maintenant reconnues dans la pharmacopée française : le bois de joli cœur, le faham, le bois fleur jaune, l'ayapana et l'ambaville (5).

L'inscription de plantes médicinales des départements d'outre-mer constitue une première réparation d'une injustice datant du Code noir (1685) et de l'esclavage en faveur de l'outre-mer, puisque la première pharmacopée, appelée alors Codex, est éditée en 1818, époque où l'esclavage est encore d'actualité et où la médecine traditionnelle d'outre-mer exercée par les esclaves est interdite. Cette reconnaissance, souligne le président Claude Marodon, "permet maintenant leur commercialisation hors de La Réunion pour soutenir la filière des producteurs et transformateurs". En France, la libre circulation des plantes médicinales est interdite et leur utilisation est régie par cette pharmacopée qui se fonde avant tout sur des considérations politiques et économiques. Les recettes traditionnelles de La Réunion risquent donc d'être régies désormais par des principes économiques, notamment celui des brevets. Ainsi, comment ne pas redouter l'accaparement des plantes des DOM par le monopole pharmaceutique ?

Gaëlle Ronsin ■

► Atelier chez Franswa Tibère



(5) Cette pharmacopée contient la liste des produits pharmaceutiques, donnant le nom des plantes et autres matières médicales, les parties utilisées afin de fabriquer des produits pharmaceutiques (tout produit étant une préparation faite à partir d'une partie ou de la totalité d'une plante)



▲
Représentation de la Cie Cirquons Flex dans un parc des Hauts, festival Danse Péi 2014

MOV_A, fêr danser tout do moun !

Sur la côte ouest, l'association MOV_A développe des projets culturels dans des zones inhabituelles, des quartiers défavorisés, des zones industrielles, les jardins des "Hauts", des stades..., avec leurs zabitans, et plus encore !

ROUV' LA KAZ (1) EST NÉ EN 2013 À L'ÉTANG Saint-Paul, un quartier en pleine rénovation urbaine. L'idée : "taper à la porte des riverains pour qu'ils mettent à disposition leur bout de jardin, de kour ou de varangue (2), auditionner des groupes amateurs de tous types de danse (du maloya au hip hop !) et, grâce à la moulinette, de la chorégraphe Céline Amato, en retirer un spectacle itinérant dans les rues et les kaz pour faire bouger le quartier," nous raconte Myrose, chargée de production. Avec elle, les danseurs et les habitants (3) s'approprient le projet durant six mois, au fil des répétitions les week-ends. En 2014, c'est un vieux quartier défavorisé de pêcheurs, Carosse, à Saint-Gilles-les-Bains, qui a été investi. Malheureusement, quand les danseurs et les projets s'en vont, au bout de quelques mois, rien ne suit, faute de politique culturelle plus ambitieuse.

FAIRE BOUGER LA CULTURE EN CORPS

Rouv' la Kaz est un des projets portés par l'association MOV_A. Composée de quatre jeunes femmes, elle crée et accompagne des projets culturels autour de toutes les danses sur la côte ouest de La Réunion.

L'association est l'une des seules de l'île à proposer des activités culturelles totalement gratuites (4). MOV_A invite marmays, gramoun, montonton et

voisins (5) à se retrouver pendant les vacances scolaires dans des ateliers de danse intergénérationnels nommés "Danse en famille". Il vise à renouer avec la communication non verbale dans les communautés de vie.

Un festival de danse en plein air, Danse Péi, se déroule pendant une semaine en mai. Des danseurs réunionnais, français et étrangers investissent les plages, les places, les rues, les arbres... et présentent des chorégraphies adaptées à ces lieux pour "valoriser par la danse les espaces naturels et publics. Quitte à les détourner à surprendre. La culture doit se nicher où bon lui semble," nous dit Mélisande, la directrice.

Outre le fait d'inviter sur l'île des artistes d'autres continents, MOV_A veut tisser des liens forts dans la zone de l'océan Indien. Ainsi, elle accueille chaque année pour le festival une à deux compagnies malgaches. Les procédures administratives sont alors très contraignantes, car si les Réunionnais peuvent se déplacer sans visa dans les îles alentours (6) grâce à leur nationalité française, ce n'est pas le cas de leurs voisins !

MOV_A soutient également de jeunes compagnies réunionnaises. Elle travaille avec les autres acteurs pour "des cultures ouvertes, accessibles et modernes à La Réunion". Zot la enkor du travail !

Gaëlle Ronsin ■

■ **Association MOV_A**, 2 impasse des Turquoises, Saint-Gilles-les-Hauts, www.mova.re, direction@mova.re

(1) "Ouvre ta maison !"

(2) La terrasse, en créole

(3) Les familles, le kiné, les maîtresses d'écoles, le marchand du snack, le coiffeur, etc.

(4) Elle repose sur des subventions publiques et des partenariats privés, notamment avec un bailleur social.

(5) Enfants, grands-parents, oncles et tantes

(6) Mayotte, Maurice, Madagascar et les Seychelles

Alternatives à La Réunion



» Transport

Un grand projet inutile et imposé à La Réunion : la nouvelle route du littoral

Les transports collectifs, à savoir les bus, sont assez peu développés à La Réunion. Ils sont surtout très mal coordonnés

entre les différents territoires, et il existe également un déséquilibre entre les Hauts et les Bas, où le réseau est mieux organisé.

Aujourd'hui, 90 % des déplacements se font en automobile et seulement 5 à 6 % des voyageurs se déplacent en transport collectif. En 20 ans, le nombre de véhicules s'est accru de 250 % et le parc automobile devrait doubler d'ici 2025 passant de 250 000 à 500 000 véhicules.

Pourtant, une ligne de train construite à partir de 1878 faisait quasiment le tour de l'île. Elle a malheureusement été fermée en 1976 en raison de problèmes d'entretien. En 2006, le parti communiste réunionnais veut renouer avec cette histoire ferroviaire pour promouvoir des transports durables et lance un projet de construction d'un tram-train qui devait relier dans un premier temps l'aéroport Gillot, Saint-Denis, le Port et Saint-Paul. Ce projet a été abandonné en 2010 avec le changement de majorité du conseil régional de La Réunion.

Face à un problème évident de saturation des routes, au lieu de favoriser les modes de transport durables, le conseil général et la région se sont lancés dans un projet pharaonique : la construction d'une "nouvelle route du littoral" pour s'ajouter à la route en corniche, au pied de la falaise, qui rejoint la Possession à Saint-Denis.

Le projet vise la construction d'une deuxième route sur la même section mais cette fois... sur la mer ! La quatre-voies se composera de deux digues et d'un viaduc, pour un total seulement de 12 kilomètres, mais qui en fait déjà la route la plus chère de France : 133 millions d'euros par kilomètre !

Un énorme projet inutile puisque, bien sûr, il ne réduira pas le trafic routier sur l'île, et un projet surtout très dangereux pour l'environnement avec l'extraction de 17 millions de tonnes de matériaux, un impact considérable sur le paysage, des menaces portées sur les espèces protégées côtières, des risques de destruction d'un récif corallien en reprise, des menaces sur la nappe d'eau souterraine de Saint-Leu... et bien d'autres problèmes et mensonges ! Malgré des oppositions locales, les travaux ont commencé en 2014.

• **Contact : SREPEN**, Réunion Nature Environnement, 30 rue des Deux-Canons, 97490 Sainte-Clotilde, tél : 02 62 28 19 29, www.rne.re. Association de protection de l'environnement.

Et également

» Environnement

♦ **Parc national de La Réunion**, 258 rue de la République, 97431 Plaine-des-Palmistes, tél : 02 62 90 11 35. Organisation de sorties naturalistes grand public et animations pédagogiques.

♦ **Conservatoire botanique national et CPIE de Mascarin**, Domaine des Colimaçons, RD12, 2 rue du Père-Georges, 97436 Saint-Leu, tél : 02 62 24 92 27. Organisation pour le public de stages, expositions, découverte du patrimoine naturel.

♦ **Le jardin botanique de La Réunion**, domaine des Colimaçons, RD12, 2, rue du Père-Georges, 97436 Saint-Leu, tél : 02 62 24 92 27. Sanctuaire de plantes endémiques avec 4000 espèces de plantes cultivées sur 4 ha. Visites et animations.

♦ **GRANDDIR** (Groupement régional des acteurs de l'éducation à l'environnement pour un développement durable à l'île de La Réunion), Chloé Euphrasie, 2, rue du Père-Georges, 97436 Saint-Leu, tél : 06 69 56 48 21, granddir974@gmail.com. Ce réseau fondé le 15 juin 2013 réunit des personnes physiques et morales du champ de l'éducation à l'environnement et au développement durable. Il regroupe pour le moment quinze associations ainsi que la DREAL, la région Réunion et le conseil général. Granddir s'inscrit dans la lignée des réseaux GRAINE existants en métropole.

♦ **Association Biodynamie**, Christian Briard, 35 chemin des Bois-de-Lait, 97436 Saint-Leu, tél : 02 62 27 72 91, briard.christian@gmail.com. L'association organise des visites de domaines en agriculture biodynamique, des formations à l'élaboration des préparations biodynamiques, des chantiers dans les fermes et des journées d'échanges.

♦ **Permaculture Réunion**, Saint-Leu, permaculture-reunion.re

♦ **Réserve naturelle marine de La Réunion**, 39 rue du Lagon, Dayot 1, 97460 La Saline-les-Bains, tél : 02 62 34 64 44. Découverte gratuite du récif corallien de l'Ermitage avec un guide de la réserve le week-end.

♦ **Programme de science participative Reef Check** de la ville de Saint-Paul, en partenariat avec l'agence pour la recherche et la valorisation marines (ARVAM), www.reefcheck.org. C'est un programme à la fois de sensibilisation à l'état des lagons et de suivi de l'état de santé de récifs coralliens. Il forme des bénévoles aux techniques de suivi et d'inventaire en matière de biodiversité marine.

♦ **Globice**, 30 chemin Parc-Cabris, Grand-Bois, 97410 Saint-Pierre, tél : 06 92 65 14 71. Groupe local d'observation et d'identification des cétacés à La Réunion.

♦ **Kélonia**, RN1, pointe des Châteaux, 97436 Saint-Leu, tél : 02 62 34 81 10. Ancienne ferme d'élevage de tortues sous le nom de "ferme corail", l'observatoire des tortues marines est maintenant un centre de recherche, d'intervention et de soins, un aquarium et un musée consacré aux tortues marines.

♦ **Greenpeace Réunion**, Stéphane Tariffe, tél : 06 92 24 75 86, gl.reunion@greenpeace.fr lareunion.greenpeace.fr

♦ **Association réunionnaise d'écologie**, Bernard de Ranchin, ecologie reunion@gmail.com, www.ecologie.re

♦ **Observatoire Réunion de l'air**, 97490 Sainte-Clotilde, www.atmo-reunion.net, ora@atmo-reunion.net.

♦ **Surfrider Réunion**, Yann Herruel surfrider.oi@gmail.com. Association de surfers ou bodyboarders pour la protection des milieux marins

♦ **GCEIP**, 327 rue Hubert-Delisle, 97430 Le Tampon, tél : 02 62 39 39 04, accueil@gceip. Groupement d'insertion professionnelle par l'environnement

» Agri-bio, woofing, accueil à la ferme

♦ **Groupement d'agriculture biologique de La Réunion**, 304 bis route de Mafate, 97460 Saint-Paul, gab-reunion.re. Il y a environ 100 fermes en agriculture biologique à ce jour.

♦ **Annuaire de la bio à La Réunion**, en téléchargement sur www.leguidedelabio-reunion.net

♦ **Étape Jardin**. Catherine, sur la D 22, la Chaloupe, Saint-Leu. Exploitation biologique fondée sur l'échange et la décroissance. Gîte d'étape associatif, éco-lieu de partage de savoirs et possibilité de woofing.

♦ **Ferme biologique des Bois de laits**, Aurélien et Julie, 22 chemin des Bois-de-Lait, 97436 Saint-Leu, tél : 06 93 33 88 66, juliebois-siere@yahoo.fr Possibilité de woofing, chantiers participatifs.

♦ **Ferme biologique Sliti**, domaine des Caféiers, Martine et Mongi SLITI, 1156 chemin Féoga 2, Bois-de-Nefles, 97460 Saint-Paul, tél : 06 92 29 30 33. Visites de la ferme, woofing, ceuillette de café, chantiers participatifs.

♦ **Réseau agrotourisme de La Réunion**, www.agrotours-reunion.com, Réseau des professionnels de la filière agrotouristique. Annuaire des lieux de vente des produits agricoles de l'île.

♦ **Réseau Bienvenue à la ferme**, tourisme rural, infos et annuaire sur www.bienvenue-a-la-ferme.com.

» Petite enfance, éducation

♦ **Les Bébécolos**, 184, chemin du Centre, 97440 Saint-André, tél : 02 62 21 64 82, www.lesbebecolos.com. Association de 4 micros crèches écolos dans l'Est qui offrent un accueil à la journée aux enfants de 2 mois 1/2 à 4 ans.

» Energie

Une éolienne Péi

Les îles sont soumises au problème majeur de la production et de la distribution de l'énergie.

Alors que jusque dans les années 1980, La Réunion ne produisait que de l'énergie renouvelable, l'île est devenue peu à peu dépendante des énergies fossiles. Ainsi, la part des énergies renouvelables est en 2014 passée à 33 % de la production totale d'électricité. Une forte croissance démographique et la hausse du niveau de vie, conjuguées à une baisse de la production hydroélectrique, ont mené le territoire à s'équiper de centrales thermiques au fioul et au charbon. La centrale énergétique de Bois-Rouge fournit environ 10 % de l'électricité de l'île en brûlant les résidus fibreux de la canne à sucre, la bagasse.

Lancé en 2006, le projet GERRI avait pour ambition de transformer avant 2030 La Réunion en un territoire d'exception intégrant toutes les innovations environnementales, qu'il s'agisse de mobilité, d'énergie ou de construction. L'un des objectifs était de recouvrer l'autonomie énergétique. Mais, changement de politique oblige, le projet a été enterré définitivement en 2013. Au lieu de développer des solutions durables et locales, les entreprises et dirigeants accaparent aujourd'hui les rares terres agricoles pour produire de l'énergie : deux "fermes éoliennes" ont été créées à Sainte-Rose et Sainte-Suzanne-La-Perrière, ainsi qu'une "ferme agri-solaire", à Saint-Joseph. Notons tout de même qu'au moins 130 000 foyers sont équipés d'un chauffe-eau solaire.

Aujourd'hui, peu d'alternatives existent sur l'île. Face à ce manque, Michel Barrault, de l'association Les Robins des mers, développe actuellement un prototype d'éolienne péi (dite "à axe vertical") qui doit résister aux cyclones.

• **Les Robins des mers**, Michel Barrault, robinsdesmers.over-blog.com.

» Déchets

Nou veu pa l'insinérater

La gestion des déchets sur une île est un problème majeur. Pour l'année 2011, la production globale de déchets non dangereux dans le département de La Réunion était de 1 805 398 tonnes. C'est le département qui est en charge de la collecte et de la gestion de ces déchets. Le papier, les cartons et le métal sont en majorité envoyés en Asie pour être traités (Indonésie, Inde, Chine, Singapour, Viêt-nam), le verre part en Tanzanie et en Afrique du Sud et, enfin, les déchets électriques, électroniques et textiles vont en France et à Madagascar. Les ordures ménagères résiduelles sont stockées dans deux centres d'enfouissement (à Sainte-Suzanne et à la Rivière-Saint-Etienne). Avec l'urbanisation de l'île et l'accroissement de la population, la consommation a augmenté. Conséquence de ce mode de vie, le volume des déchets ménagers ne cesse de croître et leur rejet dans l'environnement devient un problème crucial.

Le conseil général de La Réunion a relancé en 2012 un projet de deux incinérateurs, abandonné depuis une dizaine d'années, et annoncé aux collectivités la révision de son plan départemental d'élimination des ordures ménagères.

Pour s'opposer à ce projet dangereux et penser autrement la gestion des déchets, le **Collectif citoyen Zéro-déchet 974** s'est constitué en



2015. Son objectif est de lutter contre le projet d'incinérateur d'ordures à La Réunion qui, au lieu d'améliorer la situation, créera un nouveau type de pollution des plus toxique et rendra plus difficile et plus coûteuse la gestion à long terme des déchets ménagers. Le collectif souhaite ouvrir un débat public sur la question en faisant prévaloir des solutions alternatives pour lutter contre le "tout enfouissement en décharge". Le collectif prône l'élimination à la source des déchets en réduisant au maximum la part des déchets non triés.

Il a conçu un spectacle de rue ludique et informatif : la conférence gesticulée "Nou veu pa l'insinérater". Il tient également des stands d'information et de sensibilisation du public sur les marchés de l'île ou lors d'événements. Différentes pétitions et manifestations sont en cours.

Tous les rendez-vous sont annoncés sur **Wiki collectif Zéro-déchet 974**, fr.zerodechet974.wikia.com. Contact : Marie Grenier, mariejoy974@gmail.com

Pour aller plus loin : Florence Campan, *Le Traitement et la gestion des déchets ménagers à La Réunion : approche géographique*, thèse, université de La Réunion, 2007

♦ **ECSPER**, structure petite enfance à La Réunion, 96, rue Monseigneur-de-Langavant, 97490 Sainte-Clotilde, ecesper@wanadoo.fr. Créée en 2006, cette SCIC accueille les petits dans cinq micro-crèches bio-écologiques.

♦ **Ecole TiPapang**, 17 allée des Flamboyants, 97436 Saint-Leu, www.tipapang.re. Ecole maternelle privée alternative de Saint-Leu. Pédagogie centrée sur le bien-être de l'enfant en lien avec la découverte de la nature.

♦ **Salanganes**, Laetitia Sauvage, laetitia.sauvage1@gmail.com, www.pedagogiefondker.org. Association de pédagogie alternative et centre de ressources et formation. Ouverture en 2015 de l'Oasis des enfants, école plurilingue, écologique et artistique au cœur de la ferme pédagogique Lou Cachet, à la Rivière-Saint-Louis.

♦ **Fée Mazine**, 1bis, rue Ernest-Payet, Pierrefonds, Saint-Pierre, tél : 02 62 44 55 17, www.feemazine.com. Cette association Mazine propose des activités artistiques, ludiques, culturelles et gastronomiques aux enfants de 0 à 12 ans accompagnés de leur(s) parent(s), avec une programmation pour les jeunes et très jeune public ; un espace d'accueil enfants-parents et un Kfée pédagogique proposant ateliers et vente de produits.

» Culture, arts

♦ **Unité Métiss**, unit.et.metis@gmail.com, unitetmetis.wordpress.com. Association issue du mouvement hip-hop qui a pour objectif de valoriser le patrimoine naturel, historique et culturel de La Réunion. Nombreuses actions et événements planifiés sur l'île, comme la première édition en 2014 du festival Vaniy dans cinq communes.

♦ **L'Azenda**, guide gratuit en ligne des sorties culturelles à La Réunion, www.azenda.re. Indispensable !

♦ **Kaz Kabar**, chemin de l'école, Bois-Rouge, 97460 Saint-Paul. Terrain associatif avec organisation de spectacles, kabars, échanges interculturels, ateliers, Zoumé later (journée la terre)...

♦ **Librairie la Cabine à Bulle**, 7 rue Augustin-Archambaud, Saint-Pierre, tél : 02 62 02 31 58

♦ **La Cerise**, 1 rue Eugène Dayot, 97460 Saint-Paul, www.lacerise.re. Haut lieu de la vie culturelle et nocturne de saint-pauloise, La Cerise est l'un des cafés culturels les plus dynamiques de l'île. Concerts, expositions, théâtre d'impro, danse...

♦ **La Ronda**, « chez Jean-Paul », front de mer, 97436 Saint-Leu, chezjeanpaul.com. Concerts gratuits tous les week-ends. Place belle laissée à tous les artistes de l'île.

♦ **Le Kabar de Marla**, Mafate, une fois par an, au mois d'août. Concerts dans le cirque.

♦ **Le Hangar**, 20 rue des Navigateurs, 97434 Saint-Gilles-les-Bains, hangar.re. Centre chorégraphique, résidence d'artistes, cours de danse, danse intégrée... lieu unique de fabrication et d'expérimentation du spectacle vivant.

♦ **Land art Réunion**, Béatrice Rivière-Neirinx, www.landart.re. Stages de land art.

♦ **Leu Tempo**, www.lesechoir.com. Festival des arts vivants à Saint-

Leu organisé par la salle de spectacle le Séchoir. Spectacles de rue et d'intérieur, gratuits et payants.

♦ **Mon Ti Piton**, 230, chemin Piton (CD13), 97424 le Piton-Saint-Leu, association.montipiton@gmail.com. Lieu culturel alternatif.

♦ **Les Pot'rons**, 11 boulevard Doret, 97400 Saint-Denis, Tél : 02 62 31 51 29. Bar resto culturel alternatif

♦ **Yourtes en Scène**, 103 Route nationale 1, lieu-dit Ravine-la-Youve (niveau radar), 97436 Saint-Leu, tél : 06 92 05 55 49, yourtesencene974@gmail.com. Spectacles et concerts sur un lieu alternatif.

♦ **Les rencontres alternatives**, Claire et Julien, tél : 06 92 59 69 27, www.les-rencontres-alternatives.com. Organisation de rencontres réunissant des créations culturelles et artistiques, expos-ventes, concerts, performances. Deux à trois éditions par an. Annuaire des lieux d'artisanat alternatifs sur le site.

♦ **L'Association des inclassables Réunionnais**, 9 chemin Valfroy, 97460 Saint-Paul, tél : 06 92 00 63 33, www.aia974.re. Collectif composé d'artistes et techniciens professionnels travaillant avec une démarche artistique autour du développement durable et du recyclage. Organisation d'un week-end annuel de création artistique à partir de matériaux de récupération : Wonder BaZart.

» Habitat

♦ **Abicoop Takamaka**, Saint-Philippe, abicoop.blogourt.fr. Affichée comme une première à La Réunion, la mairie de Saint-Philippe et la SDR, une société immobilière habitat groupé de Saint-Philippe, ont pour projet de créer un habitat groupé écologique avec la création d'un lotissement alliant 24 logements sociaux et 8 maisons écologiques.

» Médias

♦ **Radio Pikan**. Radio Pikan est une radio associative réunionnaise qui existe depuis plus de 30 ans qui pratique la communication sociale et culturelle de proximité. radio-pikan.site-radio.com

♦ **Le Tangue**, journal mensuel satirique péi, www.letangue.re

♦ **Presse écologie**, journal en ligne indépendant dédié à l'écologie et au développement durable à l'île de La Réunion. Publication d'un magazine en ligne, le Ti Chouchou. ile-reunion.presseecologie.com

♦ **Loca'terre**, magazine télévisé du développement durable à La Réunion, sur Réunion Première. Analyse très peu critique mais présentation d'expériences intéressantes.

» Décroissance et autre

♦ **Alternatiba péi**, alternatiba974@openmailbox.org

♦ **L'association Initiatives Dionysiennes**, militants d'Attac, Jean-Marc Tagliaferri, appt 30, res Arial, 132 rue du Général-de-Gaulle, 97400 Saint-Denis, aid97400.lautre.net

♦ **Revenu de base 974**, groupement associatif militant pour expérimenter le revenu de base sur l'île, Loïc Damey, lareunion.revenuibase.info.

♦ **RéuniSEL**, système d'échange local sur l'île de La Réunion, www.reunisel.com

♦ **Fête du don**, organisée le quatrième samedi de chaque mois à Saint-Leu près du port. Zone de gratuité et partage de savoir-faire. Initiée par le collectif Indignados 974, information auprès de Marie, mariejoy974@gmail.com

» Solidarités locales, sociales

♦ **Coop Solidaire**, Centrale coopérative Réunion (CECORE), 42 avenue du Général-de-Gaulle, Appt 4, 97425 les Avirons, contact@coop-solidaire.re, tél : 02 62 24 44 52. Une coopérative de consommateurs pour lutter contre la vie chère à La Réunion.

♦ **Trokali**, espace de brocante gratuite où l'on peut récupérer ou venir déposer des objets en bon état dans les déchetteries de l'Ouest : La Possession, la Marine (le Port), Plateau-Caillou, Thénor (Saint-Leu) et Trois-Bassins.

♦ **Réparali Kfé**, réparation collective d'objets cassés lors de rencontres bi-mensuelles dans un bar ou un café, groupe facebook : Réparali Kafé

♦ **Poc Poc**, plateforme de financement participatif péi, www.pocpoc.re. Pa kapab' ! le mor san éséyé !

♦ **Collège coopératif de La Réunion**, 41 rue Félix-Guyon, 97400 Saint-Denis, college.cooperatif@gmail.com. Association pour le développement de l'épargne solidaire, mise en place de clubs d'investissement CIGALES.

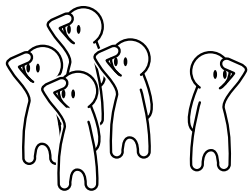
♦ **le Transfo**, espace de travail partagé, Saint-Pierre, www.letransfo.re

♦ **Association de développement rural des Hauts (AD2R)** 3 rue Papangue, 97490 Sainte-Clotilde, www.ad2r.re

École du jardin planétaire de La Réunion

Le fils du célèbre paysagiste Gilles Clément a créé en 2013 une déclinaison de cette université populaire de la biodiversité et des paysages. Depuis septembre 2013, des ateliers participatifs gratuits sont organisés chaque fin de semaine dans toute l'île : formation à la permaculture, visite d'un insectarium, projection de films, chantier de restauration des plages de pontes des tortues, sorties naturalistes, fabrication de fécula de manioc, conférences, biodiversité en ville...

Sébastien Clément, tél : 06 93 30 97 50, www.ecoledujardinplanetaire.re.



Alternatives

» CHRONIQUE

ÉCOLOGIE PRATIQUE

Michel Scrive

Agir pour l'environnement, cela peut se faire au quotidien : en utilisant des matières naturelles, en les transformant, en se réappropriant des savoir-faire et en les transmettant par l'échange. Faire soi-même rend acteur et moins dépendant du système. C'est aussi souvent plus économique, meilleur pour votre santé et pour la planète.

Camping écolo

Les vacances d'été, c'est le bon moment pour aller se promener : l'occasion de prendre son temps, de faire une balade itinérante sur plusieurs jours, de s'arrêter pour rencontrer les habitants, d'observer la nature et de reprendre du souffle...

La marché du matériel camping est très lucratif. Quitte à investir, autant avoir du matériel durable. Voici quelques propositions pour des randonnées "écolos".

Le bâton de marche

À la manière des bergers qui sculptaient leur bâton pour le personnaliser, fabriquez-vous votre bâton de promenade. Prendre un bâton droit et assez épais pour qu'il ne rompe pas (10 cm de largeur). Enlever les petites branches et le tailler un peu en bas pour qu'il puisse se fixer sur le sol sans s'accrocher. En avril et mai, l'écorce se décolle aisément sur certaines espèces d'arbres (saule, châtaigner, noyer, marronnier, tilleul...). Avec un couteau de poche, en réalisant des incisions, dessiner vos motifs qui apparaîtront grâce aux parties enlevées.

Faire son brûleur



Pour ne pas s'encombrer, voici un modèle très léger et économique qui fonctionne avec de l'alcool à brûler. Couper une cannette vide en trois parties : garder la partie basse sur 3cm, la partie haute sur 2cm et une bande centrale de 1,2 cm de taille. Avec un compas, percer des trous à 1 cm du haut sur la partie basse. Dans la partie haute, enlever l'opercule ou faire des trous dedans. Dans la lanière, faire quelques petites entailles. Retourner la partie haute avec la lanière dans le rail de l'opercule et les insérer dans la partie basse. C'est prêt à l'utilisation.

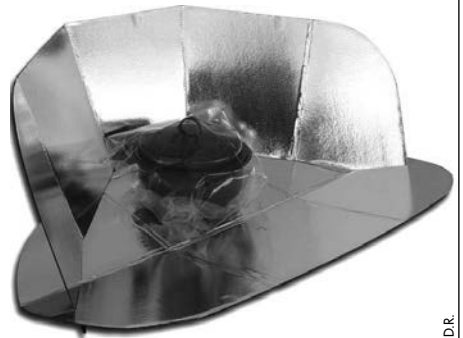
Pour plus de détails : <http://www.randonner-leger.org/wiki/doku.php?id=p3rs>

Brûleur cuisson économe

Il existe des modèles de cuisson à bois économes, réalisables dans une grande boîte de conserve, sur le modèle des "rockets stove" en plus petite. Pour faire simple, une grande boîte est traversée par un tuyau en coude qui sert de chambre de combustion. On l'isole par du sable ou de la cendre et elle est percée vers le haut.

Cuisson solaire

Si vous avez un cuiseur solaire, l'été est la bonne période pour cuire vos aliments au



soleil : une cuisson lente qui conservera les nutriments. Pour en fabriquer un, il existe de multiples plans sur internet.

Cueillette

Avec un bon livre d'identification des plantes, c'est l'occasion de déguster des salades sauvages qui vous changeront du quotidien.

Conseils divers

Penser à composter vos déchets végétaux. Si vous faites un campement, installer des toilettes sèches. Ne laissez pas de déchets dans la nature et soyez discret pour ne pas perturber l'environnement. Les nuits à la belle étoile, lorsqu'il fait beau, vous laisseront de jolis souvenirs. Dans ce cas de figure, mettre un tapis de sol pour éviter la rosée et bien vous couvrir la tête.

► Pour aller plus loin : Camper autrement, en respectant la nature, *Elise Dilet Bancon, Les Presses Ile-de-France*

» Seine-Saint-Denis

Entre habitat participatif et autopromotion

Un projet d'immeuble collectif porté par un promoteur est en discussion à l'Ile-Saint-Denis depuis 2012. "L'Arche en Ile" est un projet d'immeuble qui devrait se concrétiser d'ici 2017. Le promoteur a permis de franchir les étapes du financement et de la réalisation du chantier. Les futurs habitants ont pu discuter d'un certain nombre de choix, en lien avec un architecte. Le résultat va être un immeuble de 26 logements en ossature bois avec 5 niveaux dont les deux derniers en duplex et des logements allant de 30 à 100 m². Il y aura 14 co-propriétaires et 12 locataires accueillis par le logeur social Plaine Commune Habitat. L'immeuble comporte de nombreux espaces partagés : une grande salle commune au rez-de-chaussée, une chambre d'hôte accessible à tous les habitants et leurs visiteurs, une buanderie avec séchage naturel, un grand local vélos et poussettes, des mini-salons ouverts sur les coursives et sur le toit une terrasse commune de 300 m² pour jardiner, bricoler, se reposer. Il y a eu quelques demandes spécifiques : une demande de plus grande hauteur de plafond plutôt que plus de surfaces, une grande terrasse collective plutôt que chacun sa mini-terrasse privative, un prix sans considération d'étage (3450 €TTC par m² habitable), le réemploi de matériaux issus de déconstruction. Alors que le chantier va démarrer, il reste encore de la place pour 6 foyers. Pour candidater : r.enckell@promoteurdecourtoisieurbaine.com

» Médias

♦ **Le journal de Fanette et Filipin**, éditions Belle Émeraude, 1242 route de la Place, 73270 Villard-sur-Doron, www.belle-emeraude.com. Abonnement annuel 45 €. Ce trimestriel en format à l'italienne, tout en couleur, est destiné à des enfants de 3 à 10 ans. L'accent est particulièrement mis sur nos rapports avec la nature et s'inspire de la pédagogie Steiner.

♦ **Radio Dio (Loire, 89.5 FM)**. L'émission *Des mots et des sons* sans cible est dédiée à l'écologie tous les derniers jeudis du mois à 12h et à 19h. A noter également l'émission *L'ours et la carotte* qui traite d'environnement tous les mercredis de 15h à 16h.

Si vous voulez contribuer et m'aider pour cette rubrique sur l'écologie pratique et les savoir-faire, n'hésitez à me faire part de vos expériences : Michel Scrive, 5, rue de la Paix, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

À Bordeaux, des étudiantes éveillent les consciences des consom'acteurs

Au cœur du campus et de la zone des universités de Bordeaux, l'association Les Jeunes Consom'Acteurs rappelle que consommer est un geste politique.

L'idée a germé dans l'esprit de Sophia Ed-danni durant l'été 2014. Accompagnée de Brigitte Frayret, également étudiante en droit, elle s'est lancée en septembre avec l'objectif d'agir à leur échelle, dans le milieu étudiant de Bordeaux. Articulées autour des principes de la consom'action, leurs actions visent à sensibiliser, "éveiller les consciences et responsabiliser les étudiants".

L'urne et le panier

Pour Sophia, la consom'action c'est "conscientiser ses achats et voter avec son panier pour promouvoir certaines valeurs comme le locavorisme ou la diminution de la consommation de viande". Consommer n'est pas un geste anodin et les consom'acteurs insistent sur sa dimension politique.

"Le consommateur ne se rend pas compte de son pouvoir, il est possible de peser, voire d'inverser les rapports de force, ne serait-ce qu'avec le boycott", dit Brigitte. Pour elle, le choix par le panier est complémentaire du bulletin de vote, le premier pallie les lacunes du second. "Beaucoup de jeunes ne votent pas, c'est là l'occasion d'avoir quand même un impact", ajoute Clara.

Jusqu'à présent, les événements proposés par les Jeunes Consom'Acteurs consistent en la diffusion de documentaires (comme *Vivez-Prosperez-Consommez* de Gene Brockhoff) suivis d'un débat. "Il faut prendre conscience avant d'agir", dit Sophia. Lors de ces projections, les amphithéâtres de la fac de Bordeaux accueillent une population intergénérationnelle et hétéroclite.

Théorie et pratique

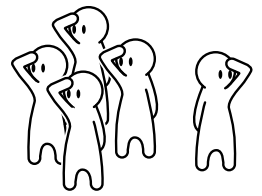
"Nous souhaitons lier les deux dimensions théoriques et pratiques. Par exemple avec la conférence sur la pollution de la mer et de l'océan suivie de la sortie "nettoyons les plages". L'information en amont donne du sens à l'action et mettre la main à la pâte montre aux jeunes qu'ils ont la possibilité d'agir". "On se fiche des provenances et penchants politiques des membres", ajoutent-elles. Les *Jeunes Consom'acteurs de Bordeaux* ne comptent pas s'arrêter là. Cet été, un "Guide du Consom'Acteur" est prévu. Il donnera des conseils, indiquera les bonnes adresses et les bons plans pour consommer autrement.

À la rentrée de septembre 2015, l'association proposera une collaboration avec l'université pour réduire le gaspillage au restaurant universitaire et instaurer le tri dans les poubelles de la fac.

➤ <https://fr-fr.facebook.com/jeunesconsomacteursdebordeaux>

En partenariat avec : www.reporterre.net

Reporterre
la qualité de l'écologie



Alternatives

» Andes

Les serres enterrées

La technique remonte au temps des Incas : en semi-enterrant une serre, il est possible de produire, même en hiver. Le principe est le suivant : sur la surface de serre prévue, on enlève la couche fertile du sol et on la conserve à part. Puis on creuse en-dessous d'un à deux mètres.



On isole les murs de côtés (avec des sacs de sables par exemple ou des briques). On replace au fond, la terre fertile préservée au départ. On couvre le tout par un toit vitré ou plastifié, plus ou moins proche du sol avec une pente calculée pour être perpendiculaire au soleil le plus bas en hiver (pour en profiter au maximum à ce moment là). Cela permet de gagner plusieurs degrés au niveau des sols et de l'atmosphère et donc d'allonger les périodes de production. Pour les terrains en pente, il est aussi-possible de faire un système semi-enterré.

Rapport sur les monnaies complémentaires locales

Jean-Philippe Magnen, vice-président EELV de la région Pays-de-Loire et Christophe Fourel, de la direction générale de la cohésion sociale, ont réalisé un rapport sur les monnaies locales, lequel a été remis au gouvernement le 9 avril 2015. Ce rapport souligne le passage des SEL, systèmes d'échanges locaux, nés dans les années 1990, aux monnaies locales depuis le milieu des années 2000 et plus particulièrement depuis la crise financière de 2008. Une trentaine d'expériences fonctionnent actuellement. Quatre fonctionnements ont été mis en évidence : une équivalence de la monnaie classique pour favoriser les échanges locaux entre citoyens et commerçants ou producteurs ; des monnaies d'échanges inter-entreprises (en s'inspirant de Wir en Suisse, le projet SoNantes) ; des monnaies thématiques (pour favoriser certains produits : économie sociale et solidaire, commerce équitable, bio...) ; enfin les monnaies à vocation de service (titres restaurants, titres vacances, bons d'achat...).

Les monnaies locales complémentaires permettent de localiser les transactions et donc d'éviter l'évasion de la richesse ; elles permettent aussi de lutter contre la concentration des richesses et peuvent avoir un rôle de redistribution locale ; elles favorisent une meilleure appréhension de ce que sont les échanges.

Les résultats sont toutefois encore modestes : la masse monétaire circulante va selon les lieux de 1600 à 245 000 équivalents euros. Le nombre moyen d'utilisateurs est de 450, celui du nombre de prestataires impliqués se situe autour de 90.

Celle des monnaies qui connaît le développement le plus rapide est l'Eusko lancé en 2013 au Pays Basque.

Le rapport présente ensuite des propositions pour modifier la loi relative à l'économie sociale et solidaire afin qu'il existe un cadre juridique clair à ces monnaies. La loi doit notamment prévoir comment éviter certains risques : le risque de contrefaçon, le risque de blanchiment, le risque d'évasion fiscale (notamment vis-à-vis de la TVA).

Le rapport propose également d'assurer un débat public sur la question, de développer des outils méthodologiques pour étudier des articulations possibles notamment avec le service civique, la formation professionnelle, l'aide à la création d'emplois notamment pour les auto-entrepreneurs.

Disponible en ligne :

<https://elus-pdl.eelv.fr/wp-content/blogs.dir/311/files/2015/04/Partie1.pdf>



Saraya, un éco-lodge à Goa

Arrivés en Inde, nous sommes surpris par le nombre de publicités à la gloire du béton "le choix de l'ingénieur, plus fort et plus durable" disent les slogans peints à la main. Construire en béton, la seule et la bonne solution pour ce pays de plus d'un milliard d'habitants ?

Nous voici à Goa, un petit Etat de l'Inde du sud pour découvrir Saraya un projet d'éco-tourisme un peu à part. En sanskrit, cela signifie "le repos des voyageurs"... mais aussi "suivre le courant". Une philosophie adoptée par Deeksha, une énergique architecte indienne d'une cinquantaine d'années qui est la chef d'orchestre du projet. Plutôt que de construire en acier ou en béton comme elle l'a fait pendant des années à Dubaï et en Inde, elle a choisi de faire confiance aux matériaux et ouvriers locaux.

"Au début, on ne pensait pas construire les murs intégralement en terre. Mais quand on a commencé à creuser le terrain, et qu'on a constaté la qualité remarquable de l'argile, on a décidé de l'utiliser telle quelle, sans ajouter de paille ni de sable..." Pour construire les magnifiques petites maisons qui accueilleront des voyageurs et des artistes en résidence, Deeksha et son équipe ont aussi largement utilisé le bambou pour les fenêtres, les escaliers, le sol, le mobilier... Quant au toit, il est fait de grandes feuilles qui recouvrent des bâches en plastique "c'est le seul matériau non écologique que l'on a utilisé pour la construction, déplore Zora, le fils de Deeksha, car on n'a pas trouvé de solution satisfaisante pour l'instant. Mais on cherche une alternative..."



Deeksha



Les ouvriers sur le chantier



Une des maisons

Une vingtaine d'ouvriers ont travaillé quotidiennement sur le chantier (aux côtés de volontaires internationaux et des enfants de Deeksha). Ils ont quitté le nord de l'Inde — beaucoup plus pauvre — pour gagner un peu d'argent ici comme journaliers. "Comme je n'avais jamais utilisé ce type de matériaux avant... ce sont les ouvriers qui m'ont expliqué comment faire ! La plupart ont construit leurs maisons dans leurs villages avec de l'argile et du bambou, puisque c'est le plus économique". Quel regard ces ouvriers portent-ils sur ces constructions destinées aux touristes ? Continueront-ils à vivre dans leurs maisons traditionnelles, ou bien se construiront-ils des maisons en béton avec l'argent gagné sur ce chantier ?

Dans un pays où il y a tant de monde à loger, ces maisons écologiques et peu chères pourraient-elles être une solution à grande échelle pour loger dignement les habitants des bidonvilles ? Deeksha voudrait le croire "... mais malheureusement quels que soient les matériaux, les responsables politiques ne souhaitent pas autoriser légalement que ces zones de bidonvilles (qui ont un potentiel foncier stratégique) soient officiellement utilisées pour loger les plus modestes. Mais si de tels projets d'urbanisme venaient à exister, je serais la première à y participer..."

Le développement de l'éco-tourisme peut faire sourire, laisser dubitatif ou même un peu agacer... Mais pour Deeksha, c'est déjà un moyen pour démontrer que de telles maisons peuvent être solides ET jolies. Et peut-être aussi de convaincre les voyageurs d'en construire à leur tour...

Pour en savoir plus sur la construction de Saraya, et les autres éco-bâtisseurs que nous avons rencontré, rendez-vous sur notre site eco-logis.org à la rubrique "carnet de route" et sur facebook "ecologis.project"

» Lot

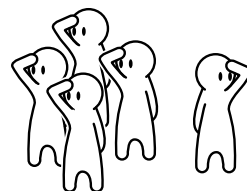
Une commune accepte les échanges en monnaie locale

La commune de Blanquefort-sur-Briolance (500 habitants) est la première de France à avoir signé, le 21 avril 2015, un accord avec une association de promotion d'une monnaie locale. Dans cette commune, il sera désormais possible de payer la location de salles communales, la cantine scolaire ou des photocopies en "abeille", une des premières monnaies locales complémentaires nées en France en 2010. La maire, Sophie Gargowitsch, a dû batailler un an au niveau administratif pour trouver comment appliquer cette possibilité désormais offerte par la loi du 31 juillet 2014 sur l'économie sociale et solidaire. La commune espère ainsi renforcer les circuits courts. La commune avait déjà adopté en juillet 2014, une motion contre le traité commercial transatlantique Tafta et compte plusieurs activités qui utilisent déjà cette monnaie. Sophie Gargowitsch s'est dite prête à toucher ses indemnités en monnaie locale.

Pumpipumpe

Nous avons beaucoup d'outils chez nous dont nous ne nous servons que ponctuellement. Pourquoi ne pas les prêter à d'autres ? En Allemagne et en Suisse, l'association Pumpipumpe a lancé une campagne simple : elle fournit des autocollants représentant les différents outils et équipements dont on peut disposer et il suffit de placer ces petits autocollants sur sa boîte aux lettres pour indiquer que vous êtes prêt-e à les prêter à vos voisins. L'envoi des autocollants est gratuit en Allemagne et Suisse. En France ou en Belgique, il vous faudra déboursier 4 €. Renseignements : <http://www.pumpipumpe.ch>





» Traction animale

Prommata, 25 ans au service de l'agroécologie !

Alors que l'on pourrait penser que la transition énergétique passe par des initiatives de sortie du pétrole, la principale association de promotion de machinisme agricole adapté à la traction animale est aujourd'hui en difficulté.

C'est en 1991 que se crée cette association faisant la promotion de machines agricoles modernes à traction animale (1). Alors que 80 % des paysans du monde travaillent encore leurs champs sans recours au pétrole, l'association bénéficie initialement du soutien d'un groupe de paysans ariégeois persuadés que la traction animale moderne est la composante d'un développement agricole intelligent et durable.

En effet, la traction animale permet :

- de mettre l'homme au centre d'un système productif compétitif respectueux de l'environnement ;
- de limiter le recours à l'emprunt des paysans qui s'installent ;
- l'installation sur de petites surfaces ;
- l'indépendance énergétique et l'autonomie du paysan ;
- la mise en œuvre de techniques agricoles innovantes à la pointe de l'agriculture biologique (non labour, culture en butte, zai mécanisé...) ;
- la production d'aliments sans créer de pollution (CO₂, carburants, plastique de paillage) ;
- la valorisation des territoires à fort handicap naturel ;
- des productions diversifiées adaptées à la vente directe ;
- la réhabilitation des animaux de trait : ânes, mules, vaches et chevaux.

Des outils conçus pour les paysans par les paysans !

Pour répondre aux besoins des adhérents paysans de l'association, un groupe Recherche est constitué. Celui-ci soit cherche à adapter des outils conçus pour le tracteur à la traction animale, soit essaye de concevoir de nouveaux outils selon des besoins spécifiques exprimés par des agriculteurs. Ainsi, paysans et artisans travaillent ensemble à l'amélioration du matériel, jusqu'à ce que le produit soit fiable. Au fil des ans, Prommata est devenu l'un des principaux centres d'innovation dans le domaine. Prommata a notamment misé sur des porte-outils polyvalents évitant le recours à plusieurs outils coûteux.

Des ateliers autonomes à travers le monde !

L'association a fait bénéficier de ses savoirs des artisans et agriculteurs de nombreux pays, ceci en s'associant avec différents organismes de coopération internationale.

Artisans et paysans gagnent ainsi en autonomie. Avec un porte-outil construit sur place, un paysan burkinabé qui mettait trois semaines à un mois pour semer un hectare à la main, peut mettre seulement quelques jours grâce à l'aide de ses compagnons de trait et d'un outillage adapté. Et ça fonctionne dans les deux sens puisque nous utilisons en France une sous-soleuse qui a été mise au point en Afrique.

De la formation, et du suivi pour des installations réussies

Beaucoup de paysans qui souhaiteraient s'installer en traction animale s'arrêtent en chemin par manque de formation et de soutien technique. Pour répondre à ce problème et pour permettre aux paysans de développer leurs compétences et de travailler avec un maximum de sécurité, Prommata a mis au point plusieurs formules de formations : de l'initiation à la formation longue durée. Chaque année, plus de 200 stagiaires sont initiés et formés.

Un réseau associatif national bien vivant

Grâce au travail de promotion de cette agriculture paysanne et agroécologique initiée par l'association à travers la traction animale, des paysans se sont installés un peu partout en France.

Ils sont quelques centaines et, chaque année, certains se rencontrent. L'association met en place, depuis 2012, des journées nationales d'échanges afin de s'informer, de présenter des prototypes ou des outils



La Kassine le porte-outils le plus diffusé dans le monde !

Dans les ateliers de Prommata Ariège est née la Kassine, ce petit porte-outils d'une simplicité sans pareille a été mis au point par des paysans français. En évolution constante, plusieurs fois primé, il a déjà séduit plus de 600 utilisateurs en Europe et plusieurs centaines d'utilisateurs dans le monde.



Le "Mata", le tracteur hippomobile

Dernier né des porte-outils, le "mata" adapté aux chevaux de trait, mulets, bœufs, permet aussi bien le travail en viticulture qu'en maraîchage. On peut lui adapter décaillonneuses, sous-soleuses, diverses dents et pulvérisateur.

finalisés, de parler technique, de différentes expériences, de faire avancer les projets ensemble...

Il faut sauver Prommata

Malgré tout l'intérêt que présente la démarche, l'association n'a pas bénéficié d'un soutien politique fort et elle se trouve aujourd'hui confrontée à des difficultés de gestion. Une partie des salariés n'a pas pu être conservée et le travail se poursuit grâce à un effort des bénévoles. Mais cela ne peut se poursuivre longtemps et l'association cherche de nouvelles ressources. Alors n'hésitez pas à prendre contact avec eux.

Guillaume Kedryna

► Prommata, La gare, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 36 63, asso. prommata.org, formation@prommata.org

(1) Voir historique détaillé dans le n°331 de *Silence*, p16-17. Voir également "Une énergie écologique sur quatre pattes", *Silence* n°355, mars 2008 et la présentation d'un film sur Prommata dans *Silence* n°366, mars 2009.



Nucléaire

» CHRONIQUE

CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Monique Douillet

Dites-nous comment survivre à notre folie ?*

Lorsqu'il a répondu aux questions de la journaliste du *Monde*, le 25 mai dernier, j'ai trouvé Kenzaburō Ōe extrêmement sceptique sur la volonté de ses contemporains à imposer l'arrêt du nucléaire. Le pessimisme dont il a fait part était-il dû à une fatigue passagère ? Ou au contraire l'auteur se pressait-il, en raison de l'urgence et de son âge, de nous livrer crûment son funeste pressentiment ?

"Le nucléaire, a-t-il martelé, va faire disparaître l'humanité et pourtant nous continuons... Certains hommes politiques parlent de supprimer le nucléaire civil dans 15 ans, mais les gens n'y croient pas... et moi, je ne crois pas les hommes politiques qui le disent !"



D.R.

Kenzaburō Ōe, prix Nobel de littérature en 1994, est l'écrivain japonais le plus engagé dans le combat contre le nucléaire. Il était l'invité d'honneur à l'ouverture des "Assises du roman" le 25 mai 2015 à Lyon. Porte parole de la génération d'après-guerre, il a toujours dénoncé, à travers son œuvre romanesque, les folies humaines : violence, racisme, haine, bêtise, ainsi que les actes extrémistes dont la catastrophe atomique d'Hiroshima-Nagasaki a été une conséquence. À 80 ans, l'écrivain poursuit son œuvre de mémoire pour s'opposer aux tentatives délibérées d'oubli. "L'âge devrait apporter la sérénité, dit-il, mais ce n'est pas le cas. C'est précisément à ce moment de ma réflexion sur la fin de ma vie que s'est produit l'accident à la centrale de Fukushima."

Katsuhiko Ishibashi, sismologue renommé, est considéré comme un lanceur d'alerte. En 2006, il a interpellé les autorités sur la sous-estimation du risque sismique pour les centrales nucléaires japonaises. En 2007, suite au tremblement de terre qui a fortement secoué la centrale de Kashiwazaki-Kariwa, exploitée par TEPCo à Niigata, il a également signalé le risque de conjonction entre un séisme majeur et un accident nucléaire. Les faits lui ont donné raison en 2011 !

Ainsi en va-t-il des risques que l'on prend ou que l'on ignore presque quotidiennement par mesure d'économie ou rapacité :

- Toujours en mai, on apprend que huit failles sont actives sous la centrale de Shika dont l'exploitant a demandé l'autorisation de redémarrage du réacteur n° 2.
- Qu'un séisme de magnitude 6,8 vient de se produire au large de la centrale d'Onagawa, déjà endommagée le 11 mars 2011.
- Que TEPCo vient de constater la présence d'hydrogène à un taux très élevé dans les 1400 cuves qui stockent les boues des usines de filtration de la radioactivité. La présence d'hydrogène peut provoquer une explosion accidentelle, 26 d'entre elles ont déjà débordé. Ces cuves devraient disposer de soupapes, mais ce n'est pas le cas pour 305 d'entre elles.

Pourtant ce que les hommes font, ils peuvent décider de le défaire avant qu'il ne soit trop tard !

* Titre d'un recueil de nouvelles de Kenzaburō Ōe publié en 1966.

Dès le lendemain matin, à la lecture de la chronologie des dépêches publiées sur l'évolution de la situation des centrales (au Japon et dans le monde), j'ai découvert cette mise en garde de Katsuhiko Ishibashi, publiée en ce mois de mai 2015, dont il ne sera probablement pas tenu compte, et qui corrobore ces craintes.

Au cours d'une interview qu'il vient d'accorder à l'agence Bloomberg il affirme que le risque sismique concernant la centrale de Sendai à Kagoshima est sous-estimé. Il pense que l'Agence de régulation nucléaire (NRA) a accepté que l'exploitant ignore le tremblement de la plaque sous l'île de Kyūshū et le séisme de Nankai (mer du Sud), un des plus redoutés au Japon. Scandaleusement, ajoute-t-il, c'est la compagnie qui a fixé ses propres critères, ignorant délibérément le séisme de Nankai qui pourrait entraîner une secousse d'une durée dix fois plus longue que celle qui a été prise en compte pour la centrale de Sendai.

» Tchernobyl

Enfants malades

Selon une étude menée par le professeur Youri Bandajevsky, qui a suivi la santé de 3085 enfants nés après l'accident dans la région limitrophe biélorusse (district de Chechersk), 81,9 % d'entre eux sont atteints de problèmes cardiovasculaires (arythmie, tachycardie) qui les empêchent d'avoir une vie normale. Mais comme ils ne sont pas morts, ils ne figurent pas dans les statistiques officielles des conséquences de l'accident. Le 26 avril 2015, Michèle Rivasi, eurodéputée EELV, Corinne Lepage et Daniel Cohn-Bendit ont fait une conférence de presse pour demander leur prise en charge médicale par les organisations médicales internationales.

» Tchernobyl

Soutenir l'institut Belrad

L'Institut de radioprotection Belrad (comme Belarus Radioactivité) a été créé par Vassili Nesterenko en 1989 pour le suivi des populations biélorusses exposées à la radioactivité provoquée par l'accident de Tchernobyl. Il était auparavant directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des sciences de Biélorussie. Il sera directeur de l'Institut Belrad jusqu'à sa mort en 2008. Il a dénoncé toute la fin de sa vie le déni mis en place par les autorités pour minorer les conséquences de la radioactivité sur la santé des populations. Son autorité a permis de contrer toutes les tentatives de sabotage administratif par le gouvernement. L'Institut a développé des dosimètres et les a distribués à la population ; il a mis en place des stations de contrôle de la radioactivité ambiante, un réseau de contrôle des produits alimentaires... Depuis 1996, il assure un suivi médical des enfants des 182 villages les plus contaminés. Comme au Japon, actuellement autour de Fukushima, les autorités ont "réouvert" progressivement 146 villages déclarés comme "propres" après décontamination. L'Institut Belrad a montré par de multiples études que les habitants de ces villages, et particulièrement les enfants, sont soumis à des doses de radioactivité excessives. Après la mort de Vassili Nesterenko, l'Institut Belrad a dû appeler à l'aide des associations internationales pour continuer à disposer d'un financement indépendant. Il poursuit son travail indispensable dans des conditions précaires et l'association Enfants de Tchernobyl Belarus qui le soutient en France cherche de nouveaux donateurs réguliers (actuellement, l'association arrive à verser 16 000 € par mois).

Enfants de Tchernobyl Belarus, Résidence les Jardins d'Émeraude, 28 bis, rue de la République, appt 21, 22770 Lancieux, <http://enfants-tchernobyl-belarus.org>

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net



» Appel du 26 avril 1000 Grues.ch (Genève)

Pour une insurrection artistique, intellectuelle, scientifique et populaire contre la poursuite de la contamination radioactive de la planète: MOBILISONS-NOUS entre le 11 mars et le 26 avril 2016.

Chaque mois présentation d'une initiative.

La légende des 1000 grues est inspirée de l'histoire de Sadako Sasaki, une fillette japonaise atteinte de leucémie à la suite de l'explosion de la bombe atomique d'Hiroshima. Elle avait entrepris de réaliser mille grues en origami. Comme elle était morte avant d'avoir pu achever sa tâche, les élèves de sa classe terminèrent ce qu'elle avait commencé et son histoire a fait de la grue en papier un symbole de la paix.

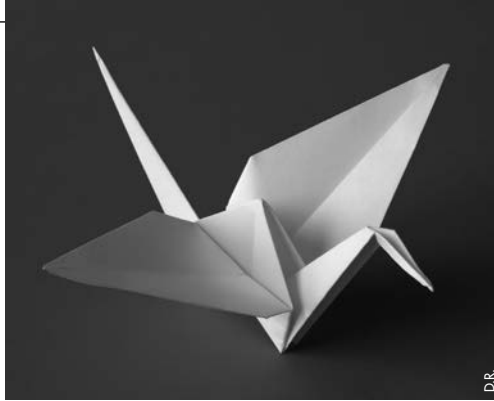
L'action 1000 grues.ch est un cri citoyen, pour que soient entendus celles et ceux qui luttent, parfois même au péril de leur liberté pour le droit à la santé des victimes de la radioactivité.

Réaliser des grues de papier est un geste non violent de défi aux forces pro-nucléaires protégées par l'AIEA, l'UNSCEAR et l'OMS qui sont des agences faisant partie intégrante de l'ONU. Leurs mensonges et dénis en matière de santé liée au nucléaire servent des intérêts stratégiques échappant au processus démocratique.

Des milliers de grues seront déposées, en particulier par des écoliers, le 11 mars 2016 devant le siège de l'OMS à Genève.

Pour tout renseignement : www.1000grues.ch

Coordination générale de l'appel et renseignement : Bruno Boussagol: 06 08 22 79 71, brut-de-beton@orange.fr



» Recherche & développement

La lenteur du nucléaire

Après l'accident de Tchernobyl, en 1986, l'industrie nucléaire mise sur une nouvelle génération de réacteurs qui seraient plus sûrs. Areva et Siemens mettent ainsi au point l'EPR dont les plans sont présentés publiquement en 1992. Il faut attendre 2005 pour qu'un premier chantier démarre en Finlande... chantier qui s'éternise : le réacteur devrait maintenant au mieux démarrer en 2018 soit **32 ans** après le début de la recherche !

A comparer avec les éoliennes... Par exemple, Areva décide de se lancer dans l'éolien en mer à partir de 2004... et annonce 120 éoliennes installées fin 2014 pour une puissance de 630 MW. Soit seulement une **dizaine d'années**.



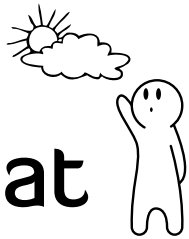
Quand le gouvernement déraile

Le rapport Duron sur les lignes de trains intercity (anciennement Corail, trains entre les TER et le TGV) publié le 26 mai 2015, envisage de supprimer les lignes de nuit et de remplacer certaines lignes de jour par des autocars, ceci parce que ce réseau est déficitaire. Les lignes menacées sont Paris-Tours-Bordeaux-Hendaye, Paris-Nevers-Clermont Ferrand-Béziers-Cerbère, Lyon-Clermont Ferrand-Bordeaux, Quimper-Nantes-Bordeaux-Toulouse, Caen-Le Mans-Tours, Reims-Dijon... Le rapport pousse à aller vers une limitation du train à un mixte TGV-TER. EELV, le



Réseau Action-Climat et d'autres partis (PCF, FN...) ont protesté contre cette évolution qui va à l'encontre d'une politique à faible émission de gaz à effet de serre.

Cette annonce arrive après celle du 30 avril 2015 annonçant l'abandon de l'autoroute ferroviaire qui devait permettre de mettre sur les rails 85 000 poids lourds par an entre les Landes et le Pas-de-Calais. Le gouvernement estimant que cette liaison ferroviaire ne peut plus être rentable après l'abandon de l'écotaxe sur les camions utilisant les grands axes routiers.



Climat

Rester sous les 2°C, c'est encore possible !

Si les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne, les trois premiers émetteurs de gaz à effet de serre, s'engageaient à passer aux 100 % renouvelables d'ici 2050, cela permettrait de rester en-dessous de 2°C de réchauffement d'ici 2100. C'est la conclusion d'une étude publiée par *New Climate Institute* (Cologne, Allemagne), en mars 2015. L'étude montre que cela serait économiquement rentable (ces pays importent actuellement pour 520 milliards de dollars par an d'énergies fossiles), cela créerait 3 millions d'emplois et cela épargnerait 2 millions de vies d'ici 2030 du fait de la baisse de la pollution de l'air.

Le GIEC ne mise pas sur le nucléaire

Dans son dernier rapport, le GIEC, Groupement inter-Etat sur le climat, regroupement de milliers de scientifiques, indique concernant l'énergie nucléaire : "L'électricité d'origine nucléaire représente 11 % de la production d'électricité dans le monde en 2012, en baisse par-rapport à son pic de 17 % en 1993 [...] Les obstacles et les risques liés à une utilisation accrue de l'énergie nucléaire comprennent les risques opérationnels et les problèmes de sécurité associés, les risques des mines d'uranium, les risques financiers et réglementaires, les questions de gestion des déchets non résolues, les problèmes de prolifération de l'arme nucléaire, et une opinion publique défavorable [...] L'analyse des scénarios d'atténuation des émissions qui ne dépassent pas 580 ppm d'équivalent CO₂, a montré que l'exclusion de l'énergie nucléaire du portefeuille des technologies disponibles se traduirait seulement par une légère augmentation des coûts d'atténuation par rapport à la gamme complète des technologies disponibles". Donc le problème du climat ne peut pas être un argument en faveur du nucléaire.



Énergies

Allemagne

♦ **Retraites complémentaires.** Depuis 2008, le syndicat IG Metall, premier syndicat de l'usine Volkswagen d'Emden, en Allemagne, a mis en place une "retraite complémentaire" sous une forme originale : les salariés peuvent investir dans l'achat et la pose de panneaux photovoltaïques sur les toits de l'usine et ensuite, leur épargne est rémunérée à hauteur de 5 %. 300 salariés ont déjà fait le choix d'investir des sommes allant de 200 à 10 000 €. IG Metall explique qu'en Allemagne, le financement des retraites est menacé par la baisse démographique et que l'épargne dans les énergies renouvelables pourrait être couplé avec un système de retraite complémentaire.

♦ **70 % renouvelables.** Le 30 mars 2015, l'Allemagne a couvert ses besoins électriques à 70 % par l'énergie éolienne (30 GW) et l'énergie solaire (14 GW) auquel il faut ajouter l'hydraulique (3 GW)... Un nouveau record.



Excavatrice dans une mine de lignite

♦ **Sortie des fossiles.** Après avoir arrêté son activité dans le nucléaire en septembre 2011, Siemens a annoncé le 28 mai 2015, l'arrêt de ses activités dans le domaine du gaz, estimant que plus aucune centrale au gaz ne verrait le jour dans le pays. Non seulement l'Allemagne arrête son nucléaire, mais elle commence à fermer aussi ces centrales thermiques. Entre 2003 et 2014, la consommation de charbon et de lignite a baissé de 15 %.

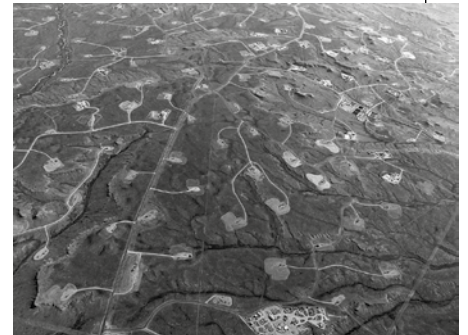
Gaz de schistes

♦ **Lamentables manipulations algériennes.** Lors du forum social mondial qui s'est tenu à Tunis, fin mars 2015, le gouvernement algérien n'a rien trouvé de mieux que de présenter, sous couvert d'une association officielle, un débat en faveur des gaz de schiste. Celui-ci a été présenté comme "la solution pour aller vers une énergie à zéro carbone" (?). L'orateur a vite été interrompu par des militants algériens, tunisiens et marocains qui reprenaient le slogan "Rafidhoune ! Rafidhoune ! El Ghaz assakhri rafidhoune !" (Nous refusons le gaz de schiste) et "Nous sommes tous In Salah".

♦ **Etats-Unis : radon dans les maisons.** Le 8 avril 2015, l'Ecole Bloomberg de santé publique a publié une étude sur l'augmentation des taux de radon (gaz radioactif) dans les maisons en Pennsylvanie. L'étude met clairement en cause la fracturation hydraulique. L'étude porte sur 860 000 maisons où des mesures ont été faites de 1989 à 2013. L'augmentation est particulièrement sensible dans les maisons qui disposent d'un puits pour l'eau potable. Cette augmentation est surtout intervenue depuis 2004, date du début du percement de forages pour les gaz de schiste. 7000 forages ont été faits dans cet Etat.

♦ **Etats-Unis : les entreprises en difficulté.** Le maintien du baril de pétrole largement en-dessous des 100 \$, fait que l'exploitation des gaz de schistes est devenue largement déficitaire. Il y avait, au début de l'année 2014, 61 compagnies qui exploitaient du gaz de schistes aux Etats-Unis. Début 2015, elles n'étaient plus que 41. Le 22 avril 2015, le site d'analyse financière Bloomberg, après avoir eu connaissance des rapports financiers 2014 de ces dernières, estime qu'environ la moitié d'entre elles pourraient fermer ou être absorbées dès cette année.

♦ **Texas : pas de démocratie possible.** En novembre 2014, les 120 000 habitants de Denton avaient refusé par référendum l'autorisation de fracturation hydraulique sur leur commune. Le gouverneur de l'Etat ne l'a pas entendu de cette manière et a fait passer une loi qui limite ce genre de décision aux Etats et non aux communes. Un même projet de loi est en préparation en Oklahoma. Pétrole et démocratie n'ont jamais fait bon ménage.



Vue aérienne d'une région pourrie par les puits d'extraction du gaz de schiste aux Etats-Unis.

» Chine

Baisse de la consommation de charbon

Alors que le charbon représente encore 66 % de la production électrique du pays, les investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et un peu le nucléaire, commencent à porter ses fruits. Pour la première fois, sur les 4 premiers mois de 2015, la Chine a annoncé une baisse de la consommation de 6,1 % et cela a entraîné une baisse des importations de 37 % en un an. La Chine s'est fixé de diminuer le recours aux énergies fossiles de 15 % d'ici 2020.

L'Europe consomme de moins en moins... en apparence

Selon Eurostat, l'agence de statistiques de l'Union européenne, depuis 2006, la consommation d'énergie de l'ensemble des Etats membres est en baisse. En 2013, nous avons une baisse de 9,1 % par rapport à 2006 et nous étions redescendus à la consommation de 1990. Mais les spécialistes du sujet rappellent que comme pour les émissions de gaz à effet de serre, cela s'explique surtout une "externalisation" de notre production. Si nous intégrons l'énergie nécessaire à la fabrication et l'acheminement des produits importés, la consommation est toujours en hausse.

Exchange publicitaire

3 AU 11 JUILLET 2015

FOIX
Ariège-Pyrénées

RÉSISTANCES

FESTIVAL DE FILMS

+ 100 DOCUMENTAIRES ET FICTIONS

4 - 5 juillet
LA RUE EST À NOUS

6 - 7 juillet
LA GUERRE À TOUT PRIX

8 - 9 juillet
LA FOLIE DES GRANDEURS

10 - 11 juillet
UNE CIVILISATION DU PARTAGE

ZOOM BELGIQUE

JEUNE PUBLIC - tous les jours à 10h • APÉRO-CONCERTS - GRATUIT

PROJECTIONS PLEIN AIR - GRATUIT • RENCONTRE AVEC LES RÉALISATEURS

Venez vous imprégner de l'esprit du festival
Résistances : <http://festival-resistances.fr>





» Un an sans poubelle

365 jours de réflexions
pour sortir de la société de déjection

SOLUTIONS POUR CONSERVER SES DÉCHETS LONGTEMPS

Si JE DIS À QUELQU'UN
QUE NOUS GARDONS
NOS DÉCHETS PENDANT
UN AN, IL RÉAGIT
SOUVENT COMME ÇA :

HORREUR ET
PUTRÉFACTION!

EN FAIT,
ÇA NE SE
PASSE
PAS COMME
ÇA...

D'ABORD, NOUS
COMPOSTONS TOUT
CE QUI PEUT L'ÊTRE



PUIS NOUS GARDONS
TOUS LES EMBALLAGES À
PART ET S'IL LE FAUT
NOUS LES LAVONS
AVEC L'EAU DE RINSAGE
À LA FIN DE LA VAISSELLE!

PAR EXEMPLE LES BRICKS DE LAIT
COUPER ENLEVER
EMBOÏTER

KNIP RINCER

20 BRICKS DE LAIT EMBÔÏTÉS

C'EST DRÔLE MAIS DÈS QU'ON MET
SES DÉCHETS DANS DES SACS, ON A ENVIE
DE S'EN DÉBARASSER



ALORS ON GARDE PLUTÔT
DANS DES BACS, DES FÛTS,
DES BOÎTES...



CE QUI OBLIGE À RANGER
CHEZ SOI, À METTRE DE L'ORDRE
(AUSSI DANS SA TÊTE)



ET MIRACLE!!! EN RANGANT
ON S'APERÇOIT

- 1 QU'ON A DÉJÀ PLEIN DE CHOSSES...
- 2 ...DONC QU'ON PEUT ACHETER MOINS...
- 3 ... EN VIVANT MIEUX!



Le réseau vrac

De plus en plus de magasins font le choix de vendre en vrac pour éviter les emballages perdus et polluants. Tout le monde est gagnant : cela économise de l'argent pour le magasin comme pour le consommateur (des écarts de prix pouvant atteindre jusqu'à 40 %), cela favorise l'approvisionnement local, cela limite le gaspillage alimentaire (on n'achète que la quantité dont on a besoin), et cela évite de polluer avec des sacs dont la durée de vie est limitée à un seul transport entre le magasin et le logement de l'acheteur. L'association



Jean Bouteille

Zero Waste France a lancé cette année le Réseau Vrac qui regroupe les entrepreneurs qui font le choix de proposer leur marchandise en vrac. On y trouve Jean Bouteille qui met actuellement en place dans le nord de la France et en région parisienne des laveuses pour rendre possible le retour de la bouteille consignée. La chaîne de magasins Day by day a déjà ouvert trois magasins en Ile-de-France et un à Lille. La marque de cosmétique Pachamamaï propose des produits sans conditionnement dans déjà sept points de vente. Le Bar à vrac est un lieu de vente et de dégustation avec des tireuses de bière qui permettent d'embouteiller la bière pression sur le comptoir. Et 40 autres projets sont annoncés d'ici fin 2016.



Day by day

- Réseau Vrac, tél : 06 78 13 92 67 (Laura Caniot) <http://reseauvrac.fr/>
- Zéro Waste France, 18, boulevard Barbès, 75018 Paris, www.zerowastefrance.org
- Jean Bouteille, 435, rue Léon-Gambetta, 59000 Lille, tél : 06 44 76 17 82, www.jeanbouteille.fr
- Day by day, <http://daybyday-shop.com>
- Pachamamaï, 29, rue Gabriel-Beaumarié, 45240 La Ferté-Saint-Aubin, tél : 06 51 11 00 82, www.pachamamaï.com
- Bar à vrac, Nathalie Boudé, 65, allée Léon-Gambetta, 13001 Marseille, <http://baravrac.com>, nb@legerlocal.org

» Vendée

Non à l'usine à cochons

La Bretagne commençant à être saturée de porcheries, les grands groupes industriels porcins s'attaquent aux territoires voisins. Le groupe Sanders prépare l'implantation d'une usine de 23 000 porcs à Poiroux, en Vendée. Cette maternité porcine est la première étape du système : elle appelle une série d'élevages intensifs à proximité. La mobilisation locale a permis de faire reculer le projet de quelques années, mais aujourd'hui le feu vert préfectoral a été donné. Les résultats attendus sont catastrophiques : pollution des 7 sources à moins de 3 kilomètres du site, nuisances directes et dépréciation des villages environnants, mort de l'ostréiculture côtière, algues vertes, pollution des sols, impacts sur le tourisme...



D.R.

Contact et dons : Collectif Non à l'usine aux cochons, trésorier AVIGEN (CHARIE), 30, rue Soulinière, 85430 Les Clouzeaux.

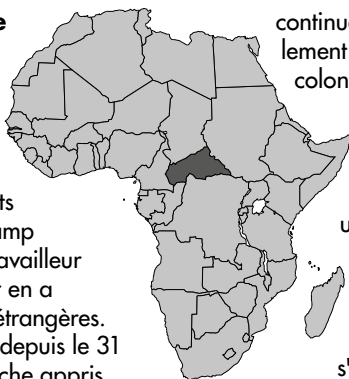


Crimes ordinaires de l'armée française en Afrique

Fin avril 2015, le journal anglais The Guardian révélait que l'ONU aurait tenté d'enterrer un rapport faisant état d'actes pédophiles commis en Centrafrique par des soldats français.

Des enfants auraient été abusés par 16 soldats français en échange de nourriture, dans le camp de déplacés de Mpoko, près de Bangui. Le travailleur humanitaire suédois qui a fait fuiter le dossier en a transmis une copie au ministère des Affaires étrangères. Le parquet de Paris avait ouvert une enquête depuis le 31 juillet 2014. Le parquet de Bangui a en revanche appris l'affaire par la presse en même temps que les citoyens français. Le ministère de la défense et le président Hollande ont alors réagi, assurant que si ces faits étaient avérés, ils seraient sanctionnés fermement. Qu'on nous permette d'en douter pour le moment. En matière de crimes commis par les soldats français en Afrique, l'impunité est une tradition solidement ancrée dans la Grande muette.

On se souvient par exemple des femmes violées au Rwanda en 1994 pendant l'opération Turquoise, dans un contexte politique marqué par une incroyable complicité entre les autorités politiques et militaires françaises et les génocidaires rwandais. Là aussi il s'agissait de victimes dans des camps, de rescapées du génocide que les militaires français étaient censés protéger. En 2004, des plaintes ont été déposées en France par certaines de ces femmes. Après dix ans et de nombreuses tentatives d'obstructions, les procédures judiciaires



continuent de traîner en longueur. On se souvient également des cas de tortures commis sous la houlette d'un colonel français (devenu général haut placé depuis) en RDC en 2003 pendant l'opération Artémis, dénoncés par des soldats suédois, et étouffés après une soi-disant enquête interne... Ou encore de ce civil Ivoirien, Firmin Mahé, pris pour un coupeur de route et assassiné en 2005 par des militaires français sur ordre de leur hiérarchie. Les exécuteurs ont été (modestement) condamnés, mais pas les plus hauts commanditaires.

L'année précédente, en 2004, l'armée française s'était déjà illustrée par le massacre gratuit de plusieurs dizaines de civils ivoiriens désarmés à Abidjan, tandis que les médias français n'avaient d'yeux que pour le drame des ressortissants français rapatriés. Ce crime contre l'Humanité est resté impuni, et même nié, malgré les rapports établis par d'autres pays ou différentes ONG, et les images du massacre diffusées sur Canal+.

Enfin signalons que les victimes centrafricaines n'auraient pas pu aujourd'hui déclencher d'action judiciaire si le scandale n'avait éclaté : ni devant les magistrats centrafricains, en vertu des clauses d'impunité qui couvrent les militaires français dans le pays, ni devant la justice française. Depuis la dernière loi de programmation militaire, le parquet, qui n'est pas indépendant comme chacun sait, détient en effet le monopole des poursuites pour les crimes commis par les militaires en opérations extérieures... L'impunité a malheureusement de beaux jours devant elle.

AUGMENTATION DU BUDGET DE L'ARMÉE FRANÇAISE

ON VA ENFIN POUVOIR RAVITAILLER NOS TROUPES EN CENTRAFRIQUE !



LASSERRE.

En partenariat avec : *Survie*, 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, <http://survie.org>



OGM

Marches contre Monsanto

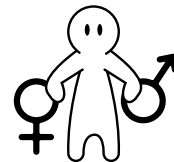
Plusieurs milliers de personnes ont participé à la marche mondiale contre Monsanto qui s'est déroulée dans une cinquantaine de pays le 23 mai 2015. En France, des initiatives ont eu lieu dans une trentaine de villes :

Bordeaux (1000 à 1500), Carhaix (900 à 1000), Chalon-sur-Saône (300), Laon (150), Lorient (1500 à 2000), Lyon (500), Marseille (2000), Papeete (50), Paris (entre 2000 et 3000), Rennes (1400), Strasbourg (1000) Toulouse (80)... En Suisse, ils étaient 2500 devant le siège européen de Monsanto à Bâle. 500 personnes ont manifesté à Ouagadougou (Burkina-Faso), d'autres à Rio (Brésil), Buenos Aires (Argentine)...



Les moustiques OGM ne font pas recette

En Malaisie, les autorités avaient expérimenté en 2010 le lâcher de moustiques OGM, ceux-ci ayant pour fonction de générer une descendance stérile et donc l'extinction de la population d'insectes porteurs de la dengue. Le Ministère de la santé a décidé d'arrêter l'expérience, jugée "coûteuse et inefficace", dans un contexte d'augmentation de la maladie tropicale. Au Brésil, des lâchers de tels moustiques génétiquement modifiés "conçus" par l'entreprise Oxitec ont eu lieu également dans l'état de Bahia en 2013, mais l'essai a été arrêté prématurément et ses résultats n'ont jamais été publiés. Quelques mois après le lâcher, l'état d'urgence sanitaire avait été décrété suite à une recrudescence de la dengue. *Inf'OGM*, 2B, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, Tél : 01 48 51 65 40, www.infogm.org.



» Bénin

Une alternative au micro-crédit

Parallèlement à la vague de "microcrédits", avec les pièges que cela comporte (voir "Maroc en guerre contre le microcrédit", *Silence* n°435, juin 2015), une quarantaine de femmes du Bénin ont lancé, en 1993, un système d'épargne et de crédit autogéré par les femmes : le Cercle d'autopromotion pour le développement durable (CADD). Le fonctionnement est un perfectionnement des tontines traditionnelles. Les femmes peuvent déposer de l'argent sur un compte courant, ce qui leur ouvre au bout d'un temps la possibilité de faire un emprunt (principalement pour des investissements dans leurs commerces). Elles peuvent aussi placer de l'argent sur un compte à terme pour des investissements plus

importants (achats immobiliers ou de terres agricoles, servant ensuite à financer une caisse de retraite). Pour les prêts, ce sont les femmes qui empruntent qui fixent elles-mêmes les modalités de remboursement. Le taux de crédit actuel est de 6,5 % contre des taux allant de 13 à 30 % dans le milieu bancaire classique, y compris le microcrédit. Le fonctionnement collectif permet à chacune de prendre conscience de ce qu'est une épargne, un crédit, un investissement... d'appréhender les liens entre l'argent et différentes pré-occupations (droit des femmes, environnement, enfants...). Cela a permis de mettre en place des coopératives autour de projets parfois innovants (élevage de lapins, jardins bio, groupement

d'achats pour les fournitures scolaires...). Les intérêts permettent de rémunérer l'épargne et de faire fonctionner la structure.

Aujourd'hui, le CADD regroupe 3000 femmes réparties dans 120 groupes locaux. Depuis 2013, une ouverture a été faite aux hommes mais uniquement dans le domaine de la production agricole. Le CADD anime une campagne permanente contre les institutions des microcrédits, dont la plupart sont à l'initiative de l'église catholique. Il est aussi actif dans la campagne mondiale pour l'annulation de la dette du tiers-monde.

Cercle d'autopromotion pour le développement durable, 07 BP 1256, Cotonou, Littoral, Bénin.

» CHRONIQUE

100 DATES FÉMINISTES POUR AUJOURD'HUI

Isabelle Cambourakis

5 septembre 1981 Occupation de Greenham Common

En ce début des années 1980, la tension entre l'Est et l'Ouest est tangible et la surenchère aux armes nucléaires plonge une partie de la population dans l'angoisse d'une guerre nucléaire ou d'accidents comme à la centrale états-unienne de Three Miles Island. Des femmes notamment, aux États-Unis, en Angleterre, se regroupent pour partager leurs peurs et décident d'agir ensemble. À Cardiff, au Pays de Galles, elles sont au départ trente-six à entamer une marche qui les mènera 10 jours et 200 km plus tard à la base militaire de Greenham, là où 96 missiles de croisière Tomahawk doivent être entreposés sur décision de l'OTAN. À leur arrivée le 5 septembre 1981 sur cette lande qui avant la seconde guerre mondiale était encore une terre communale (un "common"), devant le mépris des autorités militaires et le silence de la presse, elles décident de rester et installent un camp de fortune. Elles entament alors une occupation qui durera près de 20 ans.

Une occupation non-mixte qui dure près de 20 ans

Les femmes de ce premier camp sont vite rejointes par d'autres qui à leur tour s'installent et créent de nouveaux camps. Le premier, celui qui sera occupé jusqu'en 2000, sera appelé le "yellow camp", le camp jaune. En février 1982, les femmes présentes décident que l'occupation de Greenham Common sera une occupation en non-mixité. Si les hommes peuvent aider pour le ravitaillement, seules les femmes peuvent vivre sur place. Certaines comme Katrina Hows vont ainsi vivre plusieurs années à Greenham, été comme hiver, dans des tentes et des caravanes. Si cette occupation marque l'histoire des luttes anti-nucléaires et anti-militaristes par sa longévité, elle la marque encore plus par la constante inventivité de ses modes d'action et des modes de vie sur le terrain. À la non-mixité, à la non-violence, il faut ajouter l'importance accordée au chant, à la joie, à



l'expression des émotions et à l'usage de savoirs et savoir-faire désqualifiés parce que "féminins" : grilles du camp "décorées" par des tissages et objets fragiles, femmes déguisées en animaux pénétrant dans le camp militaire, die-in pour bloquer les transports militaires, etc. On retiendra la grande hétérogénéité des femmes présentes, militantes anarchistes, anti-militaristes, lesbiennes radicales, mères de familles, "sorcières néo-païennes", et la nécessité au quotidien d'une pratique démocratique ouverte à toutes. Et d'autre part des actions symboliques qui marquent les imaginaires encore aujourd'hui : "Embrace the base" (Embrassons la base) le 12 décembre 1982, où 30 000 femmes se donnant la main ont encerclé les 24 km du camp militaire. Et "Dancing on the silos" (Danser sur les silos) la nuit du nouvel an 1982 lorsque 44 femmes ont pénétré illégalement dans le camp et ont dansé quelques heures sur le silo dans lequel se trouvaient les têtes nucléaires.

Aujourd'hui, à l'heure des ZAD, le souvenir de ces actions, de cette persévérance, de cette inventivité, nous sont plus que jamais nécessaires.

En novembre 2015, *Silence* publie une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme.

Eau de Javel et infections respiratoires

L'eau de Javel est une solution basique composée d'hypochlorite de sodium (NaClO) obtenu à partir de la réaction entre la soude et le chlore. Elle est utilisée depuis le 18^e siècle comme un nettoyant jugé particulièrement efficace et est utilisée aujourd'hui en France dans 70 % des foyers. 245 millions de litres sont commercialisés chaque année.



Des chercheurs du Centre pour la santé environnementale (Oakland, Etats-Unis) ont suivi 9102 enfants de 6 à 12 ans dans des écoles situées en Finlande, aux Pays-Bas et en Espagne. Tous résident dans des

foyers où l'eau de Javel est utilisée. Résultat : par rapport à la moyenne, ces enfants ont 20 % de gripes en plus, 35 % d'inflammation des amygdales en plus... Il ressort que le produit étant volatil, il attaque les voies respiratoires.

Les auteurs dénoncent la publicité vantant un produit qui s'attaquerait au microbe ! Alors que c'est l'inverse qui se passe.

Les alternatives sont disponibles : le bicarbonate de soude ou le vinaigre blanc sont tout aussi efficaces. On peut aussi choisir des produits ménagers certifiés par l'écolabel européen et la marque NF environnement.

Un livre en papier avant de s'endormir

Lire au lit pour s'endormir tranquillement est une bonne méthode... à condition de ne pas utiliser une liseuse ou un autre écran ! C'est la conclusion d'une étude réalisée en Grande-Bretagne. L'étude publiée dans Brigham and Women's Hospital (Etats-Unis), montre que la lumière émise par les liseuses, les tablettes, les ordinateurs et même les petits écrans de téléphones portables est suffisante pour perturber la production de mélatonine, hormone du sommeil. En moyenne les lecteurs sur écran perdent une heure de sommeil avec comme conséquence des matinées somnolentes. Conclusion : si le E-book est un animal nocturne, le livre papier est plus chouette !



Attention aux campagnes mensongères

L'association *Formindep* qui lutte pour une formation et une information des médecins et des patients indépendante, alerte sur la multiplication des fausses campagnes d'information médicales, orchestrées par des laboratoires pour vendre leurs produits. Elle décrypte dans le détail les mécanismes de ces campagnes publicitaires déguisées, à travers l'exemple d'un médicament pour le dos. Cette campagne s'annonce ainsi : "Vous avez mal au dos depuis plus de 3 mois ? 5 questions pour identifier l'origine de vos douleurs ! Une initiative européenne pour aider les patients à identifier la nature de leur mal de

dos". Sous couvert d'information pour "réduire le délai du diagnostic" et mieux se soigner, ce document invite à remplir un questionnaire pour savoir si vous êtes affecté par la "spondyloarthrite axiale". En réalité il s'agit d'une publicité amenant de nombreuses personnes, par des questions biaisées et des formulations floues, à se croire atteintes de cette maladie (assez rare), et visant à augmenter la demande pour le nouveau traitement proposé par cette firme pharmaceutique, très coûteux (13000€ par an et par patient). Un type de publicité qui se développe. *Formindep*, www.formindep.org.

Echange publicitaire



15^{ème} Foire Bio Méaudre

Exposants
Conférences
Ateliers enfants
Expositions

4/5 Juillet 2015

Office de Tourisme – 38112 Méaudre
04 76 95 20 68 – www.foirebio-meaudre.fr



Lampes au mercure

Certaines associations mettent en garde contre la présence de mercure dans les lampes fluocompactes (aussi appelées lampes économes). C'est exact. Ce mercure ne présente un danger que dans le cas où la lampe est brisée et le mercure libéré. Toutefois, le Syndicat de l'éclairage rappelle que les lampes à incandescence (ou à filament), anciennement utilisées contiennent aussi du mercure depuis 1930 et que du fait de la durée de vie des lampes fluocompactes, la quantité de mercure utilisée dans l'éclairage est en baisse. Le Syndicat de l'éclairage précise que les LED, nouvellement arrivées sur le marché, sont encore plus économes et ne contiennent pas de mercure.

Les Allemands contre les bombes

Mai 2015, une nouvelle étape a été franchie pour s'opposer aux bombes nucléaires hébergées par l'Allemagne à Büchel, à 100 kilomètres de la frontière, au nord de Metz. Un blocage de la base de l'OTAN pendant 65 jours par des contestataires regroupés dans un camp associatif... à 100 mètres de celle-ci ! Plusieurs groupes de Français sont venus sur place.

La base de Büchel héberge 20 bombes nucléaires de l'OTAN, un résidu de la guerre froide dénoncé par quasiment tous les partis politiques allemands. Les raisons en sont politiques, il s'agit d'imposer à l'Allemagne le "partage nucléaire" qui implique que des pilotes allemands pourraient aller larguer des bombes nucléaires sur un ordre venu des États-Unis. Cette base de Büchel comporte un aéroport pour les missions militaires et 2000 personnes y travaillent. Depuis de très nombreuses années des manifestations dénoncent cette base pour demander sa fermeture, entre autres, du 6 au 9 août un "jeûne-action" se tient à sa porte en lien avec les autres "jeûne-actions" d'Europe. La nouvelle étape de 2015 est un blocage de l'entrée de la Base pendant 2 mois*. Un blocage en pointillé car la présence n'est pas continue, mais un blocage qui veut

interpeller toute l'Allemagne pour signifier aux Américains qu'ils doivent éliminer leurs bombes d'Allemagne.

Des Français bloquent la base

Fin avril, nous sommes partis à plusieurs groupes de Français. Armes nucléaires STOP, la Maison de Vigilance, la CANVA (Coordination de l'action non-violente de l'Arche de Lanza del Vasto) et les Désobéissants ont formé un premier groupe, puis ce fut le tour de la Maison de Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires. Le lien entre la France et l'Allemagne est très important car la France refuse que les bombes nucléaires quittent l'Allemagne pour que le "partage nucléaire" ne soit pas remis en cause. La France ne veut pas se retrouver seule à avoir des bombes en Europe !

Assis devant la base, le blocage se passe sans difficulté avec la police pendant le week-end, l'entrée peut se faire par une porte éloignée pour la sécurité. Mais en semaine, il est difficile de tenir plus de quelques minutes ! Un blocage partiel a néanmoins tenu de nombreuses heures.

Dynamique non-violente

La dynamique non-violente de ces blocages commence par une réunion des groupes qui arrivent pour préparer l'action. Ce sont principalement des groupes de toute l'Allemagne et certains viennent de loin. La discussion sur les détails de l'action se termine toujours par la question simple : "qui d'entre nous veut poursuivre jusqu'à se faire arrêter ?".

Éliminer ces bombes, est-ce réaliste ? Oui, pensent les Allemands car le Bundestag (parlement) a pris position en 2010 pour le retour de ces armes aux États-Unis mais la chancelière ne veut pas mettre en œuvre cette résolution. Dans les années 1980, en pleine guerre froide, les gigantesques manifestations en Allemagne ont bien contraint au départ des fusées Pershings et SS20.

Alors, nous irons à nouveau en Allemagne devant la base de Büchel au mois d'août pour le jeûne-action de commémoration des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki.

*voir sur le site : <http://www.buechel-atomwaffenfrei.de/>



paix



» Grèce et Turquie

Objecteurs à vie

Dans ces deux pays, le refus de faire l'armée est encore sévèrement puni et ceux qui veulent être objecteurs le paient toute leur vie. Ainsi Ali Fikri Isik, objecteur turc, est régulièrement convoqué devant les tribunaux et condamné. Il a été condamné à une première peine de prison en 1980 et la dernière fois en 2013. Il a aujourd'hui 56 ans. Bien que déclaré inapte en février 2014, il fait de nouveau l'objet de poursuites au tribunal.

En Grèce, Yiannis Glametzis n'a "que" 47 ans et continue lui aussi à être régulièrement condamné. La dernière fois, en 2013, il a été condamné à un an d'emprisonnement et attend de passer en appel.

La Grèce ne respecte donc pas les principes européens qui reconnaissent le droit à l'objection de conscience... et la Turquie, qui postule pour adhérer, ne fait pas mieux. (source : Bureau européen de l'objection de conscience, ebco-beoc.org)

La non-prolifération atomique en panne

En avril-mai 2015 se tenait à New-York la conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP), qui engage les pays dotés de l'arme atomique à un désarmement. Selon Patrice Bouveret, de l'Observatoire des armements, "c'est la première fois que la cristallisation est aussi forte entre États dotés et non-dotés" de l'arme nucléaire, dans le sens où les premiers affirment clairement qu'il n'est pas question de stopper la dissuasion nucléaire. Pour Jean-Marie Muller, du Mouvement pour une Alternative Non-violente, "les États dotés de l'arme atomique et leurs alliés, parlent d'abaisser au niveau le plus bas leur niveau de destruction nucléaire, mais la réduction n'est pas l'élimination. Au contraire elle maintient la doctrine de la dissuasion. C'est un détournement de l'esprit du traité". Les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada ont refusé de signer le document final, car celui-ci prévoit la création d'une zone libre d'armes de destruction massive au Moyen-Orient en 2016. Face à cet échec, plusieurs pistes sont envisageables : faire pression pour le désarmement nucléaire de la France d'une part ; contourner le TNP en appuyant la dynamique d'un Traité international d'interdiction des armes nucléaires, d'autre part, mouvement plébiscité par une centaine d'États non-dotés entraînés par l'Afrique du Sud.

» Turquie

Après cent ans : toujours à la recherche de la justice

En 2015, à travers tous les continents, là où les communautés arméniennes ont trouvé refuge, on commémore le centenaire du génocide des Arméniens. Le 24 avril, date principale de cette commémoration, quelques millions de personnes se sont mobilisées.

Le 24 avril 1915, 600 notables arméniens sont assassinés sur ordre de Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur de l'Empire ottoman. C'est le début du génocide qui se poursuivra par l'élimination quasi totale de la population arménienne en Anatolie. Pendant l'été 1915, 1 500 000 personnes sont assassinées, les rescapés se dispersent aux quatre coins de la planète.

Alors que cent ans ont passé et que la population arménienne est toujours dispersée, la mémoire de cette catastrophe est toujours vive pour les communautés arméniennes en exil, comme pour celles encore présentes en Turquie.

Au fil du temps, lors de cette journée, les expressions revendicatives sont devenues plus visibles. En effet, l'année 2015 est aussi le centenaire du négationnisme : bien qu'il soit considéré comme le premier génocide du 20^e siècle, il n'a pas, à ce jour, fait l'objet d'une véritable politique de reconnaissance, de justice et de réparation. Cette blessure a été laissée ouverte, au nom des enjeux économiques et politiques internationaux.

En 2015, la réparation est une revendication que nous devons partager avec les Arméniens car nous sommes toutes et tous concernés par les crimes contre l'humanité. Et les pays occidentaux ont une part importante de responsabilité dans le génocide des Arméniens. **PS.**

Cécile Duflot contre le chauvinisme de Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon a publié le 7 mai 2015, un livre *Le hareng de Bismarck, le poison allemand* qui critique le modèle social allemand, mais avec un fond argumentaire très nationaliste, vantant la possibilité pour la France d'imposer son modèle au niveau européen. Cécile Duflot lui a répondu dans une tribune dans Libération, le 20 mai 2015, faisant un parallèle avec les discours de Paul Déroulède, grand défenseur de la revanche contre l'Allemagne après la guerre de 1870, dénonçant une "nostalgie identitaire" et de rappeler que la position de nombreux groupes politiques est "une autre Europe est possible" et non pas de faire la guerre à l'Allemagne. Ce nationalisme, source de conflits depuis des siècles, n'est malheureusement pas absent des discours d'une partie du Front de gauche et du PCF en particulier. Cela reste un obstacle majeur à un rapprochement écologiste / Front de gauche.

» Etats-Unis

Mumia Abu-Jamal en danger

Le 31 mars 2015, Mumia Abu-Jamal, en prison depuis plus de trente ans, a été hospitalisé, très amaigri, suite à un "choc diabétique" (7 fois trop de sucre dans le sang lors des premières analyses, encore 3 fois trop 24h plus tard). Sa famille a dû faire pression pendant 24h pour être autorisée à lui rendre visite dans sa chambre d'hôpital. La famille a demandé la possibilité qu'il puisse voir un médecin spécialiste du diabète, ce qui a été refusé. Le 2 avril, il a été transféré à l'infirmerie de la prison. Une journée de soutien s'est déroulée le 3 avril pour éviter que

le manque de soins ne masque en fait une mise à mort déguisée. Ses frères qui ont pu le rencontrer le 5 avril, l'ont trouvé dans une chaise roulante : il a perdu 40 kg depuis le début de l'année, respire difficilement, a de l'eczéma... et n'a toujours vu aucun spécialiste. Pour le soutenir :



- Collectif français de soutien à Mumia Abu Jamal, 43, boulevard de Magenta, 75010 Paris, tél : 01 53 38 99 99, <http://mumiabujamal.com>

- Mumia Abu-Jamal, #AM 8335, SCI Mahanoy, 301 Morea Road, Frackville, PA 17932 USA.

» Régionales

Des écologistes pour l'autonomie

EELV, avec les élections régionales de décembre 2015 dans le viseur, se déchire autour de trois stratégies possibles : continuer à passer des accords de gouvernement avec le Parti socialiste (position défendue par les députés François de Rugy, Barbara Pompili, Denis Baupin, le sénateur Jean-Vincent Placé), se présenter de manière autonome et négocier des accords de gouvernement au cas par cas (position soutenue par Cécile Duflot, Jean-Paul Besset et la secrétaire nationale Emmanuelle Cosse), ou tenter un rapprochement avec le Front de Gauche sur le modèle de ce qui s'est fait à Grenoble (soutenu par Elise Lowy). C'est le choix de l'autonomie qui l'a largement emporté à l'issue des votes dans l'ensemble des assemblées régionales. Le résultat a été validé au niveau national les 9 et 10 mai 2015. EELV ne sera absent que de la région Corse. Une liste commune avec le Front de gauche est envisagée dans la région Rhône-Alpes-Auvergne.

» Contrôle des grands médias

Journalisme et services secrets

Dans un livre paru en Allemagne à l'automne 2014 (*Gekaufte Journalisten — "journalistes achetés"* — éd. Kopp), Udo Ulfkotte, ancien rédacteur en chef du Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'un des principaux quotidiens du pays, raconte comment pour devenir un "grand reporter" qui se déplace sur les lieux de conflit, il faut pratiquement toujours avoir une double casquette de journaliste et d'espion. Il dit que six fois son logement a été perquisitionné sur demande de la justice pour "publication de secrets d'Etat" alors que ces secrets lui ont été transmis par des services secrets — allemands et états-uniens — dans le but de manipuler l'opinion. Il donne des exemples de ces manipulations dans son livre et dit qu'il a décidé de parler car actuellement il existe des pressions de la CIA sur les services de renseignements européens pour que s'aggrave la crise entre l'Europe et la Russie et que cela peut conduire à une guerre.

MENACE TERRORISTE : LE RENSEIGNEMENT RECRUTE





» Bourges

Une maison de la culture en débat

En 1938, Maurice Pinon construit une Maison du peuple à Bourges. Celle-ci devient Maison de la culture en 1963. En 2008, un programme de rénovation est lancé. L'impossibilité de creuser du fait de sous-sols d'intérêt archéologique, bloque le chantier. En 2013, le maire annonce le lancement d'une nouvelle Maison de la culture sur le site arboré de Seraucourt. Associations et public demandent le maintien des activités dans le bâtiment existant. 8500 personnes signent une pétition. Un collectif se met en place en novembre 2014 et avec lui, un architecte présente un nouveau projet moins cher et respectant les anciennes formes "art déco" du bâtiment. Depuis novembre 2014, une cabane des opposants a été installée pour alerter les passants.

<http://www.luttesserocourt.berry-libre.net/>



Faut pas pucer (mémé dans les ordis)

Le collectif "Faut pas pucer (mémé dans les ordis)" est un regroupement d'éleveurs, né en 2010 pour protester contre l'obligation vaccinale pour la fièvre catarrhale ovine. Il a ensuite étendu ses actions de refus à l'obligation de pucer les animaux pour un suivi électronique. Il a lancé ce printemps une nouvelle campagne de désobésissance contre de nouvelles mesures qui obligent à déclarer toute



naissance ou mort d'agneau dans un délai de 7 jours. Jusqu'à maintenant, les éleveurs devaient déjà faire une déclaration annuelle en janvier pour bénéficier d'aides et une autre en mars lors du recensement annuel. Faut-il multiplier à ce point les opérations bureaucratiques ? Est-ce la garantie d'une meilleure qualité du bétail ? Pas sûr, si on considère que les éleveurs passent de plus en plus de temps à faire du secrétariat qu'à s'occuper de leur troupeau. Éleveurs et non-éleveurs sont appelés à soutenir la campagne en rejoignant le collectif : *Collectif Faut pas pucer, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax, fautpaspuce@laposte.net*

Auto-entrepreneur, un mythe libéral...

Si vous n'avez plus de travail, créez votre activité ! Grâce au statut d'auto-entrepreneur lancé par le gouvernement Sarkozy en 2009, c'est maintenant officiellement facilité. Dans la réalité, c'est moins drôle ! Sur 911 000 auto-entrepreneurs recensés fin 2013, 200 000 (22 %) n'ont déclaré aucun revenu et seuls 55 000 (6,1 %) ont dégagé plus de 15 000 €, ce qui les rapproche du salaire minimum. Le bénéfice moyen dégagé est de 4408 €. Si un tiers exercent un autre métier par ailleurs, la pilule est dure à avaler pour les autres qui, de fait, ont perdu partiellement ou totalement leur statut de demandeurs d'emploi. (source : *Alternatives économiques*, mai 2015)

» Vivre ensemble

■ **Proche Paris.** Une chambre dédiée aux amis, grande et indépendante, s'ouvre dans une nouvelle co-location dès cet été. Pour une période limitée dans la mesure où on ne se connaît pas. J'habite un appartement de 4 pièces, dans une résidence à 5 mn du métro parisien (banlieue proche nord-ouest). Vous aurez accès au salon, à la cuisine et bien sûr à la salle de bains, que nous saurons partager avec bonne humeur. Cette proposition convient à une personne calme, autonome, mais néanmoins sociable, et plutôt du genre féminin. Je suis ravie à l'idée de faire connaissance et, si cela a de l'importance, je précise que j'ai 63 ans et suis toujours en activité. Me contacter pour connaître le montant de votre participation aux frais. Eucalyptus9293@hotmail.fr

■ **Aveyron.** Nous vivons en habitat partagé participatif dans un hameau ancien de l'Aveyron. Artisans, artistes, nous souhaitons rencontrer un-e nouvel-le acolyte... Nous cherchons une personne souhaitant prendre en charge la vie quotidienne

de la ferme (soin des animaux et du potager, travaux d'entretien) à hauteur d'un mi-temps, et partager avec nous la vie conviviale et les chantiers collectifs de notre petit paradis... en échange du logement gratuit dans notre grande maison ! Durée de l'échange : 6 mois minimum. *En avant-goût : http://masdejammes.blogspot.fr/ Contact : Cha, tél : 06 87 27 56 55, masdejammes@gmail.com*

» Agir ensemble

■ **Languedoc.** Je propose d'accueillir des amateurs de nature dans un lieu situé dans le parc naturel du Haut-Languedoc, la deuxième semaine d'août. Esprit de juste échange : camping et découverte des environs en échange de moments de travaux collectifs dans la forêt. Mutualisation des tâches et des frais d'intendance. *Tél : 07 83 34 65 33.*

■ **Ardèche.** Le chantier de jeunes bénévoles du Viel Audon regroupe chaque été des jeunes de 17 à 25 ans (ou un peu plus), venu-e-s seul-e-s ou en groupe de différentes régions de France ou d'il-

leurs. Nous venons nous y organiser collectivement autour d'un travail coopératif. Le chantier est un espace d'apprentissage et d'expérimentation pour et par la jeunesse ! Cet été il est ouvert du 7 juillet au 21 août. On vous attend ! *Pour nous contacter et vous inscrire : Association des Jeunes de Chantier, Le Viel audon, 07120 Balazuc, tél : 07 61 43 22 18, chantier@levielaudon.org, www.levielaudon.org/chantier-de-jeunes*

» Immobilier

■ **Vendée.** 10 km de la mer, région Talmont, vend petit camping + maison 85 m² + appartement 45 m² attenant sur terrain de 8000 m² avec étang et bâtiments 380 m². Lieu vivant dans l'esprit *Silence* (toilettes sèches, phytoépuration, économies eau et énergie, chauffe-eau solaire, potager et verger bio...). Nombreuses possibilités. Prix : 190 000 €. *Tél : 02 51 90 20 30 heures des repas ou laisser un message.*

■ **Haute-Saône.** A 50 km de Dijon, Besançon ou Dôle, 4 km de Gray, terrain à bâtir à Batranns.

annonces

Endroit calme (hors lotissement). Vue agréable, partiellement arboré, réseaux à proximité. Environ 1800 m² ou possibilité de 2458 m², 23 € le m². *Contact : 03 84 65 42 30 ou 06 70 31 32 22.*

» Rencontres

■ **Réf 436.01.** Sud-Ouest. Femme, 70 ans, pas encore trop HS, lectrice "Silence", souhaite retrouver joie de vivre par relation sérieuse, amitié tendre (si affinités) avec autre femme, partager beaux moments sur intérêts +/- communs, hors rapport séduction et/ou pouvoir, dans respect mutuel autonomie. Gent masculine, merci s'abstenir. *Écrire à la revue qui transmettra.*

■ **Sud-Ouest.** Christian, bien trop seul, 67 ans, 1,83m, mince, humaniste, athée, recherche compagne non mystique, esprit *Silence, Nature et Progrès, Z'Indignés*. Tarn, Ariège et sud Haute-Garonne sont mes préférés. *Courriel : allumettou@orange.fr.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 54. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

agri-bio



BELGIQUE PERMACULTURE

4 et 5 juillet de 13h à 17h

Visite d'un jardin en permaculture à Montzen. Ensemble tendant vers l'autosuffisance (fruits, légumes, volailles) en reconstituant un écosystème le plus complet possible : auto-épuratoire, production d'énergie, consommation réduite, conservation des produits...

Lex-Pelsser Jean-Michel et Marie-José, rue de la Gare 9, B4850 Montzen, tél : 087 78 55 23, mjetjm@gmail.com

BELGIQUE JARDINS PARTAGÉS 5 juillet à 10h

A Hastière-Lavaux, visite d'un jardin partagé bio par 14 jardiniers sur un terrain prêté par la commune.

Labbe Marie-Lou, Veille route de Givet 6, B5540 Hastière-Lavaux, tél : 04 76 20 01 69, marielou-labbe@yahoo.fr

12 juillet à 10h

A Liège. Jardin partagé bio d'une trentaine de parcelles sur un demi-hectare au sein d'un verger conservatoire de 4 hectares. Parties communes : compost, purin, haies, allées, mare... gérés par des chantiers collectifs.

André Lebrun, rue Coupé, entre le n°96 et le n°100, à Liège. Tél : 0479 29 41 83, an.lebrun@skynet.be

CENTRE BRETAGNE SÉJOUR "CUISINE BIO, FILMS ET BALADES" 12 au 18 juillet

Ateliers cuisine, projections...
www.bonneassiette.org, tél : 02 99 32 18 87

AUDE L'AUDE À LA BIO 1-2 août

Foire aux alternatives agro-écologiques, cette année sur le thème "Je consomme, ça réchauffe ! Consommation et climat, le lien oublié". Marché de producteurs, conférences, projections-débats, ateliers, animations, musique, zone de gratuité, restauration...

Nature et Progrès Aude, 12, rue des Genêts, 11300 Limoux, tél : 04 68 20 94 75, http://np11.org

BELGIQUE ON SÈME POUR LA VIE 15 et 16 août

A Les Semailles, promenade dans un potager Nature & Progrès, visites de jardins conservatoires, explications sur la production de semences. Marché bio.

Les Semailles, rue du Sabotier 16b, B 5340 Faulx-les-Tombes, www.semaille.com

HAUT-RHIN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES FAUCHEURS VOLONTAIRES 15-16 août

A Kayersberg. Le collectif des faucheurs volontaires d'OGM tient son assemblée générale annuelle. Accueil et soirée le 14. Le 15-16 : intervenants, ateliers, restitutions et plénière.

Contact : faucheurs.ogm@laposte.net

dans la rue



CREUSE NON À LA FERME-USINE 4 juillet

A La Courteine, à 13h, place du 19 mars 1962. Le collectif Oui à l'Étourdissement dans les Abattoirs appelle à une grande manifestation contre le projet de ferme-usine des 1000 veaux, en plein Parc Naturel Régional. Les veaux y seront gavés aux composés industriels et aux antibiotiques afin de doubler leur poids en 7 mois (contre 36 mois en à l'herbe). Ce projet ne repose que sur des fonds publics. Le groupe Les Mousquetaires Intermarché en est l'unique client.

http://www.collectif-oeda.fr/texte/infos%20manifest.html

décroissance, transition



CATALOGNE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA DÉCROISSANCE ET DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE 6 au 15 juillet

Elle se tiendra dans trois lieux différents : à l'Université autonome de Barcelone, au centre autogéré Can Masdeu (Barcelone) et au Centre de la décroissance, Can Decreix (Cerbère, France). Débats sur les limites du monde et les choix collectifs, les inégalités sociales environnementales, l'obligation de la croissance dans la pensée traditionnelle, la distinction artificielle entre vie et travail, la critique du discours technologique, l'importance de trouver des solutions accessibles à tous et développables par le bas, définir une économie de l'attention, du don et de la convivialité, comment sortir de la religion du capitalisme... Un débat portera sur la comparaison entre le "bien vivre" sud-américain et la "décroissance" européenne et la convergence des valeurs entre les luttes du "sud" et du "nord". Débats pour la plupart en anglais et en catalan. Il y aura des "facilitateurs" pour les francophones.

ICTA (www.uab.cat/icta) and Research & Degrowth (www.degrowth.org)

PAS-DE-CALAIS (F)ESTIVES DE L'OBJECTION DE CROISSANCE 19-23 août

Tables-rondes, ateliers, associations locales, rencontres culturelles. Thème : l'individualisme en question. Avec 3 axes : les dérèglements climatiques, le féminisme, l'organisation politique du vivre-ensemble. Deux après-midi sur Habitat et précarité, les médias alternatifs. Organisé par l'Aderoc, les Objecteurs de croissance du Nord et du Pas-de-Calais, avec le MOC et le mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC, Belgique).

Christian Surt/AderOC, Pallières 30140 Thoiras, www.objectiondecroissance.org

éducation



SAÛNE-ET-LOIRE (IN)JUSTICE ET ÉDUCATION 20-23 août

A Cluny, "C'est pas juste !", dit très tôt l'enfant. Et ce cri retentit encore souvent dans l'adulte que je suis devenu. Pourquoi tant d'injustices ? La justice... qu'est-ce que c'est ? Puis-je vivre "juste" ? ... et alors, comment ? Des questions qui seront explorées, avec d'autres, lors de la 8^e rencontre annuelle du CREA-Apprendre la vie. Session ouverte à tous.

Clara, tél : 06 22 10 70 00, villar.clara@yahoo.fr, education-authentique.org (page : Rencontre annuelle)

énergies



GENÈVE NEUVIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org

RONDS-POINTS ANTINUCLÉAIRES 4 juillet

Nouvelle journée de mobilisation anti-nucléaire : chacun-e localement organise l'occupation d'un rond-point bien visible avec des banderoles pour dénoncer la prolongation de vie des réacteurs.

Explications et conseils : http://www.sortirdunucleaire.org/4juillet2015

PAYS BASQUE CAMP ANTI-GAZ DE SCHISTE 13 au 19 juillet

A Subijana-Alava (pays basque espagnol), à l'ouest de Vitoria-Gasteiz (150 km au sud-ouest de Bayonne). Camp international à

ALLIER : ANNÉE DE FORMATION AU FOYER MICHAËL

Du 12 octobre 2015 au 1^{er} juillet 2016, le Foyer Michaël propose une année de formation générale basée sur l'étude de l'être humain, l'expérimentation artistique et la pratique du vivre-ensemble. Elle s'adresse à tout jeune adulte se questionnant sur lui-même, sur l'orientation de sa vie, et sur ce qu'il veut amener dans le monde. A la fois global et diversifié, l'enseignement est dispensé par des intervenants qui viennent partager des connaissances vivantes, fruit d'un engagement et d'une expérience de vie professionnelle. Chaque étudiant peut ainsi développer sa propre individualité : trouver une direction intérieure et des forces pour s'engager dans le monde d'aujourd'hui. La relation à soi-même, la relation à l'autre et la relation à la nature sont les trois axes fondamentaux de la formation. Le Foyer Michaël est fondé sur la conception de l'être humain telle que l'a développée Rudolf Steiner. Il existe depuis plus de 40 ans. Il est installé sur la ferme des Béguets, un domaine de 82 hectares, voisin de l'école Waldorf de la Mhotte.

Pour plus d'informations : Foyer Michaël, Les Béguets, 03210 Saint-Menoux, www.foyer-michael.org, 04 70 43 96 27.

ARIÈGE : FESTIVAL RÉSISTANCES 3 au 11 juillet

à Foix, 19^e édition du festival international de films avec 9 jours de projections et une centaine de films, autour de quatre thématiques. Tous les jours à 18h : **zoom sur le cinéma belge**. 4-5 juillet : **la rue est à nous**, avec *Domir, domir dans les pierres* (Alexe Poujine, 2013), *Art war* (Marco Wilms, 2013), *Faces* (Gérard Maximin, 2008)... 6-7 juillet : **La guerre à tout prix** avec *Eau argentée* (Ossama Mohamed et Wiam Simav Bedirxan, 2014), *Vingt jours sans guerre* (Alexei Guerman, 1976), *Cinq caméras brisées* (Emad Burnat, Guy Davidi, 2013)... 8-9 juillet : **La folie des grandeurs** avec *Sud Eau Nord déplacer* (Antoine Boutet, 2014), *Le tarmac est dans le pré* (Thibault Férié, 2013), *Into Eternity* (Michael Madsen, 2010)... 10-11 juillet : **Une civilisation du partage** avec *Les gardiens du nouveau monde* (Flo Laval, 2013), *Parcelles* (Inès Compan, 2013), *L'esprit de Mopti* (Moussa Ouane et Pascal Letellier, 1999), *Le grand retournement* (Georges Morillard, 2013). Programmation jeunes enfants et ados. Projection en plein air chaque soir à 22h30 : *Jimmy's Hall* (Ken Loach, 2014), *No et moi* (Zabou Breitman, 2010), *Deux jours, une nuit* (Jean-Pierre et Luc Dardenne, 2014), *Lulu femme nue* (Solweig Anspach, 2013), *L'Homme qui rétrécit* (Jack Arnold, 1957), *Les glaneurs et la glaneuse* (Agnès Varda, 2000)... Apéro-concert tous les jours à 19h30. Village associatif.

Festival Résistances, 24, avenue De Gaulle, 09000 Foix, tél : 05 61 65 44 23, http://festival-resistances.fr

proximité des sites envisagés pour les premières opérations de fracturation hydraulique en Espagne. Débats et ateliers autour des tactiques de résistance.

http://frackanpada.frackingez.org/

SUD-EST COURT-CIRCUIT POUR L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE 27 juillet au 1^{er} août

Rallye-relais de deux roues (vélo, cyclomoteur, scooter, roller...) entre les sites nucléaires des Bouches-du-Rhône, du Gard et du Vaucluse. Coordination anti-nucléaire sud-est, http://coordination-antinucleaire-sudest.net

BURE 10 JOURS POUR ENTERER L'ANDRA 1er au 10 août

Camp anti-autoritaire et anticapitaliste avec comme objectif concret de mener des actions de blocage du site Cigéo-Andra. Débats et échanges sur les luttes d'ici et d'ailleurs (ZAD, NoTav...) <https://campvmc.noblogs.org>

environnement



NOTRE-DAME-DES-LANDES OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

ISÈRE ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place. Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

NOTRE-DAME-DES-LANDES CHAUFFE LA TERRE, PAS LE CLIMAT 11 et 12 juillet

15^e Rassemblement annuel sur place (entre La Pâque et Vigneux-de-Bretagne). Samedi de 12h à 20h et dimanche de 12h à 18h, une quarantaine de débats et forums sur ce qui se passe sur place, l'actualité juridique, le climat et le sommet COP21 de décembre à Paris, l'agriculture (industrialisation de l'agriculture avec les cas de fermes-usines), l'énergie dont l'énergie nucléaire et ses déchets (Bure), la démocratie (le groupe Grands Projets Inutiles Imposés exposera les 20 mesures présentées à la Commission Spécialisée du Conseil National de la Transition Écologique en mars 2015), le Grand Traitée Transatlantique, etc. Samedi de 18h à 2h, bal endiablé et musique de rue avec groupes et fanfares. Programme détaillé : <http://www.notredamedeslandes2015.org> - ACIPA, BP5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél : 02 40 57 25 62.



ARIÈGE RENCONTRES LIBERTAIRES 24 juillet au 2 août

A Eychenat. Nombreux débats : extrême-gauche et anarchisme, pourquoi le racisme se développe plus que la solidarité, contre les dérives moralistes puritaines et sectaires, luttes de sites et ZAD, surveillance tous azimuts, soutien international (Palestine, Kobane...), comment retisser des liens de solidarité dans les banlieues...

Organisation communiste libertaire, Egrégore, BP81213, 51058 Reims cedex.

LILLE JOURNÉES D'ÉTÉ D'EELV 20, 21 et 22 août

à Lille, 200 ateliers, un village des "possibles" et débats autour de la question climatique. <http://jde.eelv.fr/>

silence

LYON EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 20 et vendredi 21 août, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

CYCLOTRANS EUROPE A VÉLO POUR LE CLIMAT 6 juillet – 11 août

La grande randonnée européenne organisée par CyclotransEurope roulera pour le climat et la prise en compte du vélo en 2015. Ce sera aussi un grand moment de vacances à vélo par les plus beaux parcours. Dates principales (indicatives, les modifications ne se feront qu'à la marge : 1 ou 2 jours) : 6 juillet, arrivée à Copenhague : 2 jours sur place. Visite touristique et explications sur comment Copenhague est devenue une ville cyclable. Départ de Copenhague le 8 juillet, arrivée 30 juillet à Aachen. 31 juillet Liège, 1^{er} août Namur, 2 août Bruxelles, 4 août Maubeuge (Ferrière-la-Grande), 5 août Hirson, 6 août Guise, 7 août Chauny, 8 août Compiègne, 9 août Senlis, 10 août Villeparisis, 11 août Paris.

CyclotransEurope, 32, rue Raymond Losserand, 75014 Paris, <http://transeuropeenne.free.fr>.

PARIS MASSE CRITIQUE 21 juillet et chaque 21 du mois jusqu'en décembre

Départ à 19h, place de l'Hôtel-de-Ville. Rassemblement et défilé cycliste et en modes doux de ceux et celles qui veulent agir en faveur du climat.

<http://velorution.org/paris/21>

ESPÉRANTO

- 17 au 25 juillet à Ostende (Belgique) : 48^e rencontre de ligue internationale de l'enseignement en espéranto. ilei.info
- 20 au 25 juillet à Baugé (Maine-et-Loire) : excursions aux châteaux de la Loire. gresillon.org
- 25 juillet au 1^{er} août à Lille, 100^e congrès universel d'espéranto, plusieurs milliers de personnes attendues en provenance d'une centaine de pays. www.lve-esperto.org
- 1^{er} au 8 août à Baugé (Maine-et-Loire) : semaine linguistique et festival. gresillon.org
- 2 au 9 août à Wiesbaden (Allemagne) : congrès international des jeunes espérantistes, www.facebook.com/junularakongreso
- 8 au 16 août à Baugé (Maine-et-Loire) : semaine festive et familiale. gresillon.org

AVEYRON : FORMATIONS EN APPROCHE ET TRANSFORMATION CONSTRUCTIVE DES CONFLITS

- Faire face à l'agression, la violence et l'impuissance dans les conflits, février à juin 2016. Trois stages de formation à l'intention des professionnels de différents secteurs souhaitant améliorer leurs compétences d'intervention en prévention des conflits. 1-4 février : la place des émotions dans le conflit. 4-7 avril : la dynamique des rôles et du cadre dans un groupe. 6-9 juin : Cultures et valeurs. A Rodez. Avec Elizabeth Clerc et Hervé Ott.
- Formation de formateur/trice en approche et transformation constructive des conflits, février à novembre 2016. 5 stages de 4,5 jours (en février, avril, juin, septembre, novembre) pour apprendre à transmettre les bases de l'Approche et la transformation constructive des conflits.

Informations et inscriptions : IECCC, Potensac, 12100 Millau, tél : 05 65 61 33 26, www.ieccc.org.

alternatif en éclosion : la Mélangeuse, ancienne carrière à chaux. Ateliers, spectacles, expos, conférences, tipi bien-être... De la communication non-violente au clown, du karaoké à vélo à la promenade ornithologique, en passant par l'installation sonore et la fresque collective, venez camper trois jours en aire naturelle et partager avec nous ! Accès par adhésion à prix libre à l'association La Barrejaire. Programme : <http://labarrejaire.blogspot.fr/>

habitat

MARSEILLE RENCONTRES NATIONALES DE L'HABITAT PARTICIPATIF 9 au 11 juillet

Thèmes : qu'est-ce que la loi ALUR change au niveau de l'habitat coopératif ? Comment mettre en place une politique d'accompagnement pour l'acquisition du foncier ? Comment développer des projets ayant une plus grande compatibilité avec le logement social ? Jeudi ; rencontre avec des organismes institutionnels autour de la loi ALUR au Palais du Pharo. Vendredi : 56 ateliers thématiques à la faculté de sciences économiques d'Aix-Marseille. Vendredi soir : soirée festive à la Friche. Samedi : mises en perspective à hémicycle de la région PACA. Association Regain, 16, avenue des Chartreux, 13004 Marseille, tél : 04 91 00 32 91, contact@regain-hg.org

paix

LYON DIALOGUES EN HUMANITÉ 3-5 juillet

Thème : "Osons une citoyenneté de la Terre, fraternelle !" décliné autour du changement climatique, des métissages, des futurs émergents. Ateliers du sensible (danse, contes, éducation, communication, arts, sieste sonore...). Agoras sous les arbres (laïcité, handicaps, migrants...). expositions, performances... Au Parc de la Tête d'or, Lyon dialoguesenhumanite.org.

RHÔNE CAMP JEUNES SUR LA NON-VIOLENCE 5-8 juillet

A Ecully, près de Lyon. Quatre jours pour se rencontrer, échanger et construire ensemble pour les jeunes de 18 à 30 ans qui veulent s'engager pour une culture de paix, découvrir l'actualité de la non-violence et lutter contre toutes les formes de violence. Le programme détaillé sera élaboré avec les participants : formations, réflexion collective, ateliers pratiques, témoignages, temps festifs.

Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 45 44 48 25, man.tiffany@nonviolence.fr.

CORSE UNIVERSITÉ DE LA NON-VIOLENCE 10-11 juillet

4^e édition de cette rencontre autour du thème "Les méthodes de l'action non-violente". 10 juillet : les différents moments d'une campagne d'action non-violente ; l'heure de silence, le sit-in et le die-in ; la marche de protestation ; l'obstruction ; la grève de la faim ; 11 juillet : le boycott ; la désobéissance civile ; parler de désobéissance à des jeunes ; les actions spectaculaires de Greenpeace ; l'innovation dans l'action. Ateliers : réguler ses peurs, construire un consensus, les relations avec les médias, avec la police, évaluer une action... Avec Jean-François Bernardini, Yvette Bailly, Patricia Carfigno, Denys Crolette, Stéphane Descaves, Lionelle Galland, Elisabeth Maheu...

Afc-UMANI, Associu pè una Fundazione di Corsica / Association pour une Fondation de Corse, BP 55, 20416 Ville di Petrabugnu Cedex, tél : 04 95 55 16 16, <http://www.afcumani.org>.

société, politique

DRÔME TOUT VA BIEN ! Jusqu'au 30 août

Au centre du patrimoine arménien, à Valence, exposition de dessins de presse de Mana Neyestani, caricaturiste iranien. Arrivé en France en 2011, il raconte dans son dernier livre *Manuel du parfait réfugié politique* comment même pour lui, soutenu par la mairie de Paris, il a été difficile d'obtenir un statut de réfugié politique.

Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org

ÎLE-DE-FRANCE FOIRE À L'AUTOGESTION 4 et 5 juillet

Quatrième édition. Un événement festif et populaire, l'occasion de faire se rencontrer des actrices et acteurs des milieux syndicalistes, coopératistes, politiques ou associatifs et citoyen-ne-s afin de réfléchir ensemble à la question de l'autogestion comme projet et comme mode d'action. Forums, stands, ateliers, ciné, spectacles, concerts... Cette année, des débats et projections, des visites de lieux autogérés, seront aussi organisés durant les 10 jours précédant ce week-end.

La Parole Errante, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil (M^oCroix de Chaux ligne 9), www.foire-autogestion.org

PARIS 11^e 10 ANS DE LA CAMPAGNE BDS 7 juillet

La campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS) menée internationalement contre les intérêts israéliens jusqu'à ce que cet Etat respecte le droit international, a été lancée il y a 10 ans. A cette occasion, rencontre avec Ali Abunimah, journaliste, fondateur du site Electronic Intifada.

A 18h30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris. www.bdsfrance.org

CORRÈZE JOURNÉES D'ÉTÉ DES AMIS DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE 16 au 19 juillet

A Peyrelevalde, sur le plateau de Millevaches. Des combats paysans à l'assiette des Amis de la Conf'. Au menu : les alternatives à l'industrialisation de l'agriculture, ruralité et aménagement du territoire, coopératives, implications institutionnelles et solidarités issues des services publics, la reconquête des services publics en milieu rural... Exposition *Dystopia* d'Alexa Brunet. Film *Sangre de mi sangre* de Jérémie Reichenbach, marché de paysans locaux, concerts, camping sur place.

<http://lesamisdelacnf.org> - contact@lesamisdelacnf.org - Tél : 01 43 62 18 70

HÉRAULT A L'ÉCOUTE DE LA TERRE EN NOUS 18 au 23 juillet

A la communauté de l'Arche de la Fleysière. Atelier d'écologie profonde avec Claire Carré, selon la méthode de Joanna Macy (Le travail qui relie, www.joannamacy.net). Elle propose différentes pratiques pour transformer notre inquiétude justifiée en engagement créatif. Ce voyage expérimentiel, d'où émerge notre éco-conscience, fait appel à toutes les dimensions de l'être humain : mentale, émotionnelle, physique, spirituelle, ainsi qu'à notre capacité d'action dans le monde.

Association La Fleysière de la Communauté de

HAUTES-ALPES FORMATION EN CONSTRUCTION ÉCOLOGIQUE ET BÂTI ANCIEN

- L'association Le Gabion propose des formations à destination du grand public et des professionnels. Pour le grand public :
- La chaux dans le bâti ancien et l'éco-construction (12 au 16 octobre ou 22 au 26 février)
 - Le plâtre écologique (14 au 18 septembre)
 - Charpente ferme sur poteaux (25 au 29 janvier)
 - Menuiserie initiation (1 au 5 février)
 - Règles professionnelles construction paille (23 au 27 novembre)
 - Construction paille ossature bois (5 au 9 octobre)
 - Chauffe-eau et chauffage solaire (19 au 21 octobre ou 8 au 10 février)
 - Plomberie en auto-construction (6 au 8 juillet)
 - Murs et planchers chauffants (9 au 10 juillet)

Association Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66, www.legabion.org

alternative à la viande ?", animations enfants, musique, mini-ferme des races locales...

Association Marché de Sainte-Croix, Mairie, 09230 Sainte-Croix-Volvestre, marche-sainte-croix@orange.fr et marcheo2015@laposte.net, tél : Jean-Claude, 09 88 66 28 75.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES FESTIVAL EMMAÛS 28 et 29 juillet

au Centre Emmaüs de Lescaur-Pau. Village associatif de 10h à 22 h avec plus de 40 associations. Camping gratuit, tri sélectif, restauration, buvette, conférence-débat de 10h30 à 16h animée par Reporterre, sur le thème "le climat, une urgence, un engagement" avec Geneviève Azam, Patrick de Kochko, Hervé le Treut, Corinne Morel-Darleux, Jon Palais, Marie-Monique Robin... Projection de *Sacré croissance*. Et des concerts à partir de 16h.

Village Emmaüs Lescaur-Pau, chemin Salié, 64230 Lescaur, tél : 05 59 81 17 82, www.emmaus-lescaur-pau.com

Films, spectacle, culture

LOT-ET-GARONNE FESTIVAL DE CAUBEROTTE 24-26 juillet

Festival à la ferme. Musique, arts vivants, ateliers (couture, danse, jeux du monde...), savoir-faire paysans. 25 juillet, 14h : La cabane à rêves, 17h : conférence gesticulée Ruraux ou la convergence des rustres. 26 juillet : 11h : Les Glaneurs, la récolte des mots. 16h : La Criée publique. Bénévoles bienvenus pour aider à l'organisation avant, pendant et après ! A la Ferme de Cauberotte, 47600 Moncrabeau. Les saisons musicales, Mélanie : 06 68 02 96 60, Chloé : 06 21 78 31 09.

GARD CHANSONS DE PAROLE 25 au 30 juillet

A Barjac. Festival de la chanson engagée et responsable, libre et intemporelle francophone. Sous chapiteau et dans la cour du château. 6 soirées de 17h à après minuit. Chansons de parole, BP 26, 30430 Barjac, tél : 07 60 38 66 41, www.chansonsdeparole.com

AVEYRON FÊT'STIVALE TOUT À FAIRE 14 au 16 août

Ecofestival participatif de soutien à un lieu

ALTERNATIBA

Des villages des alternatives climatiques sont organisés dans de nombreuses communes :

- le 4 juillet à Joigny (Yonne)
- les 4 et 5 juillet au Parc urbain des Ulis (Nord Essonne)
- le 19 juillet à Mulhouse (Haut-Rhin)
- le 30 juillet à Charleville-Mézières (Ardennes)
- le 25 août à Douarnenez (Finistère)

Plus de renseignements sur le site <https://alternatiba.eu>

Si vous désirez diffuser Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



◀ Le ker-terre perdu dans la nature...

➤ Construction en superadobe : montage des murs

➤ Préparation du mélange

La Belle Verte, un futur habitable ?

Partis de France à vélo depuis 4 mois pour notre projet Cyclolenti, nous sommes arrivés au Portugal où nous allons à la découverte des éco-projets qui fleurissent un peu partout. Aujourd'hui, nous atterrissons sur *La Belle Verte*, référence à la planète écologique et libertaire décrite par Coline Serreau dans son film du même nom (1).

NOTRE DESTINATION EST À 500 MÈTRES d'altitude, sur le massif de Monchique. Dans une jolie vallée, en suivant un chemin escarpé, des traces de vie humaine apparaissent : une maisonnette style maison de Hobbit (2), un jardin potager, puis une cabane en bois, des toilettes sèches, un ruisseau qui alimente un réseau d'eau, des bacs à compost, une maison de terre et paille en construction... "Bonjour !" Voici Walter, Marie et leurs enfants Samuel, Mélissa et Nathalie qui ont surgi de nulle part. Ils sont arrivés ici il y a bientôt quatre ans après avoir vécu dans plusieurs éco-villages et communautés qui ne les satisfaisaient pas complètement. Les valeurs principales de leur projet, nommé "La Belle Verte", sont la simplicité volontaire, la décroissance, l'authenticité émotionnelle, l'écologie conséquente, la solidarité active et le partage. Ils ont acheté deux hectares de terrain boisé sur lesquels court un petit torrent et ils ont commencé par planter des arbres fruitiers, réaliser un potager et enfin des habitations éco-construites. Lors de notre séjour, nous participons à l'extension de la maison en "superadobe" avec la technique du "splatch".

ECO-CONSTRUCTION EN SUPERADOBE

La technique de construction "superadobe" a été inventée par l'architecte iranien Nader Khalili : des sacs remplis de terre principalement, de sable ou autres matériaux, en fonction des ressources disponibles localement, sont empilés les uns sur les autres pour former les murs de la maison voire même le toit. Ce type de construction est simple, rapide, peu coûteux et chacun peut personnaliser son habitation du point de vue de la forme, des dimensions, etc. À la Belle Verte, ils ont utilisé des sacs de jute (en provenance de Agrijute-Dumarché à Grenoble) de 50 cm de largeur à vide, ce qui donne finalement des murs de 42 cm de large. La terre, qu'ils ont fait livrer chez eux, vient de sites de construction des alentours de Monchique (gratuite, seul le transport est à payer). Walter conseille de tester la terre pour vérifier que les quantités de sable et d'argile sont adaptées : par exemple, trop de sable donne un mauvais maintien des murs. Une fois les matériaux réunis, la première étape consiste à remplir les sacs de terre sèche (plus légère donc facile à manipuler). Ensuite, ils sont mis en position pour former un premier rang et

(1) Dans le film *La Belle verte*, la population vit en totale harmonie avec la nature, il n'y a pas de voiture, ni d'argent, les enfants ont une éducation libertaire, ses habitants pratiquent la télépathie...

(2) Les *Hobbits* sont des personnages imaginaires inventés par l'écrivain J.R.R. Tolkien, qui apparaissent notamment dans le roman *Le seigneur des anneaux*.



arrosés le soir afin qu'ils s'imbibent d'eau pendant la nuit ; le lendemain, ils sont compressés puis ils doivent alors sécher, pendant une journée s'il y a du soleil sinon davantage, avant de poser le rang suivant. Le coût en auto-construction d'une maison en "superadobe" est d'environ 200€/m² pour le matériel et 250€/m² avec les finitions incluses telles que la peinture, le plancher, etc.

SPLATCH

Le splatch est encore moins coûteux car il consiste simplement en un mélange de terre et de paille que l'on entasse pour monter les murs, il n'y a donc pas de frais liés à l'achat des sacs : compter entre 100€/m² et 150€/m² en auto-construction. Par contre, cette technique est un peu plus longue et laborieuse que celle de la superadobe : il faut préparer un bain avec la terre et l'eau et attendre plusieurs heures que la terre s'imbibe, ensuite il faut rajouter la paille et mélanger en piétinant (le volume de paille est environ égal à celui de la terre, mais il n'y a jamais trop de paille car elle porte la maison, l'argile est le liant). Pour des murs de 40 cm d'épaisseur, chaque jour nous rajoutons une couche d'environ 10 cm (pas plus car sinon le mur se bombe). Il faut attendre presque 24h pour qu'une couche soit sèche avant de la recouvrir de la suivante. De plus, il ne faut pas que le mélange terre/paille sèche trop vite sinon le mur se fissure...

KER-TERRE

À La Belle Verte, une autre petite habitation existe déjà : la ker-terre construite par Marie. Il s'agit d'une maison très simple et très chaleureuse réalisée en terre et herbes, selon la technique d'Evelyne Adam (3). La ker-terre coûte deux fois moins cher que la technique de la superadobe, par contre la construction prend presque deux fois

plus de temps. Le mélange est constitué également de terre, paille et eau. L'ensemble des deux ker-terres de La Belle Verte (diamètres 3,6m et 3m) a coûté 3000 € (auto-construite bien entendu !).

Les murs de la ker-terre et de la maison superadobe/splatch ont été recouverts à la chaux hydraulique à l'extérieur et à la chaux aérienne à l'intérieur. La chaux est un matériau naturel, elle laisse respirer les murs et permet à l'humidité de s'évacuer. Il est très agréable de vivre dans ces habitations en terre, il y fait frais l'été et l'hiver elles gardent la chaleur. Walter, Marie et leurs enfants ont choisi des formes très harmonieuses pour leurs habitations et à peine passé le pas de la porte nous nous y sentons bien.

SE FORMER À L'ÉCO-CONSTRUCTION

Pour se former, il y a plusieurs livres (4) et de nombreux sites internet, mais nous pouvons témoigner que nous apprenons davantage en participant à des chantiers tout au long de notre voyage (5). Pour devenir éco-constructeur il n'y a pas de secret : il faut mettre les mains dans la boue ! Walter et Marie ne sont ni des architectes ni des professionnels de l'éco-construction de métier. N'hésitez pas à contacter les membres de La Belle Verte pour participer à leurs nouveaux projets ou bien devenir l'un d'eux, ils sont ouverts pour accueillir de nouveaux habitants.

Tiphaine et Marco

Avec la collaboration des membres de La Belle Verte ■

Cyclolenti

Tiphaine et Marco effectuent un voyage à vélo, de l'Europe à l'Asie, à la rencontre d'alternatives, de fermes biologiques en écovillages, chantiers participatifs... "Nous ne voyageons pas pour échapper à nos vies, mais pour que nos vies ne nous échappent pas".
Cyclolenti : frcyclolenti.weebly.com,
cyclolenti@gmail.com.

■ La Belle Verte :

+351282913056,
<http://la-belle-verte.weebly.com>.

(3) Pour en savoir plus sur cette technique un livre à lire absolument : *Construire en rond. Yourtes, dômes, zones, ker-terre* de Evelyne Adam, Olivier Dauch et Jean Soum.

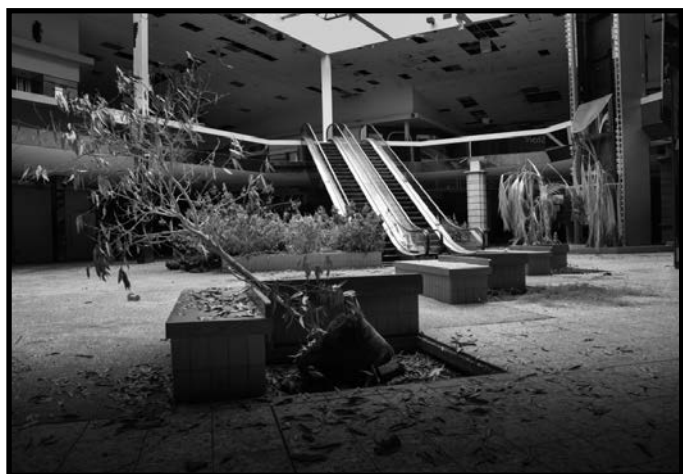
(4) On retiendra en particulier *Le Manuel de l'architecte aux pieds nus - The Barefoot Architect, A Handbook for Green Building* de Johan Van Lengen.

(5) Pour trouver des chantiers partout dans le monde ou bien trouver de l'aide pour votre propre projet, il existe de nombreux réseaux en ligne. Nous utilisons principalement www.thepoosh.org exclusivement dédié à l'éco-construction ou bien le site plus général de volontariat www.helpx.net.



Vers la fin des centres commerciaux ?

Et si les centres commerciaux venaient à disparaître ?
Une tendance qui semble s'amorcer aux Etats-Unis.



Steph Lawless, né en 1975, est un photoreporter qui, sous un pseudonyme, réalise depuis 2005, des reportages sur les paysages en ruine aux Etats-Unis.

Il se revendique comme activiste politique. Il a d'abord travaillé sur les ruines industrielles de la région de Détroit.

Début 2015, il a réalisé un reportage sur les centres commerciaux abandonnés. Depuis 2008, plus aucun centre commercial n'a été mis en chantier aux Etats-Unis. Une trentaine d'entre eux ont fait faillite.

*Steph Lawless,
info@sephlawless.com,
http://sephlawless.com*



Très engagé, JB Lenoir dénonce dans ses chansons le côté belliqueux et raciste des Etats-Unis. Ses textes témoignent contre la guerre de Corée (*Korea Blues*), contre la guerre du Vietnam, (*Vietnam Blues*, 1966), contre les lynchages impunis de personnes noires (*Alabama Blues*)...



En 2003, Chris Whitley sort *War Crime Blues*, un album complet contre la guerre !



Rebel Voices (Voix rebelles)

Du Blues contre les guerres !

Le blues est une musique populaire par essence : chants d'ouvriers et de paysans, d'exclu-e-s, de marginaux. Dès ses débuts, il a été bridé dans son expression politique. Il ne faut pas oublier que les lynchages étaient encore fréquents au moment de son apparition dans le sud des États-Unis.

S'EXPRIMER OUVERTEMENT N'ÉTAIT PAS sans danger. Les auteurs et interprètes utilisent donc des subterfuges pour faire passer leurs messages : "Que tu t'adresses au président, aux nations ou simplement au mauvais sort, arrange-toi toujours pour les appeler "baby", personne ne pourra t'en vouloir", explique ainsi John Lee Hooker.

"Je crois que le blues est plus ou moins un sentiment qui vous vient quand vous pensez que quelque chose est injuste ou que quelqu'un vous a fait du tort", estime Lil Son Jackson. Pour Joe Louis Walker, "le blues est déjà un message en soi. Il est social, il est politique. Il vient d'une souffrance même si elle est dépassée".

Les auteurs de blues ont souvent donné de la voix contre les guerres. En effet, ils composent à partir des (mé)aventures de leur existence... et leur engagement, volontaire ou forcé, dans l'armée américaine, fait partie de celles-là. Par ailleurs, pourquoi se battre pour un pays ségrégationniste ?

La vie des soldats a inspiré de nombreuses chansons parmi lesquelles *Soldier's Blues* de Michael Hill's Blues Mob (1994), où l'auteur condamne la guerre en évoquant les cauchemars des vétérans.

LA SÉGRÉGATION EN TEMPS DE GUERRE

Les afro-américains n'ont pas oublié que pendant la 1^{re} guerre mondiale, une communication remise

officiellement au haut-commandement français avait exigé le strict maintien de la ségrégation dans les services armés. Ni que les actes de bravoure ou les conduites héroïques, telles celles du 369^e de cavalerie composé (uniquement !) d'hommes de couleur, ont été systématiquement passés sous silence ! Selon Monique Pouget, dans *Blues Magazine n° 17*, les unités noires étaient formées dans des camps spéciaux et toujours commandées par des blancs. La ségrégation perdurait jusque dans les camps de la Croix-Rouge qui exigeait que dans les réserves de plasma, on séparât strictement le sang des donneurs blancs et noirs...

Ainsi dans *In The Army Now*, Big Bill Broonzy (1941) évoque la satisfaction avec laquelle les soldats afro-américains se sentent accueillis en Europe alors que, dans leur propre pays, ils ne sont toujours pas considérés comme des citoyens à part entière. Sans oublier le délicieux *Uncle Sam Says* de Josh White qui résume parfaitement toute la question : pourquoi dans ces conditions aller se battre pour un pays qui ne te reconnaît même pas le statut d'être humain ?

DÉSERTER

C'est précisément pour cette raison que Willie Dixon refusera de se soumettre au moment de la mobilisation de 1940 – suivi par Magic Sam qui désertera en 1957.



Coïncidence ou nécessité de motiver l'enrôlement, entre 1940 et 1945, une vingtaine de titres encouragent le sacrifice patriotique et exhortent les GIs à aller combattre Hitler et le fascisme. Mais les titres anti-guerres continuent d'être composés. John Lee Hooker se réjouira de la fin des combats dans *War Is Over (goodbye California)* enregistré en septembre 1948 mais non publié avant 1971, de même que Lightnin' Hopkins regrette leur éternel reprise dans *War Is Starting Again*.

DE LA CORÉE AU VIETNAM

De 1950 à 1953 vient la guerre de Corée. En 1951 J.B. Lenoir dénonce celle-ci avec *Korea Blues* puis *I'm in Korea*. La même année, Arthur Big Boy Cruddup entonne *I'm gonna dig myself a hole* ("Je vais me creuser un trou") où il raconte l'histoire d'un insoumis qui se cache dans un trou pour ne pas partir au front.

Puis c'est la guerre du Vietnam, de 1960 à 1973, mais l'armée n'a toujours pas réussi à se départir de son image raciste. Rappelons-nous cette scène du film *Hair*, illustrant les grands rassemblements pacifistes, marquée par cette phrase : "Après avoir exterminé le peuple rouge, le peuple blanc envoie aujourd'hui le peuple noir combattre le peuple jaune!".

On ne s'étonnera pas que les artistes de blues manifestent toujours si peu d'entrain à servir les intérêts d'une société qui continue de les rejeter. A commencer par ce titre très explicite que JB Lenoir enregistre en 1966 *Vietnam blues* : "Dieu ! Si tu peux entendre ma prière maintenant, aide mes frères, s'il te plaît, là bas au Vietnam / Les pauvres gars combattent, tuent, se cachent dans des trous, tuent peut-être leur propre frère, sans le savoir". Citons aussi le politiquement incorrect *I don't wanna go to Vietnam* de John Lee Hooker (1968) ou encore *Vietcong blues* de Junior Wells où il parle de son propre frère.

L'ARMÉE EN QUESTION

À propos de la bombe atomique, Homer Harris écrit en 1946 *Atomic Bomb Blues* accompagné à la guitare par Muddy Waters. Mack Simmons lance *Blues for atomic H*.

Plus près de nous, en 1995 dans *F.k The Bomb*, *Stop The Drugs*, Swamp Dogg condamne toutes les guerres tout en établissant un lien entre les ventes d'armes, le trafic de drogue et l'accès aux ressources énergétiques. Cependant, il milite dans ce texte pour un retour au service militaire obligatoire afin d'occuper une jeunesse désœuvrée. Sugar Blue quant à lui n'est pas de cet avis puisque dans *Bottom Line*, il défend l'idée que c'est justement l'armée qui enseigne aux jeunes le maniement des armes et les techniques de combat que les gangs utilisent par la suite en milieu urbain.

DES GUITARES, PAS DES FUSILS !

En 2003, Chuck D au cours du concert à New York, transforme le célèbre *Boom Boom* de John Lee Hooker en une chanson contre la guerre : *No Boom Boom*. Au cours de cette même année, Chris Whitley sort *War Crime Blues*, un album complet contre la guerre ! En 2007, c'est la grande mobilisation du blues contre les guerres d'Irak et d'Afghanistan : *Blues Over Bagdad* de Fruteland Jackson, *War* de JJ Grey et Mofro, tandis que David Evans milite ouvertement pour le retrait des troupes dans *Bring The Boys Back Home*.

Le blues n'a pas fini de nous accompagner dans nos combats contre les guerres !

Pascal Martin ■

Martin Luther King et les droits civiques

En 1961, JB Lenoir compose *Shot on James Meredith* dans lequel il interpelle le président Lyndon Johnson sur les poursuites que devrait encourir l'homme blanc qui a tiré dans le dos du premier étudiant noir de l'histoire des États-Unis. *Alabama bus* de Will Hairston rend hommage à Rosa Parks, cette femme couturière qui en 1955 refusa de céder sa place à un blanc dans un bus de Montgomery. et qui déclencha le boycott des transports dans la ville.

Martin Luther King est un personnage récurrent dans les blues. Champion Jack Dupree compose en 1968 *Death of Luther King*, Otis Spann lui dédie *Tribute to Martin Luther King* et Big Joe Williams, *The death of Dr. Martin Luther King*. Howlin' Wolf enregistre *I had a dream* en 1972 dans lequel le refrain renvoie directement au célèbre discours de M.L.K. le 28 août 1963, "J'ai fait un rêve".

➤ Roger Lenglet



D. R.

- Produits pouvant contenir des nanos :
- crème solaire (action anti-UV)
 - dentifrice (action abrasive)
 - pneus (adhérence)
 - raquette de tennis (résistance)
 - peintures (auto-nettoyant)
 - peluches (anti-bactérien)
 - vitres (auto-nettoyant)
 - sparadrap (anti-bactérien)

Nanoparticules : tous cobayes !

La dissémination de nanoparticules dans notre environnement depuis les années 2000 s'est faite délibérément sans consultation démocratique et sans information adéquate, afin d'imposer un état de fait aux populations captives d'un nouveau marché juteux, estime Roger Lenglet, auteur de l'enquête *Nanotoxiques*.



Les nanoparticules sont des éléments qui ont une taille comprise entre 1 et 100 nanomètres, c'est à dire milliardièmes de mètre. Les nanotechnologies sont la manipulation d'éléments à cette échelle.

Silence : Où retrouve-t-on des nanoparticules issues des nanotechnologies aujourd'hui ?

Roger Lenglet : Les industriels mettent ces "nanos" dans d'innombrables produits : des aliments, des cosmétiques, des textiles, des appareils ménagers, des produits d'entretien, des articles de sport, des médicaments... De plus, ils exercent un lobbying très puissant pour retarder et limiter les obligations d'étiquetage, pour éviter le boycott par les consommateurs. L'étiquetage des aliments intégrant des nanos devait être rendu obligatoire en 2014, mais les producteurs ont encore réussi à repousser cette échéance à une date indéterminée. Pour l'heure, seul le secteur des cosmétiques est concerné par cette obligation, qui reste d'ailleurs très mal respectée. Cette absence de traçabilité qui nous empêche de choisir librement et d'éviter le danger est scandaleuse, pour ne pas dire criminelle compte tenu de ce que nous savons déjà de la toxicité de nombreuses nanos, comme je l'expose en détail dans l'enquête.

Dans votre livre *Nanotoxiques*, vous expliquez que ces nanoparticules ont été disséminées dans notre environnement quotidien par les industriels

sans que des études sur leur toxicité soient assez développées. Pourquoi les mesures de précaution adéquates n'ont-elles pas été appliquées par les autorités sanitaires ?

En fait, les études sur la toxicité des nanoparticules étaient déjà assez poussées dès les années 1990 (en particulier sur celles émises par les fumées d'usine et les moteurs diesel) pour avoir conscience du danger et interdire la diffusion des nouvelles nanos en attendant d'identifier celles qui seraient éventuellement non dangereuses. Sur le plan toxicologique, le grand dénominateur commun des nanoparticules est ce qu'on appelle l'"effet taille" : leur dimension nanométrique (de l'ordre du milliardième de mètre, donc plus petit qu'une cellule) leur donne généralement un redoutable pouvoir de pénétration de l'organisme, et même à certaines d'entre elles de s'introduire dans le noyau de la cellule où elles perturbent l'ADN et provoquent des processus cancérogènes, etc. J'ai conçu tout un tableau dans le livre mettant en relation les différentes nanos et leurs effets pathologiques documentés. Par ailleurs, il faut continuer de développer les études toxicologiques, épidémiologiques et écotoxicologiques car de nouvelles nanos sont sans cesse mises sur le marché.



LES LOBBIES INDUSTRIELS CONTINUENT A DICTER LES NORMES

Sur la question concernant les autorités sanitaires, l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale et du travail (AFSSET) a multiplié les demandes de précaution depuis 2006, dans ses rapports successifs, et même en haussant le ton, mais les gouvernements ont toujours trainé les pieds. Les arguments économiques, de compétitivité et de progrès ont encore prévalu sur la prévention sanitaire. Comme avec l'amiante, le nucléaire... Les leçons du passé n'ont pas été tirées et les lobbies industriels continuent à dicter le calendrier législatif et les normes. Ces lobbies ont même été jusqu'à brandir des arguties juridiques pour échapper au règlement Reach qui impose de tester les substances pour demander l'autorisation de les vendre. J'espère que ces arguties (comme de prétendre que les nanos ne sont pas des substances chimiques mais physiques) ne tiendront pas devant les tribunaux en cas de procès, pas plus que leurs effarantes déclarations selon lesquelles l'état des connaissances ne permettrait pas de demander l'application du principe de précaution.

Quelle est la position des compagnies d'assurance vis-à-vis des nanotechnologies et que nous apprend-elle ?

Leurs craintes sont énormes et elles rechignent, au point que la compagnie Lloyds (la grande assurance mondiale des assureurs) a fait un rapport sur le sujet en soulignant que le risque représenté par les nanos est trop grand pour entrer dans le cadre des contrats d'assurance habituels. La Lloyds est échaudée par l'affaire de l'amiante qui a ruiné de nombreuses sociétés d'assurance et a failli entraîner sa propre disparition dans les années 1980-1990.

En quoi l'exemple des OGM a-t-il influencé la manière de communiquer des industriels et des autorités politiques sur les nanotechnologies ?

Je fais état de documents qui montrent que les représentants industriels se sont clairement référés au précédent des OGM pour s'entendre avec le législateur contre l'étiquetage. La volonté de ne pas informer la population avant qu'elle se soit habituée aux produits contenant des nanos est délibérée. Et cela malgré des rapports signalant aux autorités politiques que ce serait une grave erreur de retarder l'information et le débat national.

NOUS PAYONS L'IGNORANCE DES ÉLUS

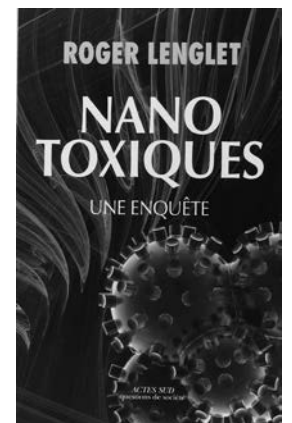
Le problème d'une majorité d'élus est leur nullité absolue en matière de santé publique, de toxicologie et d'épidémiologie. Ils s'imaginent que les craintes sanitaires ne sont que l'expression de fantasmes populaires, de l'obscurantisme, de l'irrationnel... Quand on fait référence aux connaissances toxicologiques, beaucoup répondent en vous demandant ce que c'est exactement que la toxicologie, ou bien en répétant ce que leur ont dit les lobbyistes industriels: "Il n'y a pas encore d'études...". Nous payons ainsi le grave déficit de culture en santé publique des élus et de la population en général.

Pour prendre un exemple, quels sont les risques sanitaires et environnementaux actuellement associés au nano-argent et aux nanotubes de carbone, qui sont des nanomatériaux parmi les plus utilisés ?

Le nano-argent est génotoxique (il casse les brins d'ADN) et il a des effets délétères sur les cellules, notamment par accumulation

Pour aller plus loin

■ **Nanotoxiques.**
Une enquête, Roger Lenglet, Actes Sud, 2014.

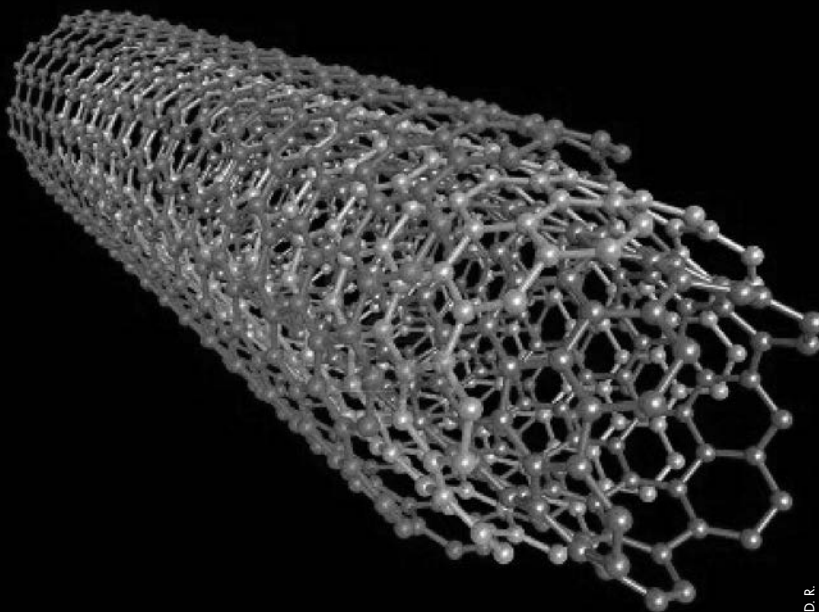


■ **Les périphériques vous parlent**, BP 62, 75462 Paris Cedex 10, tél : 01 40 05 05 67, www.lesperipheriques.org.

■ **Pièces et Main d'œuvre : Service compris**, BP 27, 38172 Seyssinet-Pariset cedex, www.piecesetmaindoeuvre.com.

■ **Avicenn**, Maison des associations du 11^e, Boîtes aux lettres n° 69, 8, rue Général Renault, 75011 Paris, <http://veillenanos.fr>. (ce site essaie notamment de lister tous les produits contenant des nanos)

■ **Présentation officielle** : https://catalogue.ifore.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/les_nanomatériaux.pdf



D.R.

▲
Nanodrone

►
Nanotubes de carbone

intracellulaire, comme l'ont rappelé l'Afssset et le Haut comité de santé publique en 2010. C'est un facteur de multiplication des bactéries multirésistantes et il passe à travers les barrières organiques (poumons, paroi gastro-intestinale, cerveau). On le soupçonne aussi de dérégler le système immunitaire. Et, une fois dans l'environnement, le nano-argent reste problématique car il peut avoir un retentissement sur la microfaune terrestre et aquatique. De sorte que l'utilisation du nano-argent dans les chaussettes anti-odeur, par exemple, apparaît comme assez aberrant pour que l'Afssset et d'autres demandent qu'on les interdise. Il faut signaler que les producteurs l'utilisent aussi très abondamment dans les aliments comme conservateur...

UN MORATOIRE EST TOUJOURS POSSIBLE

Quant aux nanotubes de carbone, les tests toxicologiques sur les animaux de référence montrent qu'ils peuvent induire des mésothéliomes, le fameux cancer de la plèvre pulmonaire qui, jusqu'ici, était provoqué par les fibres d'amiante.

Quels sont les impacts possibles des nanoparticules industrielles sur les neurones et sur la genèse de maladies comme Alzheimer, Parkinson ?

La documentation scientifique montre que certaines nanoparticules passent à travers la barrière hémato-encéphalique (qui protège le cerveau) et sont agressives pour les cellules neuronales. Elles s'ajoutent aux molécules neurotoxiques qui contribuent déjà à ces maladies en agressant les neurones, comme le mercure et l'aluminium, des substances déjà très mal encadrées...

Comment agir pour se protéger des nanos et pour combattre leur dissémination incontrôlée ? Un moratoire est-il encore possible ?

Un moratoire est toujours possible. Mais il faut dès maintenant se protéger contre toutes celles qui sont en circulation. C'est pourquoi je rappelle toute une série d'actions de prévention pour les éviter au maximum. Pour rester bref, il convient d'abord d'éviter les produits mis sur le marché avec des annonces qui vantent leurs propriétés inédites comme l'hyper étanchéité, leur légèreté extraordinaire, leur souplesse ou leur élasticité hallucinante, leur vertu anti-odeur d'une efficacité sans précédent... Autant de pouvoirs qui sont souvent apportés par les nanos. De leur côté, des députés européens commencent à bouger fort, comme José Bové qui vient de nous inviter à éviter les confiseries qui en contiennent, tels les M&M's, les chewing-gums Hollywood... Il faut aussi inventer des actions de sensibilisation. Ces dernières semaines, j'ai conçu avec l'association *Les périphériques vous parlent* un spot de prévention contre les nanos dans les bonbons, que nous avons mis en ligne sur Youtube, et que d'autres associations diffusent activement, comme *Adéquations*.

Je sais également que des ONG préparent des actions dans les supermarchés, en présence de journalistes, comme elles l'avaient fait victorieusement contre les OGM. Les gouvernements complaisants et les lobbies industriels vont s'apercevoir qu'ils sont très loin d'avoir gagné. En réalité, ils ont fait à peu près tout ce qu'il fallait pour arriver à un rejet complet des nanos. Ce qui, à terme, donnera raison à l'association *Pièces et Main d'œuvre (PMO)*, qui milite depuis le début pour un refus total des nanotechnologies, lesquelles nous ont été imposées sans nous consulter, au mépris de la démocratie.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

Electrohypersensibilité

Mon état d'électrohypersensibilité s'est déclaré en 2012. Mon portable a commencé par me chauffer l'oreille lors de communications puis jusqu'à avoir une douleur insoutenable de brûlure (...) avec perte d'équilibre, grande fatigue, et perte de mémoire, aucune concentration pour aligner une phrase cohérente (...). En 2013 j'ai été reconnue médicalement électrohypersensible (ehs), ce qu'on appelle le Syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques. Mais il s'est écoulé 15 années (l'achat de mon premier portable) pendant lesquelles j'avais des symptômes toujours inexpliqués par les médecins : tachycardie, brûlure aux poumons (...). J'ai habité à Givors en face de dizaines d'antennes relais, puis est arrivé la wifi chez tous les voisins (...). Et quand en face de chez moi les techniciens sont venus installer l'antenne 4G, alors j'ai su tout de suite qu'il fallait partir au plus vite. Mais partir où, puisque le brouillard des champs électromagnétiques augmente de partout ? Plus aucun lieu pour avoir un répit sauf ma cave et un fossé dans une forêt proche de Givors. Cela devenait une torture de rester chez moi avec toutes les wifis allumées 24h/24. (...) J'ai vu ma vie se disloquer, pouvant faire de moins en moins de choses parce que ne pouvant plus aller nulle part. Aujourd'hui je suis reconnue travailleuse handicapée, étant céramiste dans la Loire. Mon futur atelier sera entre des murs en

pisé qui arrêtent l'irradiation extérieure. Je ne peux plus faire mes marchés de potiers pour vendre mes pièces ni donner des cours dans des structures. L'inaccessibilité de tous les lieux privés et publics fait partie de mon quotidien. (...) Je dois adapter tout mon quotidien (...), en fuyant les foules puisqu'une personne est

égale à un portable. Je ne peux plus emmener mon enfant au cinéma, à des activités culturelles ni même à la bibliothèque municipale. Sans parler des médecins, hôpitaux, mairie, préfecture, supermarché, école (...) Parcourir les routes devient de plus en plus difficile physiquement avec le nombre d'antennes qui les bordent (...). Avec ces technologies sans fil, nous touchons au sacré de la technologie qui devient totalitaire. Les ehs font partie des nombreux "dégâts collatéraux" de cette guerre contre le vivant. (...) Devoir tout quitter dans l'urgence, faire le deuil de tous nos projets de vie et fuir sans savoir où aller, cela ressemble à un scénario de guerre !

Virginie Jurdic

Loire

Collectif des personnes électrohypersensibles de la Loire, ehs-42.over-blog.com

Souriez, vous êtes selfie !

Le smartphone est une invention fabuleuse. Il ne sert pas seulement à irradier son prochain, à saccager la planète, à polluer l'espace public avec des sonneries intempestives et des conversations sans aucune pudeur... Il permet aussi d'exposer son nombril à la terre entière. Grâce au "selfie", vous pouvez vous photographier en tous lieux pour en faire profiter vos contemporains et leur prouver, autant qu'à vous même, combien vous êtes heureux, vivant (...).

Il paraît que le portable perché au bout d'une canne télescopique fait des ravages, à telle enseigne que des musées commencent à l'interdire, en raison des risques de dégradation matérielle. Notez bien, au passage, que les risques des ondes sur la santé, les responsables de ces musées s'en moquent éperdument. Le fait que les électro-sensibles soient congédiés du monde ne suscite chez eux aucun émoi, pas plus d'ailleurs que chez les utilisateurs –victimes autant que parties prenantes du désastre- toxicomanes de ces gadgets meurtriers. (...)

Dans les lieux publics qui autorisent l'irradiation en leur sein, il faudrait aller afficher des autocollants "Interdit aux chiens et aux électro-sensibles". J'admets que le rapprochement est un peu tiré par les cheveux. Les modernes ont beaucoup plus d'égards pour les chiens que pour des humains torturés par les ondes artificielles.

Il va devenir urgent de réécrire la Déclaration des Droits de l'Homme et d'y ajouter un article qui pourrait être formulé ainsi : "Tout être humain a le droit inaltérable et universel d'être joint et de joindre son prochain sur son téléphone intelligent, en tous lieux et à toute heure. Aucune limite ne saurait être apportée à cette liberté fondamentale".

Voilà où nous en sommes des belles idées de faire par soi-même, d'être libres. Libres de quoi, exactement ? D'être asservis par une technologie tyrannique ? De piller des terres aux ressources rares, de liquider le climat et la beauté du monde ? De participer gaiement à la sixième extinction des espèces ? Qu'il est désespérant de constater que ce mot liberté signifie désormais : une dépendance despotique aux machines, un conformisme docile et aliénant. Tout ça pour quoi ? Pour être seul face à un écran entre soi et les autres, soi et le monde, et finalement entre soi et soi ? Tout ça pour mettre en scène sa petite personne, pour appauvrir le monde et le réduire à quelques poignées de pixels ? (...)

Frédéric Wolff
Côtes-d'Armor



Positif...

Il y a plus d'avions qui polluent notre ciel. Il y a plus de camions transportant n'importe quoi sur nos routes. Il y a plus de pesticides, de chimie mortifère. Il y a plus de bétonnage et de super hyper marchés. Il y a plus de risque d'OGM, de gaz de schiste dévastateurs. Il y a plus de cancers, de maladies, de virus, d'allergies liés à la pollution. Il y a de plus en plus de journées de pollution atmosphérique. Le marché des armes est le premier marché du monde, suivi par la drogue et les nouvelles technologies qui détruisent l'être humain. (...) La mer meurt sous la pollution. Les espèces disparaissent par milliers. (...) La France est le pays où le risque nucléaire est le plus grand. Le climat est déboussolé (...).

"MAIS IL NE FAUT PAS ETRE NEGATIF". "Il ne faut pas dénoncer le système..." Car ça peut faire peur aux gens, et ce ne serait pas mobilisateur. "Arrêtons de dire NON à tout, soyons POSITIFS".

C'est avec ce genre de théories qu'on ne résiste plus à rien, et que le catastrophisme gagne du terrain avec la catastrophe. Résister, c'est déjà dire non, c'est déjà proposer autre chose que le négatif dénoncé. Les premiers résistants n'ont pas proposé de discuter avec les nazis pour les rendre moins méchants, ils sont passés aux actes, et aux armes ! Et cela a donné le positif programme du CNR (Conseil National de la Résistance) !

Montrer le positif des initiatives locales et écologistes est important pour faire progresser l'imaginaire d'une société libérée de la domination capitaliste, d'une société de convivialité, de sobriété. Mais ne pas montrer les limites de ces initiatives par rapport aux pas de géants faits par le système qui nous emmène très vite à la catastrophe serait une faute irréversible.

Michel Chevalier
Saône-et-Loire

Loup

En réponse à l'article sur le loup de *Silence* n°434 p.21, il faut environ 1500 à 2000 brebis en estive, pour amortir un salaire de berger qui, en France, n'est pas une option facultative, mais une obligation légale. La distinction entre "gros" troupeaux viande et "petits" troupeaux laitiers n'est donc pas pertinente pour expliquer qui sont les "gros" et les "petits" (...).

De plus cela fait 20 ans qu'on explique que l'Italie tolère le braconnage des loups, et que l'Espagne s'est dotée de mesures de régulation, ainsi que 200 autres pays qui conservent du loup, afin de protéger leur économie pastorale. Il n'y a que la France qu'est menée une politique inverse en optant pour des mesures de protection totale (réclamées par des associations pro-loup). Avec pour conséquence la disparition programmée du pastoralisme accusé de ne



pas savoir s'adapter. (...) Quand on protège le prédateur plutôt que la proie, inéluctablement la proie disparaît. (...)

Denis Carel
Var

Silence : nous sommes en contact avec la Confédération paysanne dans l'attente d'assister à une réunion de conciliation entre le syndicat et les associations.

Contester les certitudes

Merci, continuez à être ce que vous êtes, juste un poil assez ardu pour notre niveau intellectuel, plaçant la contestation non comme un mode d'expression, mais là dans nos petites certitudes de consomm'acteurs étant du bon côté de la balance.

Marie-Sylvaine Labesse
Pyrénées-Orientales

Sur le contrôle de nos vi(II)es

(...) Pour paraphraser *Le comité invisible* "le pouvoir réside désormais dans les infrastructures de ce monde [...], un pouvoir que chacun a, à tout moment, sous les yeux - sous la forme d'une ligne à haute tension, d'une autoroute, [...] d'un supermarché". "Comment contester un ordre qui ne se formule pas [...], qui s'est incorporé aux objets mêmes de la vie quotidienne" ? Il est donc essentiel que ces projets, et les modalités de leur réalisation, soient questionnés pour éventuellement être redéfinis par tou-te-s. C'est le sens même des résistances aux projets comme ceux de NDDL ou de Sivens. Pourtant le débat tourne depuis longtemps déjà à l'hypocrisie : c'est au nom même de la démocratie que les prises de décisions populaires sont rejetées. En effet, on entend souvent que certain-e-s militant-e-s écologiques (en fait simplement des "citoyen-ne-s") iraient à l'encontre de décisions prises "démocratiquement" après "concertation". À ce son de cloche s'oppose pourtant le constat qu'aucun débat populaire ne s'est retrouvé dans les mains des citoyen-ne-s, remplacé par une mascarade démocratique. (...)

Amalgamer terrorisme, sabotage et désobéissance civile vide tout le sens politique de ces actes citoyens, qui sont collectifs et

non pas individuels, tournés vers la chose publique et non pas privée, et donc en ce sens très proches de ce qu'est originellement la Res publica (la chose publique), bien différent du concept républicain meilleur chanté par les agitateurs médiatiques. (...) Force est alors de considérer que si "demos cratos" garde le sens de "pouvoir au peuple", les mouvements de résistance de type ZAD restent de réels espaces d'expression démocratique. (...) L'impératif est donc de relocaliser le débat démocratique en redonnant un poids décisionnaire aux citoyen-ne-s. (...) Pour que soient réappropriées ces questions territoriales, il est essentiel que soient mis en place de vrais espaces populaires de dialogue et de propositions, adressés à un maximum d'hommes et de femmes aussi différents qu'ils - elles - soient (à l'inverse de cet article qui sera essentiellement lu par des convaincu-e-s). Des initiatives comme le tour de France Alternatiba (qui passe dans ma ville, Orléans, les 18 et 19 septembre) en contribuant à rendre public la préparation du post-capitalisme, trouvent ainsi leur nécessaire pertinence. (...)

Frédéric Gaboyer
Loiret

Essais

■ **Le retour du sauvage**, Pierre Athanaze. Ed. Buchet Chastel 2015, 117 p. 12€. De nombreuses espèces sauvages font aujourd'hui leur retour. Certaines de façon naturelle comme le loup ou le phoque, d'autres par réintroduction volontaire, ours, vautour, esturgeon... Cette faune qui ne peut pas s'envisager sans la restauration d'espaces sauvages pose de difficiles problèmes de cohabitation, mais représente un espoir pour la sauvegarde de la biodiversité et du climat.

■ **Earthforce, manuel de l'éco-guerrier**, Capitaine Paul Watson. Ed. Actes Sud 2015, 185 p. 18€. Préface d'Alice Ferney. L'auteur, cofondateur de Greenpeace et d'une organisation de défense des océans, Sea Shepherd, explique par quelles stratégies il a réussi à sauver des milliers de baleines, dauphins et des millions de phoques en pratiquant un véritable "Art de la guerre" appliqué à l'écologie.

■ **La section italienne de la colonne Ascaso**, Alba Balestri, éd. Libertaires, 2015, 128 p. 15€. L'histoire d'une des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne à laquelle a participé le père de l'auteur.

■ **Feu le Comintern**, Boris Souvarine, éd. Le Passager clandestin, 2015, 100 p. 7€. L'auteur sera le représentant du Parti communiste français auprès du Comintern (ou 3e internationale) après la révolution russe. Il prendra rapidement ses distances d'avec la dérive autoritaire avant d'être exclu du parti en 1924. Extraits de ses textes de l'époque.

■ **Les micro-algues**, Karolina Bocko et Abel Mambenda, éd. Le Chou rave (Saint-Martin-d'Hères), 2015, 82 p. 15€. Des microalgues comme la spiruline, la chlorelle, la klmamath... sont des aliments très riches, très complets et facilement assimilables. Les auteurs, végétaliens et crudivores, en font la promotion concrète avec de multiples recettes illustrées.

■ **L'antimilitarisme libertaire**, Pierre-Valentin Berthier, éd. Union pacifiste, 2015 [2006], 78 p. 5€. En 1963, après une grève de la faim de Louis Lecoin, l'objection de conscience est timidement autorisée en France. L'auteur, proche de Lecoin, écrit alors plusieurs articles sur le refus de l'armée des anarchistes. Ils sont compilés dans ce petit livre, toujours d'actualité.

■ **Le cerveau disponible**, Bernard Noël, éd. Libertaires, 2015, 30 p. 5€. De tout temps, le pouvoir a essayé de contrôler nos manières de penser. Mais avec les nouvelles technologies, et la multiplication des écrans, l'oppression est de plus en plus efficace. La télévision sait faire suffisamment de séduction pour que volontairement on la mette en marche. Les autres écrans qui arrivent maintenant renforcent la soumission et la passivité. Un petit texte littéraire intelligent.

■ **Manger écologique**, Vincent Tardieu, éd. Belin, coll. comprendre vite et mieux, 2015, 80 p. 19€. Ce livre présente sous forme d'une riche infographie des données clés de l'agriculture traditionnelle, de l'agriculture biologique et de nos modes de consommation. Mais c'est une version extrêmement technologique qui est présentée : demain on fera de la bio hors-sol, on surveillera les champs par drone... Cela manque sérieusement de sens critique.

■ **L'impasse islamique**, Hamid Zanaz, préface de Michel Onfray, éd. Libertaires, 2015 [2009], 166 p. 14€. Réédition "post- attentat contre Charlie-Hebdo" d'un livre qui revendique le droit à critiquer l'islam, le judaïsme, avec la même liberté que le christianisme. Pour les libertaires, toutes les religions sont des insultes à l'intelligence. Un livre qui appelle à ne pas renoncer à la revendication de l'athéisme.

■ **Folio Sagesse**. Nouvelle collection de poche sur le bien-être et la spiritualité. Déjà publiés, des textes de Cicéron, Dôgen, Marc Aurèle, Voltaire, Léonard de Vinci, Lao-Tseu, Fénelon, Meng Zi, Montaigne, Epicète. Gallimard, 2015, 3,50€ chacun.

■ **Arbres remarquables des Hautes-Alpes**, Association Méluzine, éd. Actes Sud, 2015, 192 p. + un cahier de plans de localisation, 28€. Après avoir défini en quoi un arbre peut être remarquable (taille, circonférence, âge, lieu...), un inventaire en photos de 111 arbres exceptionnels et de quelques autres, accompagné d'explications tout aussi bien techniques, qu'historiques, écologiques et même poétiques.

Comment tout peut s'effondrer

Pablo Servigne et Raphaël Stevens



Les auteurs présentent un large tour d'horizon des connaissances scientifiques sur ce qui pourrait provoquer un effondrement de la société actuelle : risque climatique, disparition accélérée des espèces, pic de pétrole, crise alimentaire, épidémie... Un tour d'horizon anxio-gène mais lucide. Ensuite, ils essaient de voir quand cela pourrait se produire et n'exclut pas que ce soit dans un délai assez court (rappelant l'incroyable justesse des prédictions du rapport au Club de Rome de 1972). Ils se penchent alors sur le pourquoi du déni de nos politiques, incapables de faire le virage nécessaire, coincés dans le système économique dette-croissance. Ils commentent de nombreux travaux de psychologues qui étudient comment faire notre "deuil" de la société actuelle pour être actif vers un futur désirable. Des études parfois passionnantes, car loin d'un "Mad max" généralisé, nous pouvons encore évoluer vers une société d'entraide et de coopération. Le catastrophisme peut donc être le terreau d'une démarche positive que l'on entrevoit déjà dans les initiatives de transition et chez les objecteurs de croissance. MB.

Ed. Seuil, coll. Anthropocène, 2015, 300 p. 19 €

Ce qu'on dit des Roms (et ce qu'il faut savoir)

Jean-Pierre Dacheux



Philosophe, spécialiste des Roms (l'auteur s'explique sur le choix de cette orthographe) et militant de leur cause, Jean-Pierre Dacheux dresse la liste des préjugés anti-Roms et les démonte méthodiquement, faits et chiffres à l'appui. Ils seraient tous nomades, apatrides, mendiants, asociaux, délinquants, incapables de s'intégrer, etc. Cliché après cliché, les informations précises, les nuances et les analyses fines dessinent un tout autre portrait de ces populations constitutives de l'identité européenne. DG

Ed. Le passager clandestin, 2015, 97 p. 7 €

Nous sommes tous des féministes

Chimananda Ngozi Adichie



Ce très court texte constitue une base parfaite pour faire découvrir le féminisme à un public très large, tant ses propos sont clairs, faciles d'accès et pleins d'humour. Romancière nigériane de talent, l'auteure publie ici les propos d'une conférence tenue aux États-Unis, qui ont inspiré de nombreuses femmes depuis.

Il est suivi d'une nouvelle, Les marieuses, qui donne à voir de manière vivante les micro-dominations que peut vivre une femme nouvellement mariée. Pour ce prix-là, on aurait tort de ne pas en faire profiter tout son entourage. GG

Ed. Gallimard Folio, 2015, 90 p., 2 €.

Les fausses bonnes idées pour les femmes

Sous la direction de Catherine Bourgeois



Cette compilation de 17 études permet de faire le point sur divers défis contemporains du féminisme, au travers d'idées reçues : l'immigration émancipe-t-elle vraiment les femmes ? La famille protège-t-elle des violences ? La séduction est-elle un atout dans le monde du travail ? Des interventions d'un niveau de difficulté de lecture varié. Annalisa Casini décrypte les pièges du sexisme bienveillant des hommes. Marie-Pierre Najman aborde les défis féministes à l'aune de l'objection de croissance. A noter particulièrement, l'étude de Naïma Hamrouni sur la prise en charge des personnes âgées. Celle-ci est essentiellement assurée par des femmes, et met en jeu des lignes claires de pouvoir patriarcal, raciste et de classe. Vouloir rémunérer ces services accomplis dans un cadre familial permet de reconnaître la valeur de ce travail, mais assoit en même temps cet état de fait. Et si les hommes s'y mettaient eux aussi ? Et pourquoi pas organiser des coopératives de prise en charge par quartier ? GG

Ed. Université des femmes, 2014, 276 p., 23 €.

Lewis Mumford Pour une juste plénitude

Thierry Paquot



Dans la très intéressante collection Les précurseurs de la décroissance des éditions Le Passager clandestin, le dernier livre paru est consacré à l'Américain Lewis Mumford (1895-1990), peu connu en France. A partir d'une première activité de critique d'architecture, Mumford devient un intellectuel de plus en plus engagé contre le capitalisme destructeur et la société de consommation. Un choix d'extraits de ses textes le montre contre le nucléaire, les mégapoles ou les gratte-ciels, s'interrogeant sur la bonne taille pour les villes ou le dépassement des fantasmes de toute-puissance et de « toujours plus » pour retrouver juste mesure et « plénitude ». Destiné au grand public curieux de découvrir Mumford et ses apports à la pensée de la décroissance, ce court livre présente toutefois aussi les traits de la littérature de type universitaire : par exemple, abondance des références bibliographiques (titres en anglais non traduits) ou des renvois à d'autres auteurs. DG.

Ed. Le passager clandestin, 2015, 109 p. 8 €

Faut-il donner un prix à la nature ?

Jean Gadrey, Aurore Lalucq



Pour défendre la nature, les mécanismes consistant à la monétariser ne constituent pas la priorité. Bien d'autres actions sont plus essentielles, du côté de l'éducation, de la mobilisation citoyenne, du droit ou des réformes politiques. Cependant, dans un monde obsédé par l'économie, ils existent, sont très différents les uns des autres et souvent complexes. Marchés de « permis d'émission », taxe carbone suédoise, rémunération des services environnementaux (par exemple des agriculteurs pour leur rôle d'entretien des territoires), banques de compensation écologique, comptabilité "Care." (éthique, qui tient compte de la gestion financière et la gestion environnementale et sociale) : autant de pratiques qui sont présentées en détail, avec études de cas, évaluées quant à leurs effets concrets, positifs ou négatifs, attendus ou pervers, et les risques éventuels. On partagera (ou pas), la conclusion nuancée des auteurs. Mais si l'on accepte l'effort d'une lecture parfois un peu technique, on aura de quoi élaborer un avis éclairé, dépassant la simple posture idéologique. DG.

Ed. Les petits matins/Institut Veblen, 2015, 121 p. 10 €

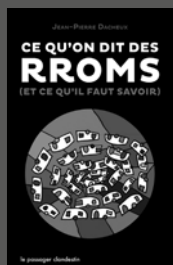
Du refus de la servitude volontaire

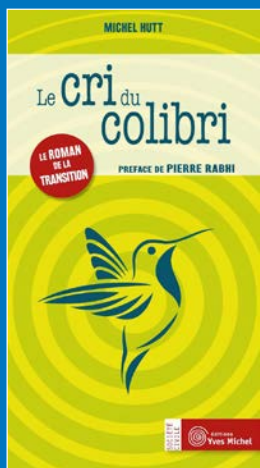
André Bernard



Troisième volume d'une compilation d'articles publiés souvent dans Alternatives Libertaires et de textes prononcés dans l'émission de radio anarchiste Achaïra, pour la plupart en commentaire à la lecture d'un livre. Agrémenté de citations de journaux sur l'actualité politique, le livre prend une allure de "journal libertaire" de l'année 2014. Du combat de Mandela à l'expérience zapatiste du Chiapas, des révoltes des prisons brésiliennes aux ZAD et à Kobanê, en passant par la réflexion sur l'anarchisme et le droit, l'auteur scrute l'actualité du monde et celle de l'anarchisme et prête une attention particulière aux traces de désobéissance et de non-violence qui y sont présentes. Une agréable promenade en territoire(s) libertaire(s), qui donne à méditer. GG

Ed. Atelier de création libertaire, 2015, 168 p., 12 €





Le cri du colibri Le roman de la Transition

Michel Hutt

Croisant le destin de plusieurs personnages eux-mêmes en « transition » dans leurs vies, Michel Hutt raconte comment ils découvrent la force et la joie de l'action collective et de l'entraide, tandis que l'économie mondiale périclité. Toute une commune rurale d'Alsace "bascule" progressivement dans une recherche de

résilience, qui est aussi une magnifique aventure humaine.

Entremêlant adroitement les histoires familiales et sentimentales de ses personnages avec son récit écologique et politique, ce roman embarquera même les personnes peu sensibilisées à ces questions. Michel Hutt signe un roman très plaisant, qu'on lâchera avec difficulté une fois ouvert... À offrir sans réserve, y compris aux ados !

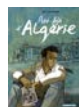
Nombre d'activistes en font désormais le constat : le changement social a impérieusement besoin d'être mis en récits pour motiver les gens à agir, à s'engager. Ce roman est une tentative encore bien trop rare, et réussie, pour mettre la littérature au service de l'écologie. XR..

Préface de Pierre Rabhi, éd. Yves Michel, 2015, 314 p., 16,5 €

B. D.

Petit-fils d'Algérie

Joël Alessandra



La famille de l'auteur est d'origine italienne. Elle a immigré en Algérie au début du 20^e siècle. Elle y a développé une entreprise de travaux publics qui a construit plusieurs bâtiments importants à Constantine. Après l'indépendance en 1962, ses parents ont quitté l'Algérie pour la France. A près de cinquante ans, il décide de se rendre sur place pour comprendre ses parents et grands-parents. Etaient-ils colonialistes, racistes, proches de l'OAS ? Accompagné par un guide, un poète local, il visite la ville et à travers un superbe carnet de voyage, nous fait découvrir ce qu'a dû être la vie la vie des siens et de milliers d'autres familles. MB.

Ed. Casterman, 2015, 128 p. 19 €

Les mains invisibles

Ville Tietäväinen



Rachid vit misérablement au Maroc. Pour venir en aide à sa famille, il se laisse convaincre par un passeur de rejoindre l'Europe. Après avoir survécu à un naufrage, il se retrouve dans le sud de l'Espagne et trouve un premier travail comme saisonnier sous les serres d'El Ejida. Là, il survit un temps au milieu des nuages de pesticides. Il reprend la route, planqué sous un camion et rejoint Barcelone où il survit de petits boulots, en mendicité chronique, désespéré par son incapacité à envoyer de l'argent à sa famille. Une fiction ultra-réaliste sur le monde de l'immigration clandestine, l'exploitation des sans-papiers et le mythe de la fortune qui fait venir tant de monde. Le dessin, tout en couleurs sombres, rend compte de la misère qui accompagne notre voyageur... jusqu'à la folie. MB.

Traduction du finlandais Kaisa Kukkola, Claire Varenne et Sébastien Spessa, éd. Casterman, 2015, 224 p. 27 €

Romans

Hier, la Terre

Daniel Mathieu



Théophanie. Ce n'est pas un hasard si cet îlot de paradis flottant dans l'espace porte le nom d'une apparition divine. Le voyageur qui gare sa fusée sur Théophanie ne peut qu'être dépaycé. Et en même temps frappé par les ressemblances entre cette planète et la sienne, ressemblances évoquées sous forme de questions laissées sans réponse. Ou presque. Dans une langue grandiloquente et usée, Daniel Mathieu livre ici les chroniques d'un voyage qui sert avant tout de faire-valoir et de comparatif. On y lit, en filigrane, ce que l'auteur veut de bon à la Terre, pourtant vouée à l'extinction jusque dans le titre. Ce livre s'impose après coup comme un mode d'emploi à la vie épicurienne. Un manifeste des bon-vivants. DD.

Ed. Pétroleuses, 2014, 245 p., 17€

L'Ouzbek muet et autres histoires clandestines

Luis Sepulveda



On est très sérieux quand on a 17 ans, et que l'on est un jeune révolutionnaire chilien. Luis Sepulveda livre à travers une série de nouvelles, des histoires succulentes, souvent drôles, de jeunes gens pour qui la politique a une place importante dans le Chili des années 60. Que ce soit la préparation d'un hold-up anticapitaliste à Santiago, la description d'un voyage d'études à l'université Lumumba en Union Soviétique, ou la recherche du descendant d'un guérillero mort au combat, on entre avec délectation dans ces petites histoires de la grande Histoire, racontées avec un talent formidable. Où l'on se rend compte que parfois l'attrait sexuel d'une camarade a plus de poids que bien des justifications idéologiques... Un retour tendre et amusé sur une époque inspirante. GG

Traduction Bertille Hausberg, éd. Métailié, 2015, 134 p., 16 €

Jeunes

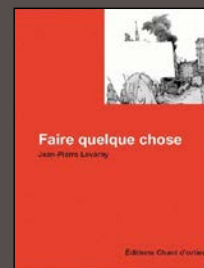
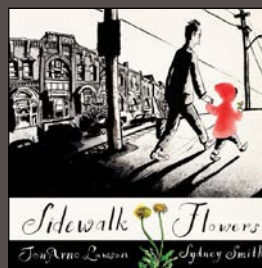
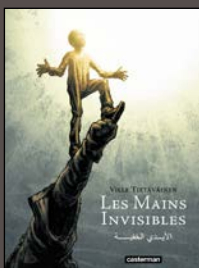
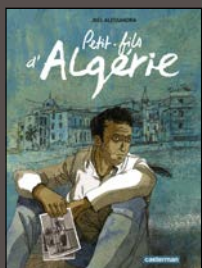
Les fleurs de la ville

Jon Arno Lawson et Sydney Smith



Dès 4 ans. Une petite fille accompagne son père accroché à son téléphone. Dans une ville en noir et blanc, la petite fille repère quelques fleurs éparées en couleur, qu'elle offre autour d'elle, provoquant l'apparition de couleurs. Un petit bijou qui réussit à faire de la poésie urbaine sans aucune parole ! FV.

Ed. Sarbacane, 2015, 32 p. 13,90 €



Faire quelque chose

Jean-Pierre Levaray



Dès 9 ans. Simon, tout jeune cheminot, travaille dans des ateliers de la SNCF à Rouen lors de l'occupation allemande. Des sabotages se produisent qui entraînent des représailles.

Comme de nombreux autres jeunes qui fuient le service du travail obligatoire, il rejoint un groupe de résistants. Nous sommes en 1941 et c'est le début de ce que l'on appellera la bataille du rail. 70 ans plus tard, il témoigne devant des élèves et rappelle que la question à toujours se poser quand on est en face d'une injustice c'est "faire quelque chose". L'auteur nous plonge avec justesse dans le monde ouvrier d'alors et les incertitudes du moment (qui est résistant ?) et nous interroge de fait sur la passivité ambiante dans le monde inégalitaire d'aujourd'hui. FV.

Ed. Chant d'Orties, 2015, 80 p. 8 €

Musique

Je est un nous

David Sire



Après plusieurs albums destinés aux enfants, deux tournées à vélo et remorque, David Sire nous présente un nouvel album, son 8^e, plus intimiste et personnel.

Entre poésie, romantisme et loufoquerie verbale, David continue son travail d'ouverture à l'autre et chante la rencontre et la solidarité.

C'est tout en retenue, presque une confession. Il nous présente des chansons, bien légères à la première écoute, mais qui, sur le fond et la forme, portent des paroles pleines de sens et d'émotion.

Un bel album pour un artiste singulier et attachant. JP.

L'autre distribution, 2015, 13 titres, 54 mn, 15 €

Superbazaro

Martin & La Talpoj



Parmi les pionniers du rock chanté en Esperanto, Martin Wiese nous présente aujourd'hui son deuxième album accompagné du groupe La Talpoj.

L'esprit musical est assez large, mais l'ensemble sonne pop et reste entraînant, sur des textes poétiques et tendres sans non plus être d'une originalité débordante.

Dans l'ensemble, un album de rock de bonne facture qui saura vous bercer de ses mélodies quelques fois puissantes. JP.

Vinilkosmo, 2014, 14 titres, 46 mn, 14 €

Toi qui marches

Hervé Krief



Les paroles de ce disque de blues constituent la bande-son idéale de *Silence*. La seule évocation des titres est évocatrice : "OMS", "Plus de pétrole", "Fukushima mon amour", "Arrêtons de travailler", "Téléphone mobile", "Publicité", "Le blues des déchets"... Accompagné de Félix Sabal Lecco et Arnaud Rebel, Hervé Krief signe un album de blues où les amateurs de bonne guitare en auront pour leur plaisir, avec des influences du jazz. Les paroles sont parfois comme des tracts, très au premier degré. Mais le groove est bien là. La démarche est également à retenir : album autoproduit pour échapper aux circuits commerciaux habituels, distribué à prix libre, cohérence avec les alternatives citées dans l'album... Un album résolument engagé. GG

11 chansons, 2015, prix libre, www.herve-krief.com

Film

Taxi-Téhéran

Jafar Panahi



En 2010, l'auteur iranien se voit interdire de réaliser des films pendant vingt ans et de quitter le pays. Ceci est son troisième film depuis sa condamnation. Intégralement tourné dans un taxi

conduit par l'auteur dans les rues de Téhéran, on assiste à la prise en charge de différentes personnes qui, pour des raisons différentes, vont faire une critique du régime, que ce soit sur le plan politique ou religieux. Ce n'est que progressivement que l'on prend conscience que l'on a affaire à des dialogues scénarisés. Justice arbitraire, censure culturelle, liberté de parole, liberté des femmes... La construction du film est un petit exploit technique : Jafar Panahi devait régler les trois caméras embarquées lui-même tout en conduisant. Les acteurs sont des proches. La nièce de l'auteur, en particulier, en récitant ses leçons ou l'avocate Nasrin Sotoudeh sont dans leur propre rôle. Ce film à tout petit budget (32 000 euros) est d'une très grande force. MB.

Dist. Memento Film, 2015, Ours d'Or Berlinale 2015,

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Au-delà du marché, les nouvelles voies de la démarchandisation**, Bernard Perret, éd. Les petits matins/Institut Veblen, 2015, 100 p. 10 €. L'auteur considère qu'un certain nombre d'initiatives d'échanges transitant pas internet représentent une sortie de la marchandisation. Mais lorsqu'il cite par exemple Blabacar, de quoi parle-t-on ? L'autostop ne nécessitait ni ordinateur, ni abonnement internet, ni téléphone portable, ni de verser de l'argent au serveur, ni de verser de l'argent au conducteur. L'économie sociale et solidaire qui monétarise de nombreux domaines de la solidarité est-elle démarchandisée ? L'idée d'échapper à la guerre économique est intéressante, mais ici s'appuie sur des exemples situés dans des sphères trop différentes pour constituer une démarche cohérente.

BD

■ **Compagnons, nouveau départ**, Manuel Liefjroy, Tito, éd. Casterman, 2015, 64 p. 14,50 €. Emilie commence sa formation chez les Compagnons à Paris. Emilie se rapproche de Quentin, au désespoir de Thomas, autre aspirant. Derrière ce triangle amoureux, une découverte de l'intérieur de l'univers des Compagnons, une des plus anciennes institutions de formation professionnelle. Dessins ligne claire agréable, mais scénario un peu trop banal.

■ **Autobio**, Cyril Pedrosa, éd. Fluide Glacial, 2014 [2009], 95 p. 18 €. Réédition des chroniques sur les tentatives de vie écologique de l'auteur et sa famille, initialement parues en deux tomes. Comment cuisiner les légumes étranges du panier AMAP ? Comment échapper aux OGM ? Comment gérer son empreinte écologique ? Bref, comment rire de nos incohérences ?

■ **Le reste du monde**, Jean-Christophe Chauzy, éd. Casterman, 2015, 104 p. 18 €. Dernière soirée de vacances dans les Pyrénées. Et soudain, orage, séisme, avalanche provoquent une coupure complète de la vallée. Plus d'électricité, plus d'eau potable, plus de télé, d'internet, de téléphone... Au départ, la solidarité l'emporte, mais le manque de nourriture fait monter la tension. Un suspens croissant, un dessin d'un réalisme implacable.

■ **Nowhere men, T1, un destin pire que la mort**, Eric Stephenson, Nate Bellegarde, éd. Delcourt Comix, 2015, 128 p. 18 €. Cette œuvre de science-fiction imagine le pouvoir absolu de scientifiques qui sont perçus par le public comme des vedettes du show-biz. Mélange de BD, de fausses pages d'actualités, de romans... dans un futur de domination par les sciences.

■ **L'homme de l'année 1848, l'homme qui publia le manifeste du parti communiste**, Jean-Pierre Pécau, Benoît Dellac, éd. Delcourt, 2015, 56 p. 15 €. En 1848, Karl Marx cherche à faire publier son manifeste. Jacques Lafitte, un ancien corsaire va payer l'imprimeur, mais aussi aller chercher l'auteur bloquer par la révolution à Paris. L'histoire est donc celle de Jacques Lafitte qui aurait vécu dans les îles une expérience de communauté libre avant même la théorisation par Marx.

Jeu

■ **La vie cachée des sols**. Jeu des 7 familles, Ademe/Bioviva, programme Gessol. Pour découvrir le monde peu visible de la vie des sols : des nématodes aux taupes en passant par la matière organique et les micro-organismes.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30 les samedis 29 août** (pour le n° d'octobre), **26 septembre** (pour le n° de novembre), **24 octobre** (pour le n° de décembre) Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1^{er} janvier 2014, l'association ne délivre plus plus de reçus fiscaux.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Bibliothèques

Nous proposons l'abonnement de 6 mois gratuit à toute bibliothèque qui en fait la demande, à titre de découverte.

Parlez-en à votre bibliothécaire !

Rejoignez un relais local

- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Pasières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr, Nicolas Ferry à Saint Dié des Vosges, nicolasferry88@gmail.com
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :**

Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h /

14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel

Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335

Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOEBBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 juin 2015** - **Editeur :** Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 3^e trimestre 2015 - **Tirage :** 5050 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Myriam Grataloup, Justine Lamonerie, Federico Witula - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Seleik, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe, Yakana - **Correcteurs :** André Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weite - **Photographes :** Aplamedom, Lavigne Cheron, Rémi Da Silva, Kaz Maron, Nachoman-au, Gaëlle Ronsin - **Et pour ce n° :** Isabelle Cambourakis, Cyclolenti (Tiphaine et Marco), Rémi Da Silva, Damien Desbordes, Guillaume Kedryna, Dominique Lalanne, Brig Laugier, Pascal Martin, Michel Scribe, Mathilde Vauléon - **Couverture :** D.R. - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Commandes

Numéros disponibles

- 398 Expériences de transition
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réapproprié l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

**Indiquez le total de votre règlement
(ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :**

- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 427 Penser l'agriculture de demain
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflo : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militier en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas

Numéros régionaux

- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 Alternatives à La Réunion

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 €

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone Europe et Suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€.
Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter.
Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

- Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €
- Particulier 1 an 46 €
- Bibliothèque, association... 1 an 60 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 74 €
- Petit budget 1 an 32 €
- 5 abonnements Découverte offerts 100 €

Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €
- Particulier 1 an 55 €
- Bibliothèque, association... 1 an 68 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 85 €
- Petit budget 1 an 39 €

Groupés à la même adresse

- par 3 ex. 1 an 115 €
- par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

**À retourner à Silence
(adresse ci-contre).**
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB)
ou postal (RIP).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Pour la vie, contre la guerre

Freddy Tsimba

Freddy Tsimba, plasticien congolais, a dénommé son atelier "couloir humanitaire". Il y réalise des œuvres à base de matériaux de récupération. Il est devenu internationalement célèbre pour sa série réalisée à partir des déchets récupérés sur les zones de conflits de son pays : douilles, morceaux d'armes à feu, machettes... "Je ne suis pas là pour séduire, je suis là pour témoigner. Pour réaliser mes sculptures, je risque ma peau et elle n'a pas de prix. J'ai récupéré dix mille cartouches dans des zones difficiles pour réaliser mes sculptures mais combien en reste-t-il ? Des tonnes ! Et elles sont porteuses de l'histoire tragique de mon pays".

